

REPUBLIQUE DU NIGER REGION DE MARADI

DEPARTEMENT DE DAKORO

COMMUNE RURALE DE ROUMBOU

PLAN DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL (PDC) 2017-2021

Version Acclimatée Definitive



Photo 1: Siège du conseil municipal de la commune rurale de Roumbou 1

Août 2017

Elaboré avec l'appui financier du PAC II et l'Appui technique du GIE/ADLI, Acclimaté par le projet PANA en 2012 « Renforcement de la résilience du secteur agricole » et actualisé sous le financement du Projet « Régionalisation de l'Adaptation à Base Communautaire (ABC-Maradi) » avec l'appui Technique de l'ONG Groupe pour une citoyenneté Active GCA Humbasa.

TABLE DES MATIERES

SIGLES ET ABREVIATIONS.....	8
FICHE SIGNALÉTIQUE DE LA COMMUNE	13
RESUME	14
INTRODUCTION	17
I. OBJECTIF ET RESULTATS ATTENDUS DU PDC	21
<i>1.1 Objectif global</i>	<i>21</i>
<i>1.2 Objectifs spécifiques</i>	<i>21</i>
<i>1.3 Résultats attendus</i>	<i>21</i>
<i>1.4. Méthodologie.....</i>	<i>21</i>
II. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE.....	24
<i>2.1. Situation géographique.....</i>	<i>24</i>
<i>2.2. Milieu naturel.....</i>	<i>26</i>
2.2.1. Caractéristiques physiques et naturelles.....	26
2.2.3 Sols	29
2.2.4 Végétation	29
2.2.5 Ressources fauniques et halieutiques	30
2.2.6 Ressources en terres	30
Synthèse de la vulnérabilité sur l'environnement biophysique de la commune de Roubou ...	31
2.2.7 Ressources en eau	33
2.2.8 Ressources pastorales	34
2.3- Milieu humain	35
2.3.1- Population	35
2.3.1.1- Historique du peuplement.....	35
2.3.2- Services techniques déconcentrés de l'Etat et les partenaires techniques et Financiers de la commune de Roubou I.....	37
2.4- Capital physique.....	38
2.4.1 Infrastructures éducatives	38
2.4.1.1 Les infrastructures scolaires.....	38
2.4.1.2 Les infrastructures de l'éducation non formelle	39
2.4.2 Infrastructures sanitaires	39
2.5. Evaluation du Plan de Développement Communal exercice 2011-2015.....	40

III. RESULTATS DU DIAGNOSTIC.....	42
3.1. <i>Analyse sectorielle</i>	42
3.1.1. <i>Éducation.....</i>	42
3.1.2. <i>Hydraulique</i>	43
3.1.3. <i>Sante</i>	44
3.1.4. <i>Agriculture</i>	45
3.1.5. <i>Elevage.....</i>	46
3.1.6. <i>Artisanat, Chasse, Commerce Transport et communication</i>	48
➤ <i>Artisanat</i>	48
IV. ANALYSE DE LA SITUATION DE LA FEMME DES PERSONNES HANDICAPES ET DE L'ENFANT DANS LA COMMUNE	50
4.1. <i>Education.....</i>	51
4.2. <i>Santé</i>	51
4.3. <i>Accès à l'eau potable et l'Assainissement</i>	54
4.4. <i>Situation socioéconomique des femmes.....</i>	54
4.5. <i>Synthèse des principales potentialités et contraintes de la commune rurale de Roumbou1 issues du diagnostic participatif conduit en Juin 2017</i>	55
4.6. <i>Priorisation des contraintes et leurs causes.....</i>	58
4.7. <i>Perception des populations locales des risques climatiques et leurs impacts sur les différents secteurs d'activités au niveau individuel et/ou communautaire.....</i>	60
4.8. <i>Projection des impacts du changement climatique</i>	70
4.9. <i>Analyse de la performance de la commune</i>	71
4.9.1. <i>L'administration communale.....</i>	71
V. PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT LOCAL	72
5.1. <i>Orientations stratégiques et objectifs de développement</i>	73
5.2. <i>Vision à long terme de la commune.....</i>	73
5.3. <i>Axes et Objectifs de Développement de la Commune</i>	73
5.3.1. <i>Renforcement du capital physique</i>	75
5.3.1.1. <i>Amélioration de la couverture des besoins en eau</i>	75
5.3.1.1.1. <i>Installation et renforcement des capacités MAEP</i>	76

5.3.1.2. Amélioration de la production agricole et lutte contre l'insécurité alimentaire	76
5.3.1.2.1. Construction et équipement des Banques d'intrants	76
5.3.1.2.2. Approvisionnement en semences améliorées	76
5.3.1.2.3. Achat des charrettes mono bovines	76
5.3.1.2.4. Création d'un District agricole	77
5.3.1.3. Promotion du warrantage	77
5.3.1.3.1. Mise en place des Banques céréalières et renforcement des stocks	77
5.3.1.4. Clôture grillagée des pluviomètres	77
5.3.1.5. Amélioration de la production et de la santé animale	77
5.3.1.5.1. Construction des parcs de vaccination	77
5.3.1.5.3 Construction des banques aliments bétail :	78
5.3.1.5.4. Vaccination du cheptel :	78
5.3.1.5.5. Construction des aires d'abattage d'animaux de boucherie :	78
5.3.1.5.6. Construction parcs à bétail :	78
5.3.1.5.7. Sécurisation des parcours pastoraux (délimitation et balisage de couloirs et aires de pâturage) :	79
5.3.1.6. Amélioration de la santé humaine:	79
5.3.1.6.1 Construction et équipement CSI de type II et cases de santé	79
5.3.1.6.2. Construction et équipement de la maternité	79
5.3.1.6.3. Appui aux cases de santé en produits pharmaceutiques	79
5.3.1.6.4. Diffusion moustiquaires imprégnées	80
5.3.1.6.5. Electrification et adduction d'eau potable du CSI de Roubou1	80
5.3.1.6.6. Dotation du CSI en ambulance	80
5.3.1.7. Amélioration du secteur éducatif	80
5.3.1.7.1. Construction et équipement de classes :	80
5.2.1.6. 2.Réhabilitation des classes et dortoir	80
5.3.1.6. 3. Construction magasin pour cantine scolaire	81
5.3.1.6.4. Ouverture des centres d'alphabétisation :	81
5.3.1.8. Urbanisation et amélioration du cadre de vie	81
5.3.1.8.1. Lotissement du chef-lieu de la Commune et de certains gros villages	81
5.3.1.8.2 Traitement des ravins	81
5.3.1.8.3 Mise en place des charrettes asines pour transport des ordures	81
5.3.1.8.4. Construction d'un centre de formation des jeunes	82
5.3.1.8.4. Désenclavement de la commune	82
5.3.2. Renforcement du capital naturel	82
5.3.2.1. Création et/ou renforcement des pépinières	82
5.3.2.2. Fixation des dunes	82
5.3.2.3. Récupération des terres de glacié	83
5.3.2.4. Surveillance environnementale	83
5.2.2.5. Ouverture de bandes pare - feu	83
5.2.2.6. Vulgarisation des foyers améliorés	83
5.3.3. Renforcement du capital humain et organisationnel	84
5.3.3.1. Création des cadres de concertation et formation/sensibilisation des populations	84
5.3.3.2. Formation des paysans en techniques de compostage	84
5.3.3.3. Formation, recyclage et équipement de brigadiers phytosanitaires	84
5.3.3.4. Formation et suivi des multiplicateurs des semences	85
5.3.3.5. Formation et recyclage des paysans sur la collecte des données pluviométriques	85
5.3.3.6. Formation, recyclage et équipement des auxiliaires d'élevage	85
5.3.3.7. Formation des producteurs sur les nouvelles techniques d'élevage, de récolte et conservation de fourrages	85

5.3.3.8. Mise en place des COFOB et COFOCOM et sensibilisation des populations sur la prévention et la gestion des conflits.....	85
5.3.3.9. Formation, recyclage et équipement des matrones.....	86
5.3.3.10. Formation et équipement de pépiniéristes	86
5.3.3.11. Formation et équipement de brigadiers anti- feux.....	86
5.3.3.12. Formation des paysans sur la pratique de la Régénération Naturelle Assistée	86
5.3.3.13. Formation des meuniers.....	86
5.3.3.14. Création d'un cadre de concertation des organisations de la jeunesse.....	87
5.3.3.15. Mise en place et formation des COGES spécifiques.....	87
5.3.3.17. Sensibilisation des populations sur la lutte contre l'incivisme fiscal	87
5.3.3.18. Allègement des tâches aux femmes et renforcement de leur pouvoir d'achat	88
5.3.3.19.1. Mise en place des moulins à grains :	88
5.3.3.19.2. Mise en place des moyens d'exhaure	88
5.3.3.19.3. Appui en machine à coudre, Moulinex et tricotage	88
5.3.3.19.4. Octroi fonds de roulement	88
5.3.3.19.5 Organisation des femmes	88
5.3.4. Renforcement de la base économique locale	89
5.3.4.1. Promotion de l'agriculture	89
5.3.4.2. Promotion de l'élevage	90
5.3.4.3. Reconstitution du Cheptel :	91
5.3.4.4. Embouche :	91
5.3.4.5. Soutien aux activités génératrices de revenus	92
5.3.5. Renforcement de la gouvernance locale.....	92
5.3.5.1. Renforcement des capacités des conseillers municipaux sur la bonne gouvernance	92
5.3.5.2. Formation des conseillers communaux et autres acteurs en matière d'analyse des risques climatiques	92
5.3.5.3. Développement du partenariat	92
5.3.6. Renforcement du capital financier	93
5.3.6.1. Amélioration du recouvrement des impôts et taxes	93
5.3.6.2. Création d'une mutuelle d'épargne et de crédit	93
5.3.6.3. Prospection de sources de financements additionnels	94
5.4. Cohérence avec les ODD et les stratégies nationales de développement.....	94
5.4.1. Cohérence des axes stratégiques et objectifs du PDC avec les ODD, le PDES et l'initiative 3N	94
VI. PROGRAMME D'ACTIONS ET D'INVESTISSEMENTS	97
6.1- Programme d'investissements Pluriannuel (PIP) de la Commune.....	97
6.2- Programme d'investissements Annuel de la Commune rurale de Roubou1	88
VII. CADRE INSTITUTIONNEL DE MISE EN ŒUVRE	110
7.1. Rôle des différents acteurs.....	110
7.1.1. Conseil communal	110
7.1.2. Services communaux	111

7.1.3. Services étatiques	111
7.1.4. Secteur privé	111
7.1.5. Organisations de la société civile	111
7.1.6. Autorités administratives et coutumières	111
7.1.7. Partenaires techniques et financiers	112
7.2. Mécanisme de financement	112
7.3. Suivi/Evaluation du PDC	112
ANNEXE.....	116

Liste des tableaux

Tableau 1: Situation des mares par centre de regroupement.....	34
Tableau 2: Répartition de la population par village.....	35
Tableau 3 ; Liste des partenaires de la commune	38
Tableau 4: Ebauche du bilan de l'exécution du Budget de la Commune Rurale de Roumbou1 de 2011 à 2015.....	41
Tableau 5: Synthèse des principales potentialités et contraintes de la commune rurale de Roumbou1.....	55
Tableau 6: Priorisation des contraintes majeures de la commune rurale de Roumbou1.....	59
Tableau 7: appréciation que les populations locales font des saisons d'aujourd'hui par rapport aux saisons d'il y a 30-50 ans	61
Tableau 8 : Les signes de changement relevé par les populations.....	63
Tableau 9 : Les impacts des changements climatiques selon les populations.....	63
Tableau 10 : les risques climatiques identifiés et l'intensité de leurs impacts	64
Tableau 11 : Evaluation en % des coûts d'impacts risques/variabilité/changements climatiques (en proportion des revenus individuels par catégorie socioprofessionnelle).....	66
Tableau 12 : Mesures préventives et correctives adoptées par les populations en fonction des risques et de leur capacité à réagir	67
Tableau 13: Axes stratégiques et Objectifs de développement de la Commune	74
Tableau 14 : Cohérence des objectifs du PDC avec les ODD	95
Tableau 15 : Cohérence des axes stratégiques du PDC avec le PDES	96
Tableau 16 : cohérence avec les axes stratégiques du PDC avec l'initiative 3N	96
Tableau 17 : Plan d'investissement Pluriannuel (2017-2021) de la Commune rurale de Roumbou (Département de Dakoro) (Coût x 1000 FCFA).....	76
Tableau 18 : Plan d'investissement Annuel (PIA) 2017-2018 (Coût x 1000).....	88
Tableau 19 : les acteurs qui interviennent dans la mise en œuvre du PDC acclimaté de la commune Rurale de Roumbou1	112
Tableau 20 : cadre logique	116

Liste des figures

Figure 1 : Evolution de la pluviométrie de 1978 à 2012 (DDA de Dakoro).....	27
Figure 2: : Anomalies réduites de la pluviométrie des données de DDA Dakoro de 1978 à 2012.....	28
Figure 3 : Courbe lissée sur cinq ans en rapport avec son écart type à la station de SDA de Dakoro (moyenne = 359,78 mm et écart type = 108,42 mm) de 1978 à 2012	28

Liste des photos

Photo 1: Siège du conseil municipal de la commune rurale de Roumbou 1	0
Photo 2: Mare temporaire de Kombaki.....	34
Photo 3 : Centre de sante intégré de Roumbou1.....	39
Photo 4: Diagnostic participatif dans la grappe de Roumbou 1.....	42
Photo 5: Exhaure autour d'un puits cimenté à Sakabal (2017).....	44
Photo 6: Panneaux de sensibilisation sur la santé animale et la complémentation	47
Photo 7 : Groupement des artisans de Roumbou 1 appuyé par le Projet ABC-Maradi.	48
Photo 8: Centre de formation du groupement féminin de Roumbou 1	48
Photo 9: L'équipe de l'ONG lors de la planification participative	72

Photo 10:Appui de l'i3N en tracteur a la commune de Roumbou 1	89
Photo 11: Magasin de stockage de 200T dans le cadre de la « maison du paysan » de la commune de Roumbou 1	90
Photo 12: Panneau de sensibilisation	91
Photo 13: Reconstitution du cheptel	91

SIGLES ET ABREVIATIONS

AD	ASSOCIATION DE DEVELOPPEMENT
ABC	ADAPTATION A BASE COMMUNAUTAIRE
AGIR	ACTION POUR LA GESTION INTEGREE DES RESSOURCES
AGR	ACTIVITES GENERATRICES DE REVENUS
ALAD	ACTION LOCALE POUR L'AUTO DEVELOPPEMENT
ALP	ADAPTATION LEARNING PROGRAM
AME	ASSOCIATION DES MERES EDUCATRICES
APE	ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
APV	AUXILIAIRES PARA VETERINAIRES
ASB	ARBEITER-SAMARITER-BUND
BAB	BANQUE ALIMENT BETAIL
BBC	VOIX DE LONDRES
BC	BANQUE CEREALIERE.
BI	BANQUES D'INTRANTS
CAPED	CELLULE D'ANIMATION PEDAGOGIQUE DE L'ENSEIGNEMENT DIDACTIQUE
CEB	CONTRIBUTION A L'EDUCATION DE BASE
CEG	COLLEGE D'ENSEIGNEMENT GENERAL.
CIB	CELLULE D'INTERVENTION DE BASE
COFOB	COMMISSION FONCIERE DE BASE
COFOCOM	COMMISSION FONCIERE COMMUNALE

COFODEP	COMMISSION FONCIERE DEPARTEMENTALE
COGES	COMITE DE GESTION.
CFEPD	CERTIFICAT DE FIN D'ETUDE DU PREMIER DEGRE
CS	CASE DE SANTE
CSI	CENTRE DE SANTE INTEGRE
DDAT/DC	DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE
DP	DIAGNOSTIC PARTICIPATIF
EC	ETAT CIVIL
FEM	FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL
GIE-ADLI	GROUPEMENT D'INTERET ECONOMIQUE-APPUI AU DEVELOPPEMENT LOCAL ET INGENIERIE
GCA HUMBASA	GROUPE POUR UNE CITOYENNETE ACTIVE
IEB	INSPECTION DE L'ENSEIGNEMENT DE BASE
I3N	INITIATIVE LES NIGERIENS NOURRISSENT LES NIGERIENS
IST/SIDA	INFECTION SEXUELLEMENT TRANSMISSIBLE/ SYNDROME D'IMMUNO DEFICIENCE ACQUIS
MAEP	MINI ADDUCTION D'EAU POTABLE
MAT/DC	MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE
ONG	ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE
ODD	OBJECTIF POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE
OP	ORGANISATION PAYSANNE
ORTN	OFFICE DE RADIO DIFFUSION ET TELEVISION DU NIGER

PAC II	PROGRAMME D' ACTIONS COMMUNAUTAIRES PHASE II
PANA	PLAN NATIONAL D' ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES
PAPST	PROJET D' APPUI AU PROGRAMME SECTORIEL DE TRANSPORT
PDC	PLAN DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL
PDES	PLAN DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL
PE	POINT D'EAU
PIA	PROGRAMME D' INVESTISSEMENT ANNUEL
PIP	PROGRAMME D' INVESTISSEMENT PLURIANNUEL
PLEA	PLAN LOCAL EAU ET ASSAINISSEMENT
PTF	PARTENAIRE TECHNIQUE ET FINANCIER
RM	RECEVEUR MUNICIPAL
RNA	REGENERATION NATURELLE ASSISTANCE
SDA	SERVICE DEVELOPPEMENT AGRICOLE
SG	SECRETAIRE GENERAL
SM	SECRETAIRE MUNICIPAL
STD	SERVICE TECHNIQUE DECONCENTRE
TBS	TAUX BRUT DE SCOLARITE
TDR	TERMES DE REFERENCE
UBT	UNITE BETAIL TROPICAL
UCA	UNITE DE CULTURE ATTELEE

Mot du Président du Conseil Municipal de la Commune Rurale de Roumbou1

Le Présent document est le fruit d'un long processus de réflexions et traduit dans sa mise en œuvre les efforts à consentir par toute la population de toute la Commune rurale de Roumbou 1. Dans ce processus d'actualisation du PDC acclimaté en 2012 par le Projet PANA, la Commune a été assistée techniquement et financièrement par ses partenaires au développement dont principalement le **Projet ABC-Maradi** à travers l'expertise de **l'ONG - HUMBASA**.

Le PDC étant la pièce maîtresse de la planification communale est avant tout un engagement volontaire de chacun sur des objectifs convenus ensemble.

Avec la conduite de ce processus d'intégration de la dimension changement climatique dans ce PDC, notre commune vient d'obtenir un outil d'orientation et d'investissement actualisé qui prend en compte les préoccupations des populations en lien avec l'amélioration de leurs conditions de vie à travers une meilleure adaptation aux effets néfastes des changements et variabilité climatiques. Aujourd'hui, notre PDC se conforme parfaitement à la stratégie de développement Durable et de Croissance Inclusive (SDDCI Niger 2035) et au plan de Développement Economique et Social (PDES 2012-2035). Il s'inscrit également dans l'Initiative 3N (les Nigériens Nourrissent les Nigériens) du Président de la République SE Mahamadou Issoufou.

Chèr (es) concitoyen (nes) de la commune rurale de Roumbou 1, le fait d'avoir un PDC acclimaté est une chose, le mettre en œuvre avec la pleine et entière participation de tous les acteurs en est une autre. C'est pourquoi, je vous exhorte à comprendre que le véritable travail commence pour nous tous (Hommes et Femmes, jeunes et vieux, militants de tout bord, etc) et aussi, j'invite l'ensemble des acteurs à une mobilisation continue afin qu'au terme de la durée du PDC en 2021, nous puissions nous réjouir du taux de réalisation des activités programmées. Si nous voulons réaliser les activités programmées afin d'atteindre les objectifs visés, nous devons unir nos forces en tout lieu et à tout temps et ne laisser aucune place aux querelles politiciennes, partisans ou claniques. Le travail qui nous attend à présent est celui d'une large diffusion et d'une mobilisation optimale des ressources afin de traduire nos différents objectifs de développement en actions concrètes sur le terrain pour notre bien être commun à tous.

Notre avantage est de disposer d'une diversité de partenaires composés de projets, ONG nationales et internationales, des services techniques de l'Etat dont l'appui financier et technique laissent espérer un succès éclatant dans la mise en œuvre des actions planifiées dans le présent PDC, gage d'une amélioration des conditions de vie des populations de la commune. Nous devons saisir cette opportunité pour travailler en collaboration étroite avec l'ensemble de ces acteurs afin d'atteindre les objectifs nobles que nous nous sommes fixés

en actualisant ce PDC ; nous devons travailler mains dans la main afin de matérialiser notre vision commune issue de ce plan.

La population de la Commune Rurale de Roumbou1 est par ma voix et par ces mots, reconnaissante à tous ceux qui ont conjugué leurs efforts afin d'aboutir à l'actualisation de ce document de planificationstratégique.

Pour ce faire, je tiens à remercier tous les acteurs qui se sont mobilisés pour l'aboutissement de ce processus. Au nom de la population de la Commune Rurale de Roumbou 1 et au mien propre je leur témoigne une fois de plus toute notre reconnaissance et gratitude.

Vive la Commune de Roumbou 1 Prospère !

Bonne chance à nous tous !

Mamane INTI
Maire de la Commune Rurale de Roumbou 1



FICHE SIGNALÉTIQUE DE LA COMMUNE

1 Position géographique

La Commune rurale de Roumbou est l'une des douze (12) Communes du Département Dakoro. Elle est située entre 14°57 et 14°97 de latitude Nord et 6°70 et 7°34 de Longitude et à une quarantaine de kilomètres au nord-est de Dakoro, chef-lieu du Département. Elle est limitée:

- Au Nord par le Département de Bermo ;
- Au Sud-ouest par la Commune Urbaine de Dakoro ;
- A l'Ouest par la Commune Rurale de Azagor et
- A l'Est par celle de Bader Goula.

2 **Statut** : Chef-lieu de commune rurale

3 **Population** : 18756 habitants en 2012,

4 **Densité** : 59 habitants/km²

5 **Ethnies** : Haoussa (majoritaire), Touareg et Peulh

6 **Unité territoriale** : créée par la loi N°2002-014 du 11/06/2002

7 **Composition du Conseil Municipal** : 11 membres élus (10 hommes et 1 femme au dernier mandat) et un membre de droit ce qui fait un total de 12 membres.

8 **Principales activités économiques** : L'agriculture et l'élevage constituent les deux principales activités socio-économiques des populations de la Commune.

9 **Zonage** : la Commune rurale de Roumbou comprend 32 villages. (Source : PLEA 2017) en plus de deux tribus.

RESUME

La commune rurale de Roumbou est l'une des douze (12) communes qui composent le département de Dakoro et est Créée comme la plupart des communes du Niger par la loi N°2002-14 du 11 juin 2002 portant création des communes et fixant le nom de leurs chefs-lieux. Elle compte une population estimée à environ 18756 habitants (RGP/H 2012 réactualisé).

Le climat est de type sahélien avec une végétation dominée par les arbustes et quelques arbres en majorité le genre acacia. La pluviométrie annuelle moyenne est de 350 à 400 mm. On note également la répartition très irrégulière des précipitations et des températures très élevées comme le confirme l'analyse climatique.

Les ressources en eau de surface sont constituées des mares permanentes et semi permanentes. Quant aux eaux souterraines, elles sont exploitées pour la consommation humaine et l'abreuvement des animaux après le tarissement des mares.

Les principales activités socioprofessionnelles qui dominent le milieu sont :

- L'agriculture pluviale, de type familial, tributaire des pluies en hivernage est pratiquée sur les sols dunaires pour la culture du mil et dans les vallées pour le sorgho et quelques cultures de case comme le gombo. Elle est beaucoup soumise aux aléas des variations et du changement climatique.
- L'élevage est type sédentaire avec peu de mouvement des troupeaux sauf en cas de sécheresse. Les éleveurs se sont transformés en agropasteurs pratiquant l'agriculture et l'élevage. Le capital bétail est assez important dans la commune. Cependant, l'insuffisance des aires de pâturage et de couloirs de passage aggravent les conflits fonciers.

D'autre part, les insuffisances des infrastructures communautaires et équipement est une contrainte au développement socioéconomique de la commune. Il s'agit d'une insuffisance des marchés aménagés, des Banques Céréalières (BC) Banques Intrants (BI), des routes et moyens de transport.

La commune dispose d'une diversité de partenaires composés de projets, ONG nationales et internationales, des services techniques de l'Etat dont l'appui financier et technique laissent espérer un succès éclatant dans la mise en œuvre des actions planifiées dans le présent PDC, gage d'une amélioration des conditions de vie des populations de la commune.

Le PDC de la commune rurale de Roumbou¹ élaboré dans ce contexte, pour une période de cinq (5) ans de 2017-2021, a pris en compte l'ensemble des contraintes sectorielles et défini les actions à entreprendre en vue de les résoudre. « L'acclimatation » de ce PDC intervient deux années après en 2017 et intègre les aspects liés au changement climatique avec au

bout la proposition des actions qui une fois mises en œuvre permettront aux populations de faire face et s'adapter aux effets néfastes de la variabilité et des changements du climat. Les actions et activités définies à partir des contraintes identifiées lors du diagnostic communal sont planifiées dans le PDC pour une période de Cinq année à partir de Juin 2017. Elles concourent toutes à l'amélioration des conditions de vie des populations de la commune rurale du Roubou 1.

Afin de créer les conditions d'atteinte des objectifs de développement, la commune s'appuiera sur la stratégie et le dispositif de mise en œuvre décrit dans le présent Plan de Développement Communal.

Ce document, par son processus d'élaboration, l'implication de tous les acteurs se veut l'outil de référence de la commune dans lequel sont consignées les activités nécessaires à son développement dans les prochaines cinq années.

L'approche méthodologique utilisée (ci-dessous décrite) pour l'élaboration de ce PDC s'inspire du guide national d'élaboration du Plan de Développement Communal élaboré en 2006 par le Ministère de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire (MAT/DC).

Pour cette actualisation du présent plan de développement communal, les informations tirées du diagnostic participatif conduit au niveau de trois (03) grappes regroupant Vingt-deux (22) villages administratifs (sur les Trente-trois (33) que compte la commune) ont permis de caractériser la commune rurale de Roubou1 par rapport au capital physique, humain, naturel, financier, social et économique et aux défis des changement et variabilité climatiques auxquels font face les populations

Ce diagnostic participatif, complété par les données secondaires recueillies auprès de la commune, des services techniques a permis de dégager les potentialités, opportunités et contraintes de la commune et de proposer des solutions aux problèmes identifiés.

Les axes stratégiques de départ ont été retenus pour améliorer significativement les conditions de vie des populations avec une forte orientation sur les actions d'adaptation au changement climatique qui devient un autre axe sur lequel les autorités communales doivent se focaliser avec l'appui des différents partenaires techniques et financiers. Il s'agit du renforcement:

- du capital physique ;
- du capital naturel ;
- du capital humain et organisationnel ;
- de la base économique locale ;
- de la gouvernance locale et
- du capital financier.

Le coût global de ce PDC acclimaté est estimé à **Un Milliard Cinq Cent Dix Sept Millions Huit Cent Quatre Vingt Sept Mille (1 517 887 000) francs CFA.**

La mobilisation des ressources financières pour les actions programmées doit être nécessairement assurée pour la période allant de 2017 à 2021 (5ans).

Les actions programmées doivent être suivies et évaluées périodiquement en vue de s'assurer de l'efficacité de tous les acteurs de sa mise en œuvre.

La prise de conscience des populations par rapport aux défis majeurs en lien avec les effets néfastes des variabilités et changements climatiques constitue à n'en point douter un gage de succès pour un développement durable de la commune rurale de Roumbou1.

INTRODUCTION

Le processus de réformes institutionnelle et administrative qu'est la décentralisation dans lequel s'est engagé le Niger depuis environ une quinzaine d'années, vise le renforcement de la démocratie à la base en vue de mieux associer les populations à la gestion de leurs affaires. Cette option trouve son fondement juridique dans les différentes constitutions dont notre pays s'est doté. Ainsi, la réaffirmation de ce principe s'est traduite par la mise en place d'un dispositif législatif et réglementaire définissant les différents paliers de la décentralisation, les modalités d'exercice de la libre administration, celle du choix des organes délibérants des entités décentralisées et le rôle des différents acteurs de la décentralisation.

Ce processus a connu l'une des étapes les plus importantes avec la création de deux cent soixante-six (266) communes urbaines et rurales, suivie de l'élection de leurs organes délibérants.

L'ordonnance 2010/54 du 17 septembre 2010 portant code général des collectivités territoriales, en ses articles 30 et 79, précise les attributions du conseil municipal et du Maire en matière de planification et de mise en œuvre des actions de développement communal.

En outre, l'avènement de la décentralisation a donné l'opportunité aux collectivités territoriales d'exercer plus de responsabilités dans la conduite de leur destinée.

En effet, aux termes des dispositions de la loi N°2002-014 du 11 juin 2002 portant création des communes et fixant leurs noms et leurs chefs-lieux, le territoire de la république du Niger fut découpé en 265 communes. De même, la loi N°2002-012 du 11 juin 2002 déterminant les principes fondamentaux de la libre administration des collectivités territoriales (régions, départements et communes), celles-ci ont pour mission la conception, la programmation et la mise en œuvre des actions de développement économique, social et culturel d'intérêt régional et local.

Ainsi, avec la révision du guide national d'élaboration des PDC et l'intégration de certaines dimensions dont celle relative au changement climatique, la commune rurale de Roumbou1 a cherché et obtenu du Projet Régionalisation de l'Adaptation à Base Communautaire (P/ABC), la révision de son PDC élaboré depuis 2011 afin de se conformer aux nouvelles exigences des politiques en vigueur au Niger en matière de développement local.

Cette actualisation du PDC permettra de prendre en compte les préoccupations des populations relativement aux changements climatiques afin d'y faire face à travers la programmation des actions d'adaptation.

L'ensemble du processus d'intégration de la Dimension Changement Climatique dans le PDC de la commune rurale de Roumbou1 a été conduit par l'ONG Groupe pour une Citoyenneté Active GCAHumbasa avec l'appui des services Techniques déconcentrés de

l'Etat, des Organisations de la Société civile locale et des conseillers communaux de la Commune Rurale de Roubou1. Cette actualisation a été financée par le projet Régionalisation de l'Adaptation à Base Communautaire au Niger

Ce projet qui est financé par le PNUD, le FEM et l'Etat du Niger a pour but de renforcer la résilience des communautés rurales face aux effets néfastes des changements climatiques et de développer des économies locales plus résilientes.

Son objectif est de « renforcer la capacité de réaction et d'adaptation des services administratifs/ techniques de soutien aux communes pour permettre la génération d'une masse critique de résilience communautaire aux changements climatiques et de parvenir à une économie plus résiliente au climat dans la région de Maradi ».

Pour atteindre cet objectif, les effets attendus du projet sont les suivants :

- Effet 1 : L'information nécessaire et les outils de gestion des risques climatiques pertinents sont mis à disposition et adoptés par les autorités communales, les services techniques et les organisations communautaires (OCB et ONG) au sein des 7 communes prioritaires de la Région de Maradi ;
- Effet 2 : Des mesures communautaires et des sources de revenus résilientes sont mises à l'échelle, diffusées et mises en œuvre au sein des 7 communes prioritaires dans la Région de Maradi.

Le premier effet renforce les capacités et les moyens clés relatifs à la gestion des risques climatiques et fournit l'information nécessaire sur ces risques aux niveaux départemental, communal et local. Il construit un environnement institutionnel favorable pour la mise à l'échelle et la diffusion d'activités et de pratiques communautaires résilientes, et pour obtenir des économies locales et des sources de revenus plus résilientes au sein des 7 communes d'intervention de la Région de Maradi. Le second effet appuie directement la mise en œuvre et l'adoption de ces activités et pratiques communautaires résilientes. Ces deux effets, et leurs extrants respectifs, sont par conséquent reliés les uns aux autres.

Le processus de cette actualisation a été exécuté sur la base des outils suggérés par le nouveau guide révisé avec l'appui technique du Secrétariat Exécutif du CNEDD. Il a consisté à faire un diagnostic participatif dans un échantillon de communautés tout en tenant compte de la diversité des populations et du milieu dans lequel elles vivent. Ce diagnostic a permis de mettre l'accent sur les risques auxquels sont confrontés les ressources et les personnes relativement au changement climatique afin de proposer des actions d'atténuation qui tiennent compte des stratégies localement développées pour faire face et s'y adapter. La prise en compte de la dimension changement climatique dans le PDC de Roubou1 avec cette actualisation vise à :

- faire un état des lieux sur l'environnement biophysique, climatique et socio-

économique de la commune ;

- faire des scénarios d'évolution et tendances de l'environnement biophysique et socio-économique ;
- faire une synthèse de la vulnérabilité de l'environnement biophysique et socio-économique ;
- prendre en compte les impacts de leurs coûts dans la planification budgétaire.

Ce PDC, en tant qu'outil de planification et de négociation pour la commune constitue un cadre de référence pour tous ses partenaires au développement. Il doit de ce fait, bénéficier de l'attention requise, car il définit les objectifs, les axes stratégiques et les actions de développement de la commune à travers notamment l'adaptation des populations aux changements et variabilité climatiques sur la période de sa mise en œuvre à partir de cette année 2017 jusqu'en 2021.

Tout en prenant en compte les préoccupations essentielles des populations de cette commune, ce plan se conforme parfaitement à la stratégie de développement Durable et de croissance inclusive (SDDCI Niger 2035) ; au Plan de Développement Economique et Social (PDES 2012-2035).

Il s'inscrit également dans l'Initiative 3N (les Nigériens Nourrissent les Nigériens) et le Programme d'Action National pour l'Adaptation (PANA) aux changements climatiques. L'objectif poursuivi à travers l'actualisation de ce PDC est d'une part d'aider la Commune à se doter de son plan de développement qui intègre la Dimension Changement Climatique en respectant le Guide National d'élaboration et d'autre part de permettre aux populations de concevoir leur projet de société.

De manière spécifique, ce PDC a pour finalité de :

- responsabiliser les populations de leur propre développement ;
- gérer rationnellement les ressources de la Commune ;
- élaborer les plans d'actions annuels de la Commune en tenant compte des besoins des différentes couches socioprofessionnelles ;
- doter la commune d'un outil de cadrage de l'ensemble des actions de développement ;
- servir d'outil de négociation avec les partenaires au développement.

Hormis la brève présentation de la méthodologie, le présent document comprend six (6) parties essentielles:

- Présentation sommaire de la commune ;
- Bilan diagnostic de la Commune ;
- Analyse de la situation de la femme et de l'enfant ;
- Orientations stratégiques et objectifs de développement ;

- Programme d'actions et d'investissement (pluriannuel 2017-2021) et Plan d'Investissement Annuel (PIA 2017-2018)

I.OBJECTIF ET RESULTATS ATTENDUS DU PDC

1.1 OBJECTIF GLOBAL

L'objectif global de ce processus de réactualisation est de faire le point de la mise en œuvre du PDC qui est à termes et proposer une nouvelle programmation des activités sur une période de cinq (5) ans tenant compte des préoccupations des populations vulnérables en lien avec la variabilité et changements climatiques.

1.2 OBJECTIFS SPECIFIQUES

Pour atteindre cet objectif global, les objectifs spécifiques suivants sont visés :

- ❖ Dégager les problématiques de développement de la commune sur la base des contraintes et des potentialités avec un accent particulier sur le changement climatique ;
- ❖ Dresser une nouvelle situation de référence ;
- ❖ Mettre à jour les objectifs de développement et proposer de nouvelles activités ;
- ❖ Traduire sous forme de document écrit les informations partagées du diagnostic et de la planification.

1.3 RESULTATS ATTENDUS

Les résultats attendus du présent PDC sont :

- ❖ Une nouvelle problématique est dégagée en tenant compte des aspects liés au changement climatique ;
- ❖ l'analyse diagnostic participatif et technique a donné une nouvelle situation de référence sur les ressources, de même que, les risques climatiques auxquels elles sont exposées ajoutées aux stratégies d'adaptation identifiées et mises en œuvre par les populations que la commune devra appuyer à travers ce PDC;
- ❖ la vision et les axes stratégiques de la commune sont définis ;
- ❖ Les actions à court et moyen termes sont dégagées ;
- ❖ Les ressources nécessaires au financement des actions sont évaluées ;
- ❖ Le plan de développement communal « acclimaté » est élaboré et validé.

1.4. METHODOLOGIE

Le processus d'actualisation du Plan de Développement Communal de Roubou1 est fait conformément aux prescriptions du guide national d'intégration de la dimension changement climatique au processus d'élaboration du PDC.

L'ensemble des étapes proposées et recommandées dans ce guide ont été respectées. Il s'agissait pour l'essentiel des phases ci-dessous qui ont impliqué dans leur déroulement l'ensemble des acteurs à tous les niveaux requis (département, commune et communauté) :

- la préparation ;

- l'analyse-diagnostic;
- la formulation (propositions d'actions ou activités d'atténuation) ;
- l'élaboration (intégration de la Dimension Changement Climatique).

A). Phase de préparation

Cette phase a consisté à l'organisation des rencontres avec les acteurs communaux et départementaux afin de les informer du lancement du processus d'IDCC dans le PDC de la commune. Afin de permettre une meilleure internalisation du processus d'élaboration du PDC par la commune, un comité de pilotage appelé aussi comité pour l'Intégration de la Dimension Changement Climatique (comité IDCC) a été mis en place par arrêté du Maire de la commune Rurale de Roumbou1. Les membres du comité ont été choisis conformément aux prescriptions du nouveau Guide National d'élaboration des PDC. Une formation a été organisée à l'intention des membres du comité de pilotage du processus et a permis de les outiller afin qu'ils puissent jouer pleinement leur rôle et garantir ainsi, l'actualisation d'un document de qualité.

D'autre part, afin de permettre la pleine adhésion et la participation active de toutes les couches socioprofessionnelles au processus d'actualisation du PDC, les populations des villages administratifs ont été réparties en sous zones sensibilisées sur notamment :

- les changements et variabilité climatiques et leurs impacts sur les conditions de vie des ménages et sur les secteurs de production ;
- l'objectif et les enjeux de l'Intégration de la Dimension Changement Climatique dans le PDC ;
- l'implication de toutes les couches socioprofessionnelles dans le processus d'actualisation du PDC ;
- la nécessité d'un choix judicieux des délégués devant participer au processus de planification du PDC ;
- le rôle du prestataire de l'ONG Groupe pour une Citoyenneté Active GCA-Humbasa dans l'accompagnement du processus.
- Etc.

B. Phase de l'analyse diagnostic

Cette étape de conscientisation de la population fut suivie de celle de la collecte des données primaires et secondaires ainsi que la perception du changement climatique. Il a ainsi été procédé à l'identification des communautés échantillons pour la conduite du diagnostic en prenant en compte la diversité géographique de la commune. Ces échantillons de communautés sont identifiés en réunion avec les conseillers de la commune qui ont accompagné le processus, il s'agit de **33 villages** et hameaux qui sont issus des trois grappes de 22 villages administratifs qui ont été visités par l'équipe. A ce stade l'engagement

des membres du comité de pilotage et des délégués villageois, avait permis de collecter l'essentiel des données susceptibles d'aider à une meilleure connaissance de la commune. Ces données ont été ainsi collectées puis amendées et analysées lors des ateliers sous zonaux et communaux. Cette étape de diagnostic a consisté à faire un état des lieux des différents risques climatiques qui affectent les ressources naturelles et les populations dans un intervalle de temps bien déterminé. Il s'était agi pour les équipes d'enquêteurs et de l'ONG de recueillir les données sur la base des questionnaires adaptés élaborés à cet effet. L'entrevue est réalisée en Assemblée Générale communautaire avec la participation de toutes les couches sociales des communautés cibles identifiées ; elle s'est faite en focus groupes (hommes, femmes, jeunes etc.).

Les outils de diagnostic comprenaient ceux d'analyse de la vulnérabilité et de la capacité d'adaptation (matrice de vulnérabilité, carte des aléas...), certains outils issus de la MARP (cartes des ressources, diagramme de VENN) en plus de certains outils d'analyse complémentaires sur les risques climatiques qui ont affecté et affectent toutes les ressources des communautés dans les 15-30-45 années passées et de nos jours, et bien au-delà et enfin recenser les différentes stratégies locales mises en œuvre pour faire face à ces risques et préconiser des solutions durables afin de lutter contre le changement climatique.

En outre, il a été procédé à des entretiens au niveau de la commune et du Département de Dakoro avec les différents services techniques déconcentrés et principalement les services du développement communautaire, de l'élevage, de l'environnement, de l'agriculture, de la promotion de la femme et la protection de l'enfant, etc. Ces entretiens sont faits sur la base des guides d'entretien inspirés du guide national et qui ont permis de recueillir des données secondaires relatives aux hauteurs de pluies (au niveau de la station de Dakoro) tombées depuis 15-20 ans voire plus et certaines informations relatives aux différents secteurs de la vie socio-économique de la commune (Santé, Education, Agriculture, Environnement, Elevage etc.)

C. Phase de formulation

Après cette étape, l'analyse des données collectées ayant permis l'identification et l'analyse des potentialités et des contraintes au développement de la commune, une définition consensuelle des orientations stratégiques de développement de la commune a été faite par les participants sous le guide de l'ONG retenu. C'est aussi à cette étape que l'ensemble de données collectées ont été dépouillées, synthétisées et analysées par le comité d'intégration de la dimension changement climatique dans le PDC. L'équipe de l'IDCC a mis à jour tous les risques climatiques qui affectent les ressources des communautés visitées de même que leurs impacts sur les différents secteurs socioéconomiques et sur les populations. Cette analyse a permis d'identifier déjà les différentes stratégies locales développées par les communautés pour faire face aux effets néfastes des changement et variabilités climatiques

en développant la résilience des ménages et par-delà des communautés de la commune rurale.

C'est sur cette base, que des axes de développement ont été identifiés et sur la base des résultats de l'analyse des potentialités et contraintes. Un Plan d'Actions Communal accompagné de son Plan d'Investissement sont élaborés. Aussi, pour permettre une mise en œuvre efficace du PDC, des stratégies sont clairement définies. Après la validation de la planification communale qui a eu lieu en atelier avec tous les acteurs impliqués dans le processus, est intervenue in fine la rédaction de l'avant-projet de PDC par le comité de rédaction mis en place pour la circonstance.

Cette rédaction n'a pas occulté certains éléments du PDC existant et qui sont restés inchangés à la date de l'intégration de la dimension changement climatique qui est issue de l'analyse des données recueillies au moment du diagnostic dans les communautés identifiées par l'échantillonnage.

D. Phase Elaboration (intégration Dimension Changement Climatique)

Enfin la dernière phase consistait à l'Intégration de la Dimension Changement Climatique dans le PDC proprement dit qui fut l'œuvre d'un comité restreint qui sera composé de cadres STD, OSC locales, conseillers, et des cadres de l'ONG et de toute autre personne ressource pouvant aider à la rédaction du PDC acclimaté. L'étape prenait sa source dans l'analyse du PDC existant dans le but d'intégrer les résultats du diagnostic ci haut développé et mettre à jour certaines statistiques relatives aux différents secteurs socioéconomiques qui ont connus une évolution. Il s'agissait notamment des données sur l'éducation, la santé plus spécifiquement les infrastructures.

Cette phase ultime consacrera la mise à jour du premier draft du PDC acclimaté qui sera transmis au projet pour observations et enfin aux différents acteurs concernés pour la suite à donner au processus qui inclut notamment la validation et l'adoption par le comité consultatif communal provisoire, le dépôt chez les autorités préfectorales pour contrôle de conformité et approbation avant sa vulgarisation par la commune.

II. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

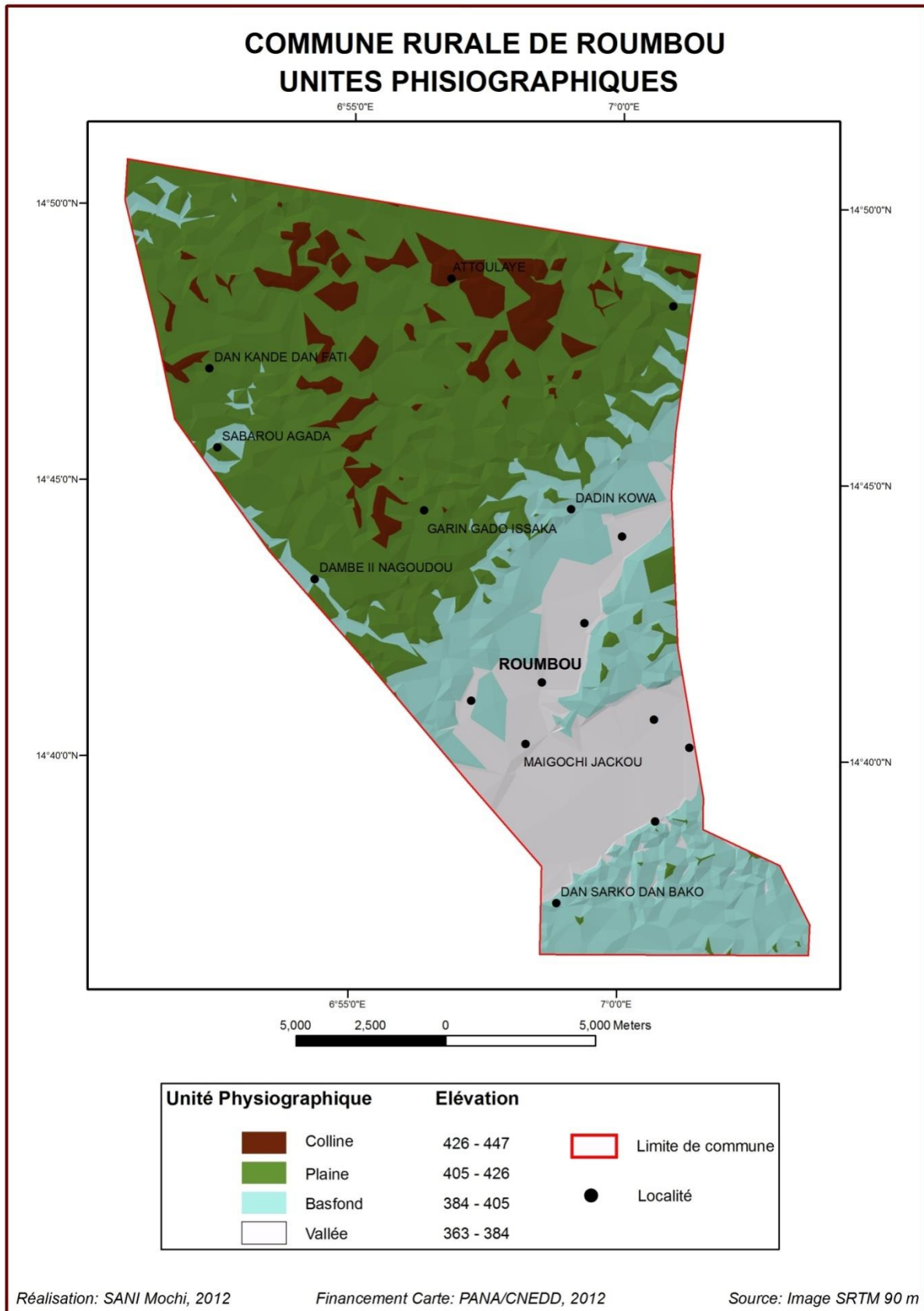
2.1. SITUATION GÉOGRAPHIQUE

La Commune rurale de Roumbou1 a été créée par la loi 2002-014 du 11 Juin 2002, portant création des communes et fixant leurs limites et les noms de leurs chefs-lieux. Elle est connue grâce à son important marché hebdomadaire et est l'une des douze (12) communes que compte le département de Dakoro.

Elle est située entre 14°57 et 14°97 de latitude Nord et 6°70 et 7°34 de Longitude Est à une quarantaine de kilomètre au nord-est de Dakoro, chef-lieu du Département. Elle est limitée:

- au Nord par le département de Bermo ;

- au Sud-ouest par la Commune Urbaine de Dakoro ;
- à l'Ouest par la Commune Rurale de Azagor et
- à l'Est par celle de Bader Goula.



2.2. MILIEU NATUREL

Le milieu naturel est constitué de l'ensemble du relief, du climat, des sols, de la végétation, de la faune et des ressources en eau.

2.2.1. CARACTERISTIQUES PHYSIQUES ET NATURELLES

2.2.1.1 Caractéristiques physiques

a) Le relief

La Commune rurale de Roumbou1 présente une morphologie dunaire relativement plate. Elle se situe dans la zone agro pastorale ou intermédiaire (SDDSR, 2000).

b) Le climat

Le climat est de type sahélien avec une pluviométrie moyenne annuelle de 350 mm Il est caractérisé par trois (3) grandes saisons :

- Une saison sèche et froide de novembre à février où la température minimale est inférieure à 15°C ;
- Une saison sèche et chaude de mars à mai marquée par une température pouvant atteindre plus de 40°C ;
- Une saison de pluies de juin à octobre où l'on enregistre une température variable.

Deux (2) régimes de vent partagent ces trois saisons : l'harmattan, vent chaud et sec soufflant d'est en ouest de novembre à février et la mousson (vent chaud et humide de mars en octobre).

- ❖ Une saison de pluies allant de juin à septembre caractérisée de nos jours par une incertitude quant au début et même à la fin;
- ❖ Une saison sèche longue allant d'octobre à mai.

Quant au vent, il est caractérisé par deux types :

- ❖ L'harmattan qui est un vent chaud et sec soufflant d'Est en Ouest et de décembre à mai ; il est accompagné très souvent de brume et de poussières réduisant assez souvent la visibilité à quelques mètres ;
- ❖ La mousson, vent chaud et humide, qui souffle d'Ouest en Est généralement à l'approche et pendant la saison pluvieuse. Au vu des paysans, c'est elle qui apporte la pluie.

Les températures minima tournent autour de 10° entre décembre et janvier, tandis que les maximas dépassent souvent les 40° en avril et mai

De façon générale, ce climat présente les caractéristiques suivantes :

- Des précipitations faibles et irrégulières aussi bien dans le temps que dans l'espace ;

- Une saison sèche froide qui s'étend de novembre à février. Cette saison se caractérise par une baisse de la température dont le minimum enregistré pendant les dix dernières années est de 7,5°C (selon le service météo de Dakoro) ;
- Une saison sèche chaude d'environ trois mois (mars à mai). Cette saison se caractérise par des températures (jusqu'à 43,5°C) et un ensoleillement élevé ;
- Une saison des pluies qui va approximativement de juin au début octobre.

Les données recueillies au niveau de service d'Agriculture de Dakoro nous ont permis de faire une analyse des précipitations dans la zone d'au moins 30 ans. La station de Dakoro est la plus proche par rapport au chef-lieu de la commune.

Les précipitations se caractérisent par une très forte variabilité spatiale et interannuelle (Figure 2). Cette tendance s'affirme par les années de sécheresse observées de : 1982-1998 ; 2000-2002 et 2004-2005.

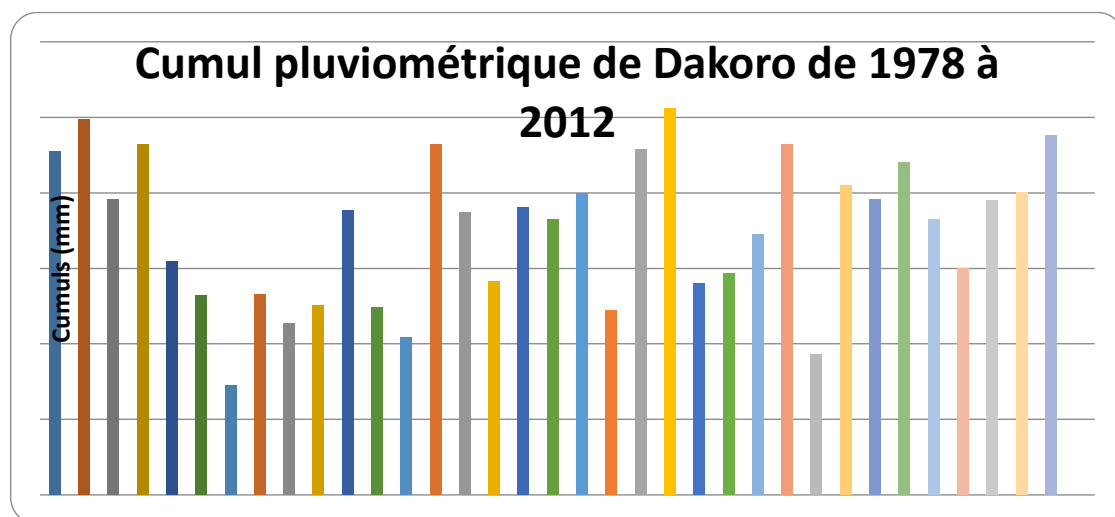


Figure 1 : Evolution de la pluviométrie de 1978 à 2012 (DDA de Dakoro)

La baisse de la pluviosité observée durant ces périodes s'est traduite par une réduction du nombre de jours de pluie mais aussi par une diminution des hauteurs des pluies individuelles.

Il apparaît que l'essentiel des précipitations (92 %) est concentré sur les mois de juillet (24 %), août (48%) et septembre (20 %). Ainsi, cette saison des pluies se limite aux mois de juin, juillet, Août et septembre et la saison sèche s'étend sur une période de huit à neuf mois dans l'année.

Pour identifier les anomalies pluviométriques survenues pendant cette période (1978 – 2012), nous avons mis en évidence à partir de ces données, l'évolution de la pluviométrie. L'analyse des anomalies est établie à partir des données de pluviométrie disponibles au niveau de D DA de Dakoro (fig 3). Cette analyse nous montre une baisse des précipitations au cours de cette décennie

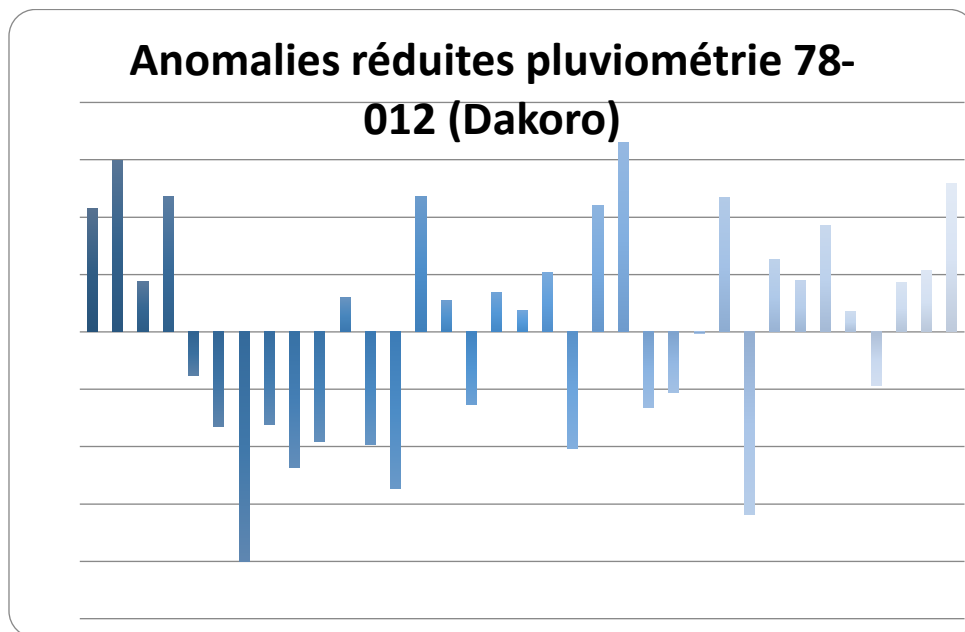


Figure 2: : Anomalies réduites de la pluviométrie des données de DDA Dakoro de 1978 à 2012

Pour ce faire nous avons appliqué le calcul d'indice d'anomalie réduite et le calcul de moyenne lissée (figure 4) sur une période de quatre ans. Il s'agit de faire la différence entre la pluviométrie annuelle et la pluviométrie moyenne divisée par l'écart type de la série analysée.

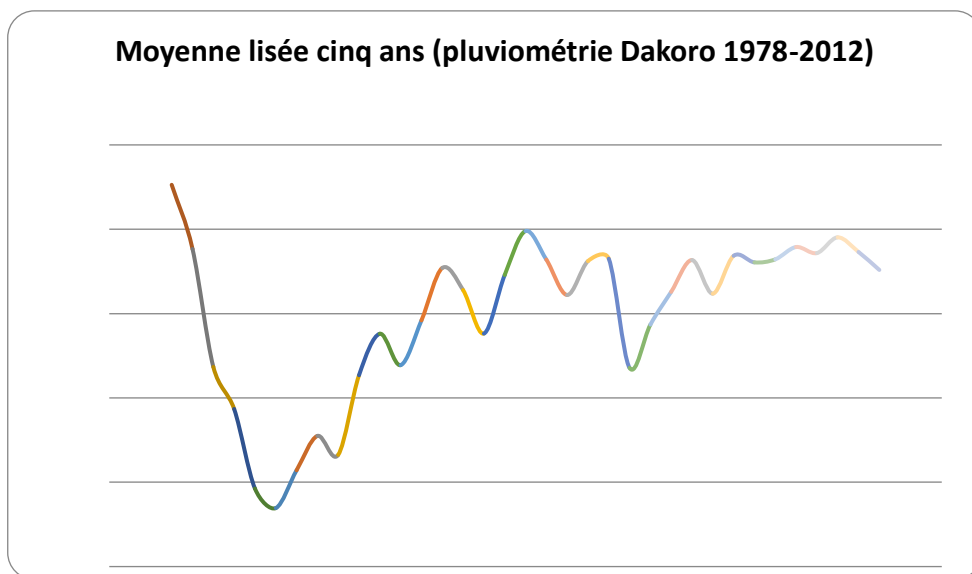


Figure 3 : Courbe lissée sur cinq ans en rapport avec son écart type à la station de SDA de Dakoro (moyenne = 359,78 mm et écart type = 108,42 mm) de 1978 à 2012

L'utilisation d'indice ou d'anomalie réduite a permis de caractériser la variabilité climatique de la pluie et ainsi de mettre en évidence les années humides et sèches dans la zone d'étude.

Cette analyse montre globalement une tendance de baisse des précipitations et surtout une récurrence des années déficitaires successives marquées de 1980 jusqu' à 2005

Elle traduit une succession des années humides et sèches qui correspondent :

- Années humides très brèves : 1978 à 1979, 1996 et 1999, 2006 à 2008;
- 1980 à 1990 : Période sèche longue de dix ans
- 2000 à 2004, période sèche longue de cinq ans ;

Ainsi, il ressort sept années anormalement humides en 30 ans et quatorze années de sécheresse pendant la même période.

Il faut souligner que cette année 2017¹ les pluies ont commencé en retard sur l'ensemble du territoire communal. Elles sont aussi mal réparties dans le temps et l'espace à ce jour, avec toutefois de cultures qui poursuivent bien leur développement et le pâturage qui tant bien que mal se développe avec des poches d'insuffisance pluviométrique.

2.2.1.2 Température de l'air

Les températures de l'air à l'échelle du département varient de 19°C à 22°C en saison froide (mi-décembre à mi-février), de 28,6 à 33,1°C en saison chaude (mars à mai), de 28,1 à 31,7°C en saison pluvieuse (Juin – septembre), et 35°C en saison chaude sans pluie (octobre à mi-décembre).

NB : Il faut noter que le manque de certaines données météorologiques ne nous a pas permis de poursuivre notre analyse au niveau de la température, des vitesses des vents et de l'humidité de l'air.

2.2.3 SOLS

Au plan édaphique, la Commune rurale de Roumbou¹ comprend deux grands types de sols : les sols sableux (propices aux cultures de mil, sorgho), et les sols plus ou moins argileux (qui supporte aussi le sorgho, le Gombo) dans les bas-fonds. On y trouve également des sols de glacis.

2.2.4 VEGETATION

La Commune rurale de Roumbou est située selon le découpage agro écologique dans la zone agropastorale (SDDSR, 2000).

La végétation caractéristique est la strate arborée, arbustive et herbacée dominée par les espèces ligneuses comme *Acacia raddiana* (Kandili), *Acacia albida* (Gao), *Balanites aegyptiaca* (Adoua), *Acacia senegal* (Dakwara). Une portion de la vallée de la Tarka qui renferme un important peuplement à *Acacia raddiana* et *Balanites aegyptiaca* traverse la commune vers Roumbou II. On observe également la présence d'un important peuplement à *Calotropis procera* vers Dadin Kowa et une forte génération naturelle de Gao et *Acacia*

¹ Année d'intégration de la Dimension Changement climatique dans le PDC

raddiana. La strate herbacée quant à elle est composée en majorité de *Cenchrus biflorus*, *Eragrostis tremula* et quelques herbacées annuelles.

Il existait d'autres types d'espèces qui ont disparu ou qui se raréfient du fait des sécheresses successives et des actions conjuguées de l'homme sur la nature. C'est le cas d'*Acacia nilotica* menacé de disparition car fortement utilisé dans le fonçage des puits traditionnels.

2.2.5 RESSOURCES FAUNIQUES ET HALIEUTIQUES

La faune de la Commune rurale de Roumbou est pauvre. On y trouve quelques lièvres (*Lepus capensis*), des écureuils (*Euxerus erythropus*), herisson (*Erinaceus albiventris*), varan et rarement les outardes.

Les conditions climatiques couplées à la dégradation de l'habitat et au braconnage ont précipité sa raréfaction. Selon les dires des paysans, cette zone était jadis riche en gibier : gazelle, hyène et même la girafe.

Les ressources halieutiques sont inexistantes car la commune est dépourvue de mares permanentes pouvant assurer/favoriser la pisciculture.

2.2.6 RESSOURCES EN TERRES

Dans cette zone agro pastorale, les terres sont abondantes et acquises par une famille, un individu ou un ménage à travers l'achat, le don, le gage, l'héritage ou la location.

Les chefs de famille et les chefs de ménage sont responsables des champs, de leur mise en valeur et des différentes cultures à y pratiquer. Les femmes acquièrent ces terres pour la plupart auprès de leurs maris. Les superficies ne dépassent guère 2 à 3 ha.

Les terres sont exploitées surtout en saison de pluies. Leurs superficies ne font qu'accroître au détriment des aires de pâturage. Dans certains villages de la Commune, en cas de baisse de la fertilité constatée, les exploitants font recours à la pratique de la jachère de courte durée, le temps que les matières organiques se reconstituent.

1.2.8 RESSOURCES PASTORALES

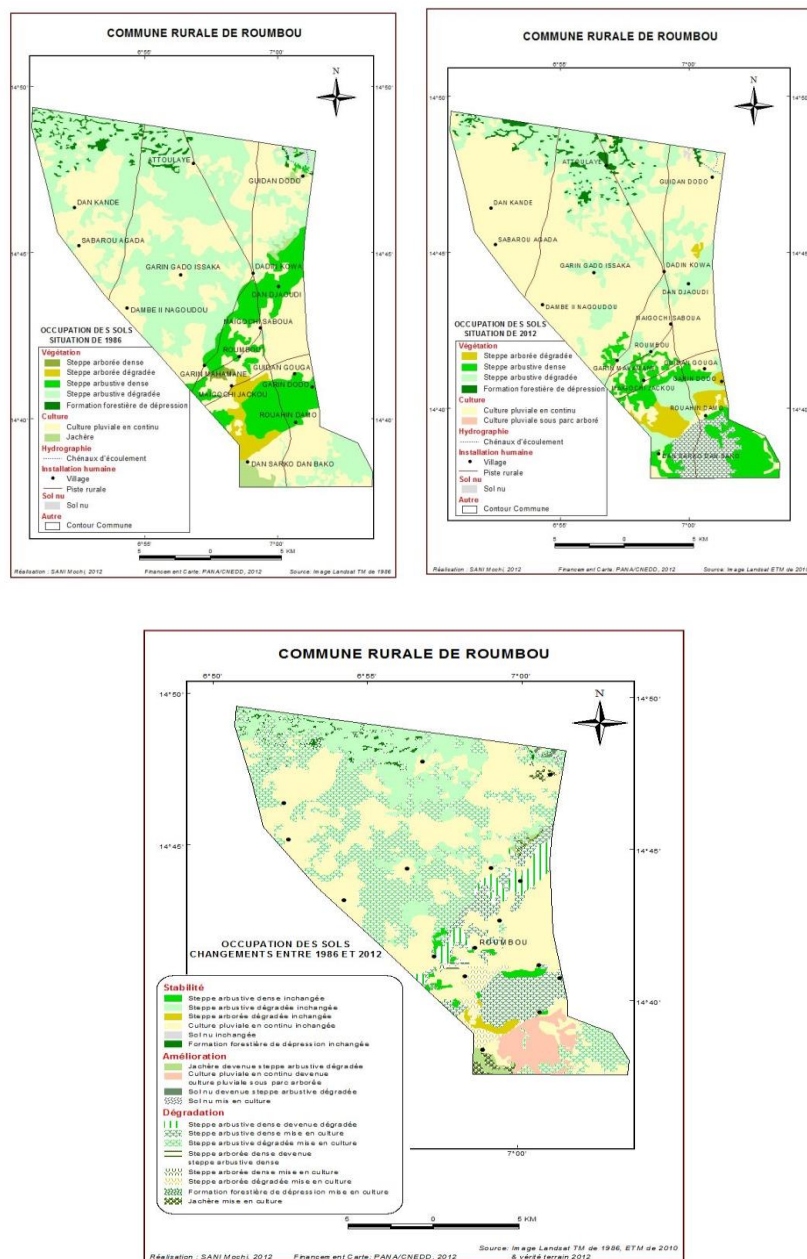
La commune rurale de Roumbou qui est une zone agro pastorale se voit ses aires de pâturage abusivement réduites au profit des champs de culture. Il en est de même pour les couloirs de passage. Au cours du diagnostic participatif, Il a été recensé trois (3) principales aires de pâturage parmi les quelles la vallée de la Tarka.

Les principales espèces herbacées qu'on rencontre dans ces aires de pâturage sont : *Cenchrus biflorus*, *Eragrostis tremula*, *Alysicarpus ovalifolius*, *Zornia glochidiata*.

En année de bonne pluviométrie et en cas d'abondance de pâturage, le phénomène de feu de brousse est très fréquent dévastant une bonne partie de la biomasse herbacée.

SYNTHESE DE LA VULNERABILITE SUR L'ENVIRONNEMENT BIOPHYSIQUE DE LA COMMUNE DE ROUMBOU

Statistiques des changements de Roumbou entre 1986 et 2012



La lecture et l'interprétation des cartes d'occupations des sols permettent de constater les importantes modifications que la commune de Roumbou a connues pendant la période allant de 1986 à 2012. La confrontation entre les cartes de 1986 et de 2012 est l'outil privilégié pour reconstituer l'évolution spatiale de la commune de Roumbou. On distingue ainsi trois périodes de cette évolution:

- Avant 1971 : cette période est marquée par une démographie faible. La population ne dépasse guère 1000 habitants. Donc la pression anthropique sur les ressources naturelles n'était pas perceptible. Par ailleurs, les conditions climatiques étaient encore favorables pour une abondance des ressources naturelles à cause

principalement à la pluviométrie excédentaire atteignant parfois 600mm/an. La végétation, les terres fertiles, les aires de pâturages, les couloirs de passage, la jachère, les ressources en eau, la faune existaient en abondance. La vallée de la Tarka, alimentée par le Goulbi nkaba (cours d'eau saisonnier) encore en activité, constituait un important capital productif pour toute la zone en général et pour la commune de Roumbou en particulier. Les écosystèmes naturels et humains existants vivaient en harmonie. Il régnait alors l'équilibre de la nature à Roumbou.

- De 1972 à 1986 : pendant cette période la commune de Roumbou, à l'instar des autres régions du pays, a connu une succession de sécheresses notamment en 1973-74 et en 1984-85. Cette période connaît déjà des déficits pluviométriques importants. Ainsi le couvert végétal s'est considérablement dégradé. Certaines espèces ligneuses commencent à disparaître. Ainsi, on constate l'ampleur de la dégradation à travers la steppe arborée dégradée qui s'étend sur 743,38 ha et la steppe arbustive dégradée de 3801,56 ha. Parallèlement la population a presque triplé s'élève à plus de 3000 habitants. Les besoins multiformes de cette population ont accru. La pression humaine, pour la satisfaction des besoins fondamentaux des populations, s'est intensifiée sur les ressources naturelles qui s'amenuisent. La récession pluviométrique et la hausse des températures liées aux changements climatiques ont déclenché le processus d'aridifications de toute la zone dans la quelle se situe Roumbou. Le phénomène le plus marquant est l'assèchement du Goulbi Nkaba qui a aussi entraîné la dégradation de la vallée de la Tarka et la destruction de certains écosystèmes naturels. Avec l'augmentation de la population, l'habitat s'est élargi et le front agricole avance de plus en plus. L'agriculture occupe 13674,85 ha et le sol nu 60,30ha. En effet, l'équilibre naturel, qui existait jadis, est rompu. Roumbou est caractérisé par le déséquilibre environnemental. Néanmoins, il existe encore certaines ressources naturelles telles que : Steppe arborée 92,35ha, Steppe arbustive dense 3801,56ha, Formation forestière de dépression, 513,23ha, Jachère 438,05ha. Mais face à la vulnérabilité de plus en plus grandissante des populations face aux changements climatiques, ces ressources font l'objet d'une exploitation irrationnelle.
- De 1986-2012 : cette période est caractérisée par l'intensification des impacts des risques climatiques identifiés (sécheresses, vents violents, températures, extrêmes et inondations) sur les écosystèmes naturels et humains. Parallèlement la commune de Roumbou connaît une croissance démographique exponentielle. En 2011 la population de cette commune s'élève à 12326 habitants (INS 2011). En effet, deux phénomènes impactent les ressources de la commune de Roumbou à savoir la démographie galopante et les changements climatiques. La croissance accélérée de la population diversifie et croît les besoins des humains d'où une pression très accrue

de celle-ci sur les ressources naturelles. A cet effet, l'agriculture s'étend sur des vastes superficies dans les buts d'améliorer les productions. Elle occupe de ce fait 20548,11 ha avec surtout la disparition de la jachère, des aires de pâturage et des couloirs de passage. Les sécheresses, les températures extrêmes et les vents violents par leur fréquence et leur intensité ont accentué et accéléré le processus d'aridification de toute la zone. On note ainsi la disparition et/ou la migration des certaines ligneuses et de la faune sauvage. La commune de Roumbou est alors au stade de la désertification. La steppe arborée a disparu complètement. Quant à la steppe arborée dégradée et la steppe arbustive dégradée, leur dégradation continue davantage passant respectivement de 743,38 ha en 1986 à 872,37 ha en 2012 et de 13037,27 ha en 1986 à 7658,68 ha en 2012. La Steppe arbustive dense aussi s'est beaucoup dégradée chutant de 3801,56 ha en 1986 à 2591,70 ha en 2012. Seules les formations forestières de dépression ont subi une légère amélioration avec 513,23 ha en 1986 et 662,68 ha en 2012 ainsi que le sol nu passant de 60,30 ha en 1986 à 27,46 en 2012. D'une manière générale la végétation s'est fortement dégradée dans la commune de Roumbou avec 18187,79 ha en 1986 et 11785,43 ha en 2012.

L'analyse des données d'enquêtes complétées par l'analyse des données agro météorologiques des stations de Dakoro et Maradi ont permis d'identifier la fréquence et l'intensification des risques climatiques majeurs suivants :

- La récurrence des sécheresses liées à la baisse du cumul pluviométrique ;
- Le raccourcissement de la longueur de la saison des pluies avec moins de jours arrosés ;
- La hausse de températures entraînant la forte évapotranspiration ;
- Les vents violents.

En se basant sur les prévisions faites par le GIEC (2007) et tous les autres experts en matière de changements climatiques les occurrences des risques climatiques vont connaître une intensification et les impacts sur les écosystèmes naturels et humains seront inestimables. A cet effet, la commune de Roumbou dont le système productif est déjà médiocre et les ressources naturelles fortement dégradées, atteindra le seuil de la désertisation à l'horizon 2025, 2050. Par ailleurs si la population croît à son rythme actuel, Roumbou sera caractérisée par une saturation foncière.

2.2.7 RESSOURCES EN EAU

Du point de vue ressources en eau, elles comprennent les eaux de surface et les eaux souterraines. L'hydrologie comprend essentiellement quelques ravins à écoulement intermittent après des pluies et quelques mares temporaires (au nombre de 14) qui tarissent au plus tard trois (3) mois après les dernières pluies (voir situation tableau n°1). Il importe de souligner que certaines de ces mares servent aussi de carrière en banco.



Photo 2: Mare temporaire de Kombaki

Les eaux de pluies stagnent par endroits s'infiltrant et alimentent la nappe phréatique.

La Commune rurale de Roumbou1 se situe dans la formation sédimentaire où deux (2) familles de système aquifère s'identifient : l'aquifère du Continental Hamadien capté par les puits et dont le niveau piézométrique atteint 40 à 50 m de profondeur et l'aquifère du Continental Intercalaire capté par les forages.

Tableau 1: Situation des mares par centre de regroupement

Centres de regroupement	Nombre Mares temporaires
Sakabal	3
Maikoulaké	1
Kombaki	7
Daoudaoua	1
Mairakouma	1
Garin Gadou	1
TOTAL	14

Source: Diagnostic participatif, Juin 2017

2.2.8 RESSOURCES PASTORALES

La commune rurale de Roumbou1 qui est une zone agro pastorale voit ses aires de pâturage abusivement réduites au profit des champs de culture. Il en est de même pour les couloirs de passage. Au cours du diagnostic participatif, Il a été recensé trois (3) principales aires de pâturage (Maikoulaké, Roumbou2, Sarkin Bindiga) parmi lesquelles la vallée de la Tarka.

Les principales espèces herbacées qu'on rencontre dans ces aires de pâturage sont : *Cenchrus biflorus*, *Eragrostris tremula*, *Alysicarpus ovalifolius*, *Zornia glochidiata*.

En année de bonne pluviométrie et en cas d'abondance de pâturage, le phénomène de feu de brousse est très fréquent dévastant une bonne partie de la biomasse herbacée.

2.3- MILIEU HUMAIN

2.3.1- POPULATION

2.3.1.1- Historique du peuplement

Il serait très difficile de relater l'historique du peuplement de la commune rurale de Roumbou car chacun des Trente-trois (33) villages a son histoire propre. Mais on retient pour l'essentiel que les premiers occupants seraient certains venus du Nigeria, d'autres de vers Kornaka et Birnin Lallé à la recherche des terres fertiles ou pour des raisons de chasse.

La population de la commune rurale de Roumbou¹ est estimée 18757 habitants en 2016 (PLEA 2017) pour environ 2680 ménages avec une prédominance des hommes (9459) sur les femmes (9328) soit respectivement 50,35% et 49,65%. Cette population est majoritairement jeune (60%). Sabarou est le village le plus peuplé avec 1470 habitants et le moins peuplé est celui de Zangon Wa darou avec seulement 18 habitants. Les ethnies majoritaires sont les Haoussa (Gobirawa et Katsinawa) et les touaregs. On trouve également une minorité de peulhs. Toutes ces ethnies parlent le haoussa.

Des études réalisées dans le cadre de l'élaboration du Schéma Directeur du Développement Sous-Régional (SDDSR), la commune rurale de Roumbou est située dans la zone intermédiaire où la densité de la population tourne autour de 24 habitants au kilomètre carré. Cette population est répartie dans 32 villages administratifs.

Le tableau suivant donne la répartition par village

Tableau 2: Répartition de la population par village

N°	Nom des villages	Population en 2016
1	Attoulé Djimrao	320
2	Kombaki I II et III	1689
3	Dadin Kowa	567
4	Dambé li	258
5	Dan Djaoudi I	329
6	Dan Fati	651
7	Dan Sarko	210
8	Daoudawa	619
9	Garin Bouzou	360
10	Emagarawa	179
11	Garin Mahaman	256
12	Garin Kalla	216

N°	Nom des villages	Population en 2016
13	Garin Salaou Tagargame	706
14	Garin Sarki Bindiga	138
15	Garin Dada	206
16	Garin Gado Maidouma	533
17	Guidan Moussa	173
18	Houtchi	552
19	Ido Ga Dagna	552
20	Maigochi Saboua	810
21	Maigochi Jackou	728
22	May Koulkoulé Dan Zeinou	484
23	May Rakouma Amani	318
24	Rijia El hadji Oumarou	293
25	Roumbou I	1255
26	Roumbou II	176
27	Sasbarou Agada	1470
28	Sakabal	5181
29	Soke Soke	157
30	Zangon Boubacar	118
31	Zangon Roumbou	192
32	Zangon Wandarou	18
Total		19757

Source: PLEA 2017.

La population de cette Commune en majorité musulmane est essentiellement rurale et est structurée, organisée en ménage et en famille. La commune dispose de quatre mosquées de vendredi localisées à Sabarou Agada, Maigochi Jackou, Dan Fati et Roumbou I

Le principal mouvement de la population est l'exode rural pour la recherche du mieux-être. Les principales destinations sont le Ghana, le Nigeria, la Libye et le Benin.

Il n'existe pas de données spécifiques désagrégées de la commune rurale de Roumbou; les seuls indicateurs relatifs à l'analyse de certains paramètres (natalité, fécondité, morbidité maternelle, etc.) concernent les niveaux départemental, régional et national. Ces indicateurs relèvent de:

- Taux brut de natalité de 41,4 ‰ (Niveau Régional) ;
- Taux d'accroissement naturel 4,01% ;
- Taux de fécondité général de 29,31% ;
- Taux synthétique de fécondité de 8,5 enfants par femme ;
- Taux de séroprévalence VIH de 0,3 % (Niveau Régional) ;

- Taux de malnutrition modérée de 12,3 % (Niveau Régional) ;
- Taux de mortalité maternelle de 648 ‰ (Niveau National)

La population croît à un rythme accéléré de 3,66 % par an (Niveau du département), ce qui n'est pas sans impact négatif sur le développement de la commune et de l'accroissement de la vulnérabilité des populations dans un contexte de variabilité et de changement climatique en lien avec les ressources naturelles qui décroît voire disparaissent sous les effets néfastes du climat changeant.

La dynamique sociale est fondée sur les liens de solidarité traditionnels. Ainsi, comme a-t-on coutume de dire « l'homme n'est rien sans les hommes, donc sans la communauté ». Cet esprit d'appartenance à une communauté joue beaucoup dans les rapports sociaux et se manifeste par l'entraide aussi bien pour les activités quotidiennes qu'à l'occasion de grandes cérémonies (mariage, baptême, funérailles).

A côté de l'aspect purement coutumier de la vie communautaire, la solidarité est renforcée grâce à la création d'associations et de groupements paysans qui contribuent à l'épanouissement de la population. Ces organisations constituent des compétences sur lesquelles, la commune peut compter.

Il est très difficile de se faire une idée sur la population active car dans la commune, il n'y a pas d'emplois rémunérés permanents. On peut juste considérer que la grande partie de la population est active du fait des emplois agricoles.

2.3.2- SERVICES TECHNIQUES DECONCENTRES DE L'ÉTAT ET LES PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS DE LA COMMUNE DE ROUMBOU I

Les principaux services techniques présents dans la commune rurale de Roumbou1 sont :

- La santé à travers les centres de santé (CSI et trois Case de Santé) , le Centre de Santé Intégrée couvre au moins 21070 habitants ce qui est inférieur au ratio prévu par la norme de l'OMS en la matière qui prévoit 10000 personnes pour un poste de santé similaire.
- L'éducation avec 18 écoles traditionnelles répartis sur 18 localités et une (1) médersa en plus d'un Collège d'Enseignement Général (CEG) auxquels vient s'ajouter un centre de formation aux métiers (PLEA 2017 et diagnostic 2017).
- D'autres services comme l'Aménagement du territoire et le développement communautaire, l'Alphabétisation, le Génie rural, l'Hydraulique, l'Environnement, la Garde républicaine et la Gendarmerie basés à Dakoro effectuent des missions périodiques dans la Commune.

Tableau N° : Liste des partenaires techniques et financiers de la commune

Tableau 3 : Liste des partenaires de la commune

-	PACIII
-	PANA
-	P/ABC
-	AGIR
-	PASEL 7
-	PHRASEA
-	Filets sociaux
-	AREN
-	EIP
-	ALAD
-	GCA Humbasa
-	UNICEF
-	I3N
-	ASSUSU
-	CEB

Source : Etabli par l'étude diagnostic

2.4- CAPITAL PHYSIQUE

C'est l'ensemble des infrastructures physiques réalisées dans les secteurs de l'éducation, la santé, l'hydraulique, la jeunesse, sport et culture, du transport, du commerce, etc. que dispose une entité bien donnée. Pour la Commune Rurale de Roumbou, il s'agit des :

2.4.1 INFRASTRUCTURES EDUCATIVES

Dans la commune rurale de Roumbou¹, deux (2) types d'infrastructures éducatives sont identifiées : les infrastructures scolaires ou de l'éducation formelle et les infrastructures de l'éducation non formelle.

2.4.1.1 Les infrastructures scolaires

Elles relèvent toutes du cycle de base I et secondaire dans la mesure où la Commune dispose maintenant d'un Collège d'Enseignement Général (CEG).

La Commune rurale de Roumbou¹ dispose de 18 écoles publiques primaires traditionnelles (1) médersa) totalisant trente-trois (33) classes réparties comme suit :

- Huit (8) sont en matériaux définitifs ;
- Vingt-cinq (25) en paillotes.

Certaines de ces classes sont en mauvais état. Elles nécessitent des réhabilitations.

Dans toutes ces écoles, on dénombre une seule latrine ; ce qui n'est pas sans conséquence sur l'hygiène et l'assainissement autour de ces écoles.

Dans les écoles à cantine, un (1) seul dortoir a été identifié et aucun magasin n'est construit pour sécuriser les vivres.

Toutes les 13 écoles disposent cependant, du point de vue fonctionnement, d'un comité de gestion composé d'enseignants et des parents d'élèves.

Au regard de la situation ci-dessus, on s'aperçoit qu'une grande majorité de l'ensemble des classes sont en paillotes ; ce qui n'offre guère les conditions minimales d'étude.

Les établissements scolaires sont gérés, de façon concertée, par les associations des parents d'élèves (APE), les associations des mères éducatives (AME), les comités de gestion (COGES) et les enseignants (généralement les chefs d'établissements).

2.4.1.2 Les infrastructures de l'éducation non formelle

Au cours des diagnostics communautaires, il a été identifié des centres d'alphabétisation non fonctionnelle et des écoles coraniques. Tous ces centres d'alphabétisation sont en seccos. Il a été également identifié une dizaine d'écoles coraniques dans certains villages de la Commune et une médersa.

2.4.2 INFRASTRUCTURES SANITAIRES

La commune rurale de Roumbou1 est l'une des plus démunies en infrastructures sanitaires. En effet, la trentaine de villages que compte la commune disposent d'un (1) CSI de type II construit à Roumbou I en 2001 sur financement du projet PROZOPAS.



Photo 3 : Centre de sante intégré de Roumbou1

Ses locaux en bon état et clôturés comprennent entre autres une salle d'accouchements (exigüe), trois latrines et quelques bureaux. Ce CSI manque cependant d'adduction d'eau, d'éclairage et de salle d'hospitalisation. Hormis la moto DT 125 utilisée par le chef, le CSI ne dispose d'aucun moyen de déplacement ni d'évacuation des urgences.

La commune dispose aussi de trois (3) cases de santé construites dans le cadre du Programme Spécial du Président de la République. Actuellement seule la case de santé de Kombaki est fonctionnelle. La case de santé de Dawdawa n'est pas encore opérationnelle ; Celle de Sabarou dont le toit est emporté par le vent est momentanément non fonctionnelle. La commune ne dispose d'aucun dépôt pharmaceutique mais elle compte des dépôts pharmacies ambulantes.

L'analyse du secteur sanitaire montre que la commune est insuffisamment dotée en infrastructures et encadrement ; ce qui montre que les indicateurs de bonne couverture sont loin d'être atteints.

2.5. EVALUATION DU PLAN DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL EXERCICE 2011-2015

Au cours de l'exercice 2011-2015, la commune Rurale de Roumbou1 était doté d'un plan de développement communal dans lequel un certain nombre d'actions et d'activités ont été identifiées, planifiées le long de la durée (5 ans) et enfin budgétisées. Le budget global de ce Plan est chiffré à **Un Milliard Neuf Cent Quatre Vingt Huit Million Deux Cent Douze Mille (1 988 212 000) francs CFA**. Compte tenu du fait que la viabilité d'une commune dépend entre autres de la fonctionnalité de son exécutif, de sa stratégie de mobilisation des ressources fiscales et de son investissement ; la présente évaluation se focalisera essentiellement sur l'organisation interne, la gestion administrative et financière, de la planification du développement local et des services produits et les réalisations de la commune.

DOMAINE DE L'ORGANISATION INTERNE

La commune rurale de Roumbou1 a connu des soubresauts en lien avec la conduite des affaires municipales faisant suite à une mésentente avérée entre les principaux acteurs qui gèrent la municipalité. La commune a connu dans cette période du PDC (2011-2015) au moins Quatre motions de défiance dont la dernière a fait finalement partir le maire sortant. Ceci a causé d'énormes préjudices à cette commune aux dépends des populations.

En outre, au cours de la période du précédent plan de développement Communale, la tenue des sessions a été irrégulière avec des conséquences sur les prises de décision relatives à la mise en œuvre et l'exécution des activités planifiées rendant ainsi problématique l'atteinte des objectifs la commune sur la période 2011-2015.

D'autres parts, suite au dysfonctionnement interne, plusieurs dispositions prévues ne sont pas respectées dans l'organisation interne de la commune dont entre autres :

- Manque de contrôle de fonctionnalité par la tutelle,
- Insuffisance de services communaux ;
- Désorganisation dans la conduite des affaires municipales ;
- La mauvaise gouvernance dans la conduite des affaires de la commune.
- Etc...

La gestion administrative et financière de la commune, repose sur son budget, préparé par le Maire et adopté par le conseil.

Le tableau suivant donne la répartition de ce budget de 2011 à 2015.

Tableau 4:Ebauche du bilan de l'exécution du Budget de la Commune Rurale de Roumbou1 de 2011 à 2015

Années	Budget Général			Budget d'investissement			Fonctionnement		
	Prévisions	Réalisations	Taux	Prévisions	Réalisations	Taux	Prévisions	Réalisations	Taux
2011	428 493 000	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
2012	597 086 000	ND	ND	18 985 000	ND	ND	15 602 500	ND	ND
2013	506 406 000	ND	ND	19 023 235	ND	ND	15 564 465	ND	ND
2014	304 516 000	ND	ND	27 700 744	ND	ND	22 664 245	ND	ND
2015	151 711 000	ND	ND	16 901 285	ND	ND	13 877 415	ND	ND

Source : Receveur municipal Commune Rurale de Roumbou1 2017 (diagnostic 2017)

En l'absence des données chiffrées, l'analyse du tableau ci-dessus devient pratiquement hasardeuse. L'absence de bases de données crédibles et accessibles impactent aussi le domaine de la planification et de la programmation du développement local précédent et du coup ne respectent pas du tout les préoccupations des populations.

III. RESULTATS DU DIAGNOSTIC



Photo 4: Diagnostic participatif dans la grappe de Roumbou 1

3.1. ANALYSE SECTORIELLE

Les investigations menées dans le cadre du Diagnostic Participatif conduit au niveau des centres de regroupement ont permis de ressortir dans les différents domaines socioéconomiques, les contraintes, les causes, les potentialités et les tendances évolutives de la problématique du développement de cette jeune commune. A l'issue de l'analyse qui en est faite, plusieurs actions ont été proposées en fonction des opportunités et des hypothèses en lien avec les risques liés à la variabilité et aux changements climatiques.

3.1.1. ÉDUCATION

Dans le domaine de l'éducation de base (au niveau primaire), la commune rurale de Roumbou1 à l'instar des autres communes du département de Dakoro enregistre un taux brut de scolarisation très faible comparé à la moyenne nationale malgré que l'éducation soit considérée comme un secteur clé de tout développement.

La Commune rurale du Roumbou1 compte les écoles traditionnelles et l'analyse du secteur éducatif fait ressortir une détérioration des conditions d'études et une mauvaise fréquentation particulièrement pour les filles.

Les principales contraintes relevées dans ce secteur sont entre autres :

- L'insuffisance des infrastructures et équipements scolaires
- Le taux élevé des classes en paillotes ;
- L'endommagement de certaines classes par les vents violents aux premières pluies;
- L'analphabétisme des adultes ;
- Le faible taux brut de scolarisation (TBS) ;
- Le faible TBS des jeunes filles ;
- L'insuffisance quantitative et qualitative des enseignants
- L'insuffisance d'appui pédagogique aux enseignants (dysfonctionnement des CAPED, insuffisance de formation et de suivi pédagogique.

Pour ce qui est de l'éducation non formelle, le nombre de centres ouverts est insuffisant vu l'engouement affichés par les populations à lutter contre l'analphabétisme. Dans tous ces centres, aucun n'est construit en matériaux définitifs. Ils se limitent à des hangars qui disparaissent généralement après une campagne. Dans ces centres, il n'existe qu'une seule bibliothèque.

Sur le plan religieux, la commune dispose d'une dizaine d'écoles coraniques. Ces écoles ne bénéficient malheureusement d'aucun appui garantissant leur épanouissement.

3.1.2. HYDRAULIQUE

La commune rurale de Roumbou1 dispose d'un potentiel hydraulique qui de par sa mise en valeur permet de résoudre le problème récurrent du manque d'eau potable.

La fourniture d'eau de boisson à la population et au cheptel est assurée par un ensemble de points d'eau modernes localisés un peu partout dans la Commune et une seule station de Pompage Pastorale répertoriée sur l'ensemble de territoire communal. Toutefois, ces points d'eau existant ne couvrent pas en théorie les besoins de la population et de son cheptel. Il a été réalisé une mini AEP simple sur le site de Kombaki I, II, et III. La commune compte 26 puits cimentés fonctionnels qui desservent un total d'environ 16 601 habitants.

Le taux de couverture en eau de la commune s'établissait à 47% avec des besoins en eqPEM estimés à 75 pour 35 eqPEM existant au niveau de l'ensemble des localités (PLEA 2017).

A certaines périodes de l'année, certains de ces puits tarissent. En plus, la qualité de l'eau de ces points d'eau constitue un problème étant donné le manque d'hygiène autour de la plupart des puits. La capacité de la MAEP n'arrive pas aussi à couvrir les besoins des populations environnantes.

Les contraintes du secteur hydraulique se résument comme suit :

- ✓ Insuffisance des mini AEP ;
- ✓ Insuffisance des forages et puits cimentés ;
- ✓ Tariessement précoce des mares ;
- ✓ Faible capacité des mini AEP ;
- ✓ Maladies liées à l'eau ;
- ✓ La mauvaise gestion des points d'eau ;
- ✓ L'ensablement des puits ;
- ✓ Le manque d'hygiène autour des points d'eau ;
- ✓ La profondeur de la nappe élevée à certains endroits

Pour améliorer la couverture en eau potable de la commune, les solutions ci-dessous sont proposées :

- Réhabilitation des forages et puits en panne ;

- Instaurer un système de maintenance des forages ;
- Redynamiser les COGES des points d'eau ;
- Fonçage des points d'eau modernes ;
- Mise en place des comités de gestion des points d'eau ;
- Sensibilisation et encadrement des utilisateurs de l'eau sur l'hygiène et assainissement autour des points d'eau ;
- Augmenter la capacité des mini AEP.



Photo 5: Exhaure autour d'un puits cimenté à Sakabal (2017)

3.1.3. SANTE

Les résultats du diagnostic font ressortir que la santé est considérée par la population comme le troisième secteur le plus exposé aux risques climatiques après l'agriculture et l'élevage. Ceci est d'autant plus justifié que la variabilité naturelle du climat crée périodiquement des conditions favorables au développement des vecteurs de certaines maladies. C'est le cas, par exemple, de la méningite en période chaude ou du paludisme en saison des pluies. Le climat, dans sa variabilité naturelle est donc, déjà, un facteur inducteur de l'avènement ou de la résurgence de certaines maladies. Le changement climatique accentue la création des conditions favorables au développement de certains agents de type nouveau qui occasionnent des pathologies parfois inconnues auparavant. L'augmentation des températures et la baisse des précipitations peuvent raccourcir le cycle de développement ainsi que la migration de certains vecteurs de maladies. On pourrait assister à l'apparition de nouvelles maladies.

Ainsi, les contraintes identifiées relativement au secteur de la santé se résument en :

- ✓ Insuffisance de CSI (certains villages doivent parcourir plus de 15-20 km pour accéder à un centre de soins Intégrés) ;
- ✓ Le faible taux de couverture sanitaire ;
- ✓ L'insuffisance/manque de matériels et équipements sanitaires ;

- ✓ La fréquence des maladies ;
- ✓ L'insuffisance de matériels et équipements sanitaires ;
- ✓ La faible disponibilité ou carrément le manque de médicaments ;
- ✓ L'insuffisance des Case de Santé ;
- ✓ Le coût élevé des soins ;
- ✓ L'Insuffisance du personnel de santé (infirmiers, sage femmes, matrones).

Les solutions proposées par la population pour améliorer la couverture sanitaire sont entre autres :

- ✓ Sensibiliser les populations ;
- ✓ Vacciner les populations en cas d'épidémie ;
- ✓ Recruter un personnel qualifié et suffisant ;
- ✓ Sensibiliser les femmes sur le danger des accouchements à domicile ;
- ✓ Rendre accessible les zones enclavées par la création des routes rurales ;
- ✓ Multiplier des infrastructures sanitaires et équipement ;
- ✓ Affecter des sages-femmes dans les CSI ;
- ✓ Doter les CSI en ambulance ;
- ✓ Créer une pharmacie ;
- ✓ Multiplier des latrines dans les concessions ;
- ✓ Sensibiliser les populations sur l'utilisation des latrines.

L'atteinte des ODD en matière de la couverture sanitaire suppose entre autres :

- La création d'autres infrastructures sanitaires ;
- Le recrutement d'un personnel soignant en quantité et en qualité suffisantes ;
- L'acquisition de matériels et produits suffisants.

3.1.4. AGRICULTURE

Commune agricole par excellence, l'agriculture reste la première activité économique des populations de la commune rurale de Roubou1. Cette activité occupe la grande majorité de la population (plus de 90%) et demeure une activité de subsistance dominée par un système extensif.

Les principales spéculations sont le mil, le sorgho et le niébé. Malgré l'abondance des ressources en terres dans cette commune et la disponibilité en main d'œuvre, le développement du secteur agricole se heurte à un ensemble de contraintes d'ordre naturel et anthropiques, parfois très pesantes et réduisant du coup l'exploitation optimale des espaces cultivables. Ces contraintes ont pour nom l'insuffisance de précipitations, l'archaïsme du matériel aratoire, les attaques parasitaires, la libération précoce des champs et les dégâts d'animaux occasionnant des conflits récurrents entre agriculteurs et éleveurs, le faible niveau d'intensification des cultures, la baisse des rendements, l'appauvrissement des sols, le déficit de l'encadrement technique et enfin l'érosion hydrique et éolienne. Cette

situation conduit toujours à une insécurité alimentaire quasi permanente au niveau des ménages et l'exode rural des bras valides. Les techniques de production utilisées sont essentiellement manuelles faisant appel à des outils rudimentaires (hilaires).

L'agriculture est essentiellement pluviale et se pratique sur trois à quatre mois. Toutefois, l'agriculture irriguée et le maraichage sont aussi pratiqués à des très faible dimension. Les sols de la commune de Roumbou1 sont propices à la pratique du maraichage mais la nappe phréatique est très profonde dans la commune.

La grande partie de la production est destinée à l'autoconsommation, une infime partie est vendue pour satisfaire des besoins sociaux des populations (habillement, mariage, baptême, réfection des maisons).

Cependant, il y a lieu de noter qu'en dépit des quelques potentialités énumérées ci haut, le développement de l'agriculture dans la commune rencontre d'énormes difficultés dont : la baisse de la production ; l'archaïsme du système de production ; l'insuffisance de semences sélectionnées ; le manque d'intrants ; l'ensablement des mares (maraichage); la dégradation des terres ; les attaques des ennemis des cultures et manque des moyens adéquats. En plus, de ces difficultés, il faut ajouter des contraintes d'ordre climatique révélé par l'étude de données climatique. Parmi ces contraintes, on peut citer :

Une alternance de démarrage tardif et une fin précoce ou vice versa des saisons des pluies donc un raccourcissement ou rallongement de la longueur de la campagne agricole en fonction des saisons

En effet, les courbes de tendance des dates de début et de fin des pluies des stations de la zone d'étude montrent une légère tendance :

- A la hausse des dates de démarrage donc un démarrage tardif de la saison des pluies ;
- A la baisse des dates de fin de la saison des pluies donc une fin précoce des pluies
- En somme on assiste à une réduction de la longueur de la saison humide.

Une augmentation des séquences sèches de plus de 7 jours engendrant des re-semis et des baisses de rendements donc une dégradation de la qualité de la saison des pluies.

3.1.5. ELEVAGE

L'élevage constitue la seconde activité économique pour les populations de la commune rurale de Roumbou1. L'élevage est majoritairement extensif, et concerne aussi bien le gros bétail que les petits ruminants.

Selon les populations locales, la richesse des individus se mesure au nombre de têtes de bétail dont ils disposent.



Photo 6: Panneaux de sensibilisation sur la santé animale et la complémentation

L'élevage intensif est également de plus en plus pratiqué dans le cadre de l'embouche. Ce système de production est surtout pratiqué par les femmes.

Malgré la place qu'elle occupe dans la croissance économique, cette activité fait face à des nombreuses contraintes dont les principales sont les suivantes :

- Les épizooties accentuées par les conditions climatiques ;
- L'amenuisement voire la disparition des aires de pâturages ;
- Les difficultés d'accès aux points d'eau et aux aires de pâturage faute de couloirs de passage ;
- Le vol de bétail ;
- L'insuffisance d'eau du fait de l'absence des mares permanentes, du tarissement précoce des mares temporaires,
- L'insuffisance des banques aliment bétail ;
- L'insuffisance des parcs de vaccination ;
- Le manque de balisage des couloirs de passage.
- L'insuffisance du pâturage ;
- Le manque d'infrastructures d'élevage, dont les CIB et les parcs de vaccination dans toute la commune ;
- L'insuffisance d'encadrement technique des éleveurs ;
- Le manque d'organisation d'éleveurs ;
- La fréquence des épizooties ;
- Le rétrécissement des couloirs de passage et aires de pâturage qui engendre souvent des conflits entre agriculteurs et éleveurs.
- Etc....

3.1.6. ARTISANAT, CHASSE, COMMERCE TRANSPORT ET COMMUNICATION

➤ ARTISANAT

C'est un des secteurs qui est le mieux développé dans la commune de Roumbou. On y trouve des sculpteurs, des bijoutiers, des tanneurs. Ces activités artisanales procurent aux personnes qui les exercent des revenus. Cependant, elles se font encore de manière traditionnelle. De plus les artisans n'ont pas le soutien financier nécessaire pour moderniser et parfaire leurs activités.

Depuis qu'il a commencé la mise en œuvre des activités, le Projet Régionalisation de l'Adaptation à Base Communautaire a organisé les artisans en coopérative afin de permettre aux producteurs de mieux bénéficier des fruits de leurs efforts.



Photo 7: Groupement des artisans de Roumbou 1 appuyé par le Projet ABC-Maradi.

D'autre part, les femmes de la commune de Roumbou, sont aussi organisées en groupement de couture, tricotage au sein d'un centre de formation construit et appuyé par le PANA depuis 2013 au cours de son intervention.



Photo 8: Centre de formation du groupement féminin de Roumbou 1

➤ **Chasse**

Le territoire de la commune de Roumbou était jadis connu pour être un milieu très favorable et propice à la chasse car il englobait toute sorte d'animaux sauvages. La plupart des villages de Roumbou pratiquait jadis la chasse car le terroir était immensément doté d'animaux sauvages qui constituaient la nourriture des populations. Ce secteur de la chasse est le plus touché par les effets néfastes des variabilités et changement climatique qui au fil du temps a fait disparaître ou migré pratiquement tous les animaux sauvages.

➤ **Commerce**

Le commerce est favorisé par la présence des marchés hebdomadaires au niveau des gros centres de la commune (Sakabal, Kombaki, Maikoulaké). Les activités commerciales se résument donc pour l'essentiel, à la vente du bétail, des produits agricoles, de la volaille, des produits artisanaux, des articles divers (thé, sucre, dattes, tabac). On y trouve également des commerçants ambulants et quelques étalagistes vendant des habits pour enfants, du sucre, pacotilles pour femmes, etc. Malgré l'existence de ces trois (3) importants marchés et la disponibilité des produits de commercialisation dans la commune, le secteur du commerce et du transport est en proie à une léthargie totale.

La Commune rurale de Roumbou est connue sur le plan national et même international grâce à ses trois (3) marchés hebdomadaires : Sakabal animé tous les dimanches et lundi et Kombaki animé le jeudi et le troisième celui de Maikoulaké s'anime le Mercredi.

Le premier marché (Sakabal) tire sa renommée de la vente du bétail sur pieds et même les céréales. C'est des centres de rencontre entre les éleveurs et les commerçants du département, de la région et même du Nigeria. Le secteur du commerce est dominé par l'informel. Les populations de la commune importent les produits manufacturés de première nécessité et exportent les produits agricoles et les animaux sur pied. Ce qui limite le développement du commerce dans cette commune, c'est surtout le caractère rural de ses marchés. En effet, ni à Sakabal encore moins à Kombaki, on ne trouve des installations modernes. Les hangars sont en paillotes, les boutiques en banco et il n'existe aucune douche ou latrine pour se soulager. Ces deux marchés méritent d'être dotés en infrastructures modernes.

Le développement du commerce reste aussi limité par l'insuffisance de fonds de roulement et le manque de structuration des commerçants.

➤ **Transport et Communication**

Sur le plan transport, il faut signaler que les villages de la commune ne sont reliés entre eux que par des pistes sableuses et manque cruellement des pistes latéritiques pour faciliter les transactions des personnes et des biens. Le transport est assuré par des véhicules, des motos, des charrettes qui appartiennent aux autochtones et qui sont complétés par d'autres véhicules extérieurs à la commune.

Dans le domaine de la communication, les besoins sont presque couverts par la disponibilité de certains réseaux comme Airtel et Orange.

Les principales contraintes relevées par les délégués villageois dans le domaine du commerce et du transport sont entre autres :

- Le manque d'aménagement des marchés ;
- Le manque d'infrastructures marchandes modernes ;
- Le caractère informel du commerce ;
- Le manque d'organisation des commerçants ;
- L'insuffisance des fonds de roulement ;
- L'enclavement de la zone lié au manque de routes latéritiques reliant les centres commerciaux ;
- La surcharge des véhicules de transport ;
- La vétusté des véhicules avec défections mécaniques.

Le secteur du transport quant à lui est fortement exposé aux risques climatiques et particulièrement aux inondations. En effet, l'accès à certaines localités est difficile en saison des pluies et en cas d'inondations. En plus les intempéries comme les vents violents et les températures extrêmes ont des effets néfastes sur les voies et moyens de communication. Toutes ces contraintes entraînent une augmentation du coût de transport pouvant négativement impacter la mobilité des personnes et des biens

IV. ANALYSE DE LA SITUATION DE LA FEMME DES PERSONNES HANDICAPES ET DE L'ENFANT DANS LA COMMUNE

L'approche de programmation basée sur les droits humains dans le PDC reflète la situation des groupes sociaux les plus vulnérables et concerne les secteurs sociaux de base (Education, Santé & Nutrition, Eau Hygiène & Assainissement, Sécurité Alimentaire) ainsi que les principes pouvant garantir une meilleure gouvernance locale.

L'analyse de cette situation montre que les enfants continuent à être victimes de diverses formes d'abus, de violence et d'exploitation. Les activités de la femme dans la commune de Roumbou1 se résument aux travaux champêtres en période hivernale, des travaux domestiques (corvée d'eau, du bois sur de longues distances parfois) selon les populations elles-mêmes.

Quant au troisième groupe social le plus vulnérable en l'occurrence les personnes vivant avec un handicap, ils n'existent pratiquement pas de données fiables pouvant permettre une analyse beaucoup plus approfondie. Il est ressorti au cours du diagnostic au niveau des communautés que la situation des personnes vivant avec un handicap est plus alarmante en ce sens que les besoins spécifiques ne sont nullement pris en compte dans toutes les

planifications des activités au niveau communal. Ces personnes à besoins spécifiques ne disposent pas d'écoles encore moins des lieux de loisirs à elles destinés.

4.1. EDUCATION

Le secteur de l'éducation dans la Commune rurale de Roumbou1 se caractérise par une faible performance liée aux causes suivantes :

- ✓ L'analphabétisme des parents ;
- ✓ Les disparités liées au sexe dès le recrutement des élèves ;
- ✓ Les difficultés d'accueil des élèves non résidents dans les villages dotés d'écoles ;
- ✓ Les difficultés d'accès en raison de l'insuffisance des infrastructures (classes souvent en paillotes, manque des tables bancs, de latrines etc.) ;
- ✓ Le manque de motivation et de conviction de certains enseignants.

La conséquence de toutes ces contraintes est le faible taux de scolarisation particulièrement de la jeune fille.

4.2. SANTÉ

La situation sanitaire dans la Commune rurale de Roumbou1 est préoccupante particulièrement pour la femme et l'enfant. Le taux de mortalité maternelle est d'environ 648 décès pour cent mille naissances (Moyenne nationale); dans le même temps on constate un taux de mortalité infantile de 123 ‰ (moyenne régional) et le taux de malnutrition enfants modérée est de 12,3% (moyenne régionale).

Le taux de couverture sanitaire est très faible dans la Commune. Cette précarité de la situation sanitaire de la femme et de l'enfant dans la Commune rurale de Roumbou1 est due aux contraintes suivantes :

- ✓ insuffisance d'infrastructures sanitaires ;
- ✓ insuffisance des consultations post-natales (33%) ;
- ✓ faible taux de consultation nourrissons (36%) ;
- ✓ faible taux de fréquentation du CSI (29,46%) ;
- ✓ malnutrition des enfants et la sous-alimentation des femmes enceintes;
- ✓ faible taux d'accouchements assistés (14,32%) ;
- ✓ éloignement de certains villages de la Commune par rapport aux centres de santé ;
- ✓ l'insuffisance du personnel qualifié ;
- ✓ manque d'un personnel féminin ;
- ✓ manque de matrones ;
- ✓ insuffisance des mesures d'hygiène et d'assainissement dans les villages ;
- ✓ manque de moyens d'évacuation des urgences ;
- ✓ manque d'une maternité ;
- ✓ manque de points d'eau modernes dans tous les centres de santé ;

- ✓ indisponibilité des produits en quantité suffisante ;
- ✓ inaccessibilité aux produits par insuffisance de moyens financiers.

A toutes ces contraintes, s'ajoutent celles liées au changement climatique. En effet, la hausse de température et les eaux stagnantes observée ces dernières décennies a favorisé le développement de certaines maladies climato sensibles. Ces le cas de la méningite, du paludisme, rougeole et des complications cardiovasculaires. Quant aux vents violents et poussiéreux, ils ont développé chez la majeure partie de la population des irritations au niveau des yeux et des difficultés chez les asthmatiques. Toutes ces maladies affectent gravement la population qui constitue le capital humain sensé mettre en valeur les ressources naturelles. Ainsi les maladies climato-sensibles sont l'un des facteurs de la baisse de la production agro sylvo-pastorale. A titre illustratif, les courbes ci-dessous indiquent l'évolution du paludisme, de la rougeole et de la méningite au plan nationale. Ces figures sont tirées d'une étude réalisée par Mme Guéro PHD sur demande du projet AAP Niger/SE-CNEDD.

Cas du paludisme :

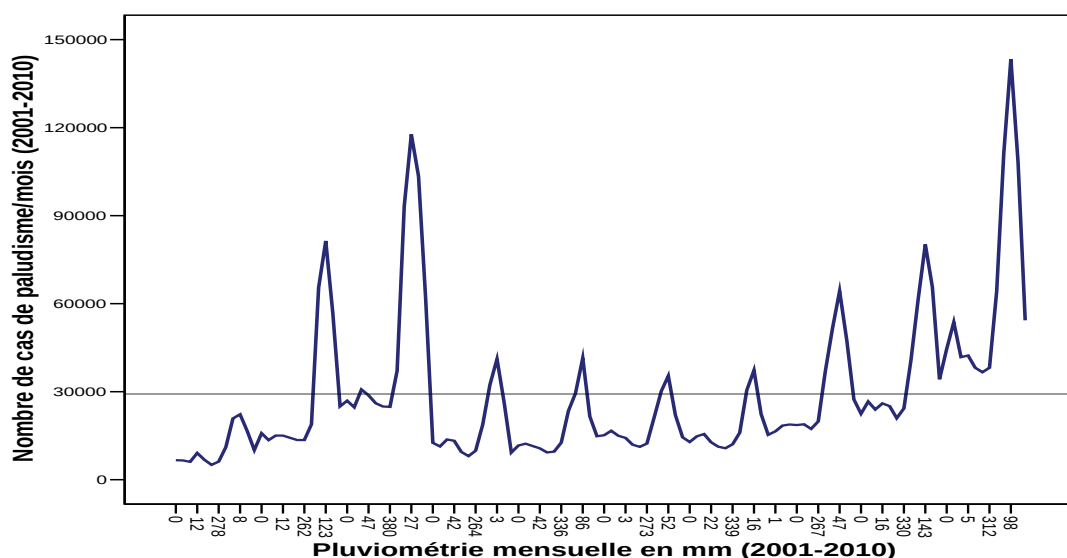


Figure 1 : Relation pluviométrie – nombre de cas de paludisme au pas de temps mensuels.

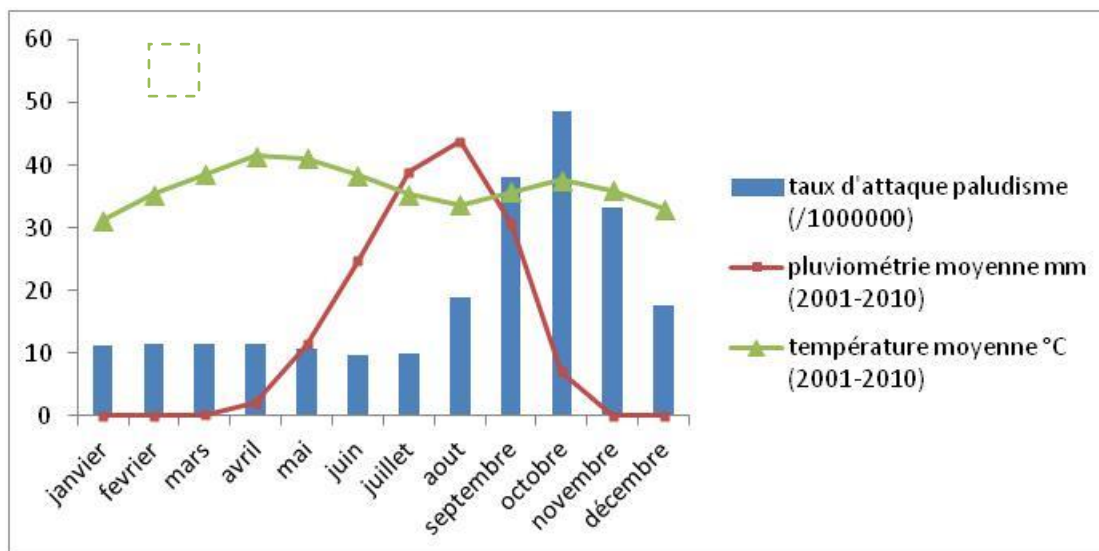


Figure 4: Variation saisonnière du taux d'attaque du paludisme en fonction de la pluviométrie et de la température moyenne (2001-2010).

Cas de rougeole :

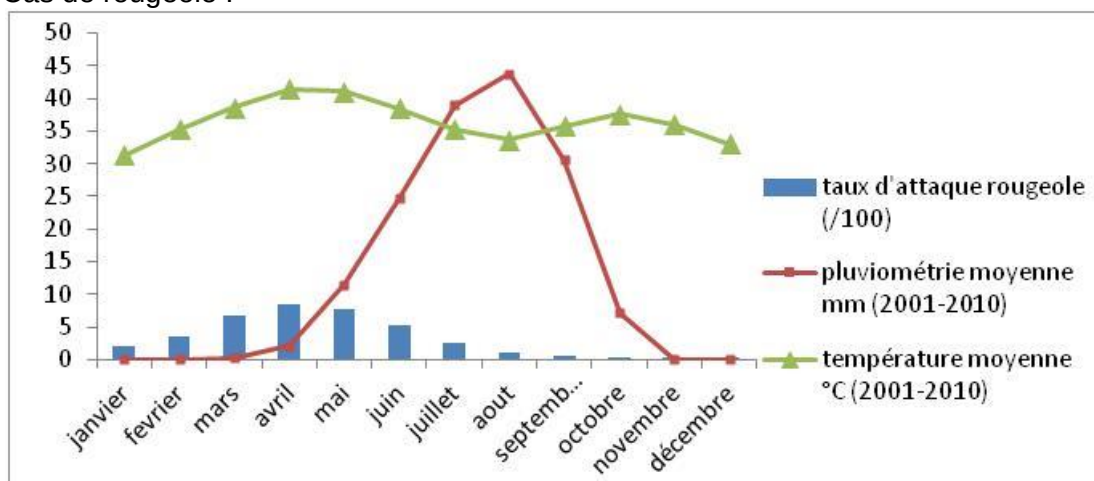


Figure 8: Incidence annuelle de la rougeole au niveau des stations météorologiques.

Cas de la méningite :

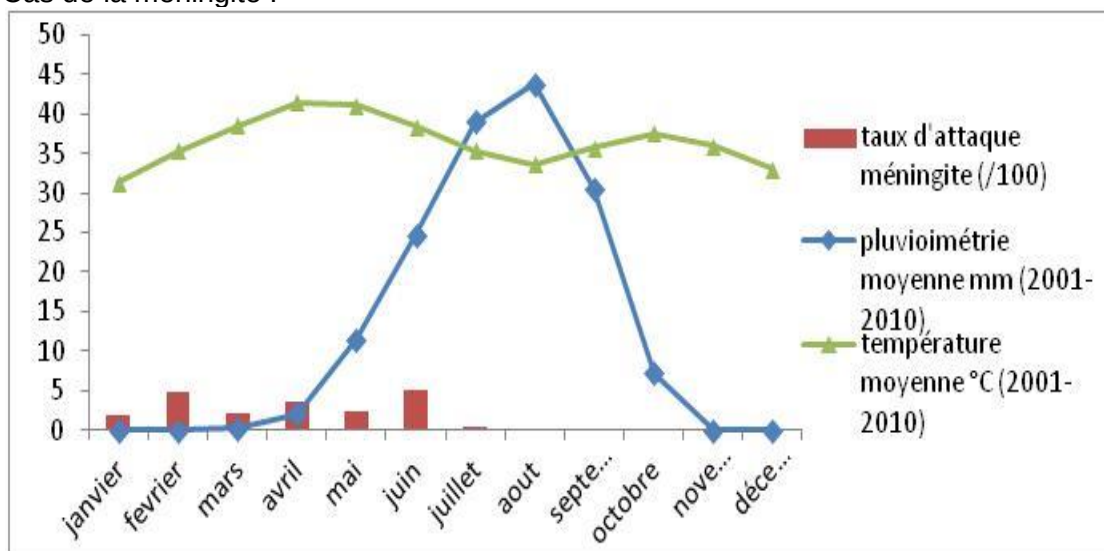


Figure 16: Incidence annuelle de la méningite au niveau des stations météorologiques.

L'atteinte des OMD en matière de la couverture sanitaire suppose entre autres :

- La création d'autres infrastructures sanitaires ;

- Le recrutement d'un personnel soignant en quantité et en qualité suffisantes ;
- L'acquisition de matériels et produits suffisants.

4.3. ACCES A L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT

En matière d'hydraulique, la situation se caractérise par un faible maillage des points d'eau dans la commune et un taux de couverture des besoins en eau salubre de l'ordre de 64,89%. Le taux d'accessibilité à l'eau potable est de 25,45% en 2010 (Une seule MAEP). Cela est dû essentiellement à :

- l'insuffisance des points d'eau ;
- l'endommagement des puits ;
- la profondeur de la nappe élevée à certains endroits.

En matière d'Hygiène et assainissement, il existe au niveau de la commune quinze (15) latrines scolaires situées dans trois établissements sur l'ensemble des infrastructures scolaires existantes. Une latrine type fosse septique a été recensé au niveau de Kombaki et une latrine au niveau de marché sur les trois marchés hebdomadaires de la commune.

En termes d'accès à l'assainissement individuel, au niveau de l'ensemble des villages enquêtés, il est à noter une avancée significative en termes de réalisation d'ouvrage d'assainissement familial. Le nombre de ménages utilisant les latrines adéquates est passé de zéro en 2013 (0%) à deux cent huit en 2016 (9%) qui est supérieur au taux national qui est selon l'INS de 7,22%. Source PLEA 2017.

Toutefois, l'utilisation de ces latrines n'a pas suivi l'avancée de leur nombre car les populations continuent à déféquer à l'air libre d'où un effort important est à consentir par les différents acteurs au niveau de la sensibilisation sur l'utilisation et en général sur l'hygiène et l'assainissement.

4.4. SITUATION SOCIOÉCONOMIQUE DES FEMMES

L'artisanat constitue la principale activité économique des femmes dans la commune rurale de Roumbou1. Toutefois, on note une diversification des activités (sous l'impulsion de certains partenaires au développement) avec une tendance au petit commerce et à certaines activités génératrices de revenus comme l'embouche. La commune rurale de Roumbou1 ne dispose d'aucune structure bancaire. Le système de l'épargne le plus couramment pratiqué est la tontine que les femmes font dans leurs groupements f du type « **Mata Masu Dubara** ». C'est un système purement traditionnel qui a connu des améliorations grâce aux renforcements des capacités dont les femmes bénéficient des divers partenaires qui interviennent dans la commune.

En outre, la situation de la femme se caractérise par une vulnérabilité sans précédent, ce qui davantage précaire les conditions de vie de la situation de l'enfant qui sont intimement liées à la santé de la mère. En effet, lorsque la femme est économiquement autonome, elle est apte à contribuer davantage à l'éducation et la santé de ses enfants.

Les principales causes de la vulnérabilité socio-économique des femmes dans la commune sont :

- l'inadéquation entre la croissance démographique et la croissance économique ;
- l'analphabétisme des femmes ;
- le faible revenu des ménages ;
- le calendrier journalier surchargé des femmes ;
- la faible capacité organisationnelle des femmes.

Pour permettre aux femmes d'exercer pleinement leurs activités et contribuer ainsi au développement socioéconomique de la commune, quelques obstacles et non des moindres doivent être surmontés. Il s'agit notamment :

- de la faible organisation des femmes ;
- du manque d'inscription budgétaire
- du manque de services d'encadrement
- du manque de fonds de roulement ;
- de la mévente des produits artisanaux ;
- de l'insuffisance des partenaires au développement accompagnant les initiatives féminines.

4.5. SYNTHÈSE DES PRINCIPALES POTENTIALITÉS ET CONTRAINTES DE LA COMMUNE RURALE DE ROUMBOU1 ISSUES DU DIAGNOSTIC PARTICIPATIF CONDUIT EN JUIN 2017

Tableau 5: Synthèse des principales potentialités et contraintes de la commune rurale de Roubou1

Secteurs	Potentialités	Contraintes	Causes
Agriculture	Existence des terres de culture Main d'œuvre agricole Mares semi permanentes Sites maraîchers aménageables Fumure organique Existence des organisations paysannes Marchés de céréales Moyens de transports de produits agricoles (véhicules, charrettes, animaux)	Insécurité alimentaire Changement climatique Insuffisance de semences améliorées Ennemis de culture ; Tarisement précoce des mares Nappe phréatique profonde pour le maraîchage Insuffisance d'encadrement technique Insuffisance des BC ; BI Dégradation des terres	Dégradation des terres de culture Insuffisance des pluies Insuffisance des travaux CES/DRS Insuffisance des produits phyto sanitaires Insuffisance d'encadrement des agriculteurs Insuffisance d'utilisation d'engrais et du fumier Mauvaise répartition

Secteurs	Potentialités	Contraintes	Causes
	Pratique des actions CES/DRS	de culture Non maîtrise de l'utilisation de la fumure organique et chimique Conflits agriculteurs / éleveurs Pression démographique sur les terres	des pluies dans le temps et dans l'espace
Élevage	Existence du cheptel Existence des aires de pâturage Existence des mares semi-permanentes pour abreuvement Para vétérinaires Existence des villages et OCB pour gérer les BAB/PIZ Parcs de vaccination et abattoirs Marchés à bétail Résidus de cultures/fourrage Couloirs de passage	Epizooties Existence des plantes envahissante et non appréciées par les animaux Tarisement précoce des mares Surpâturage Insuffisance des parcs de vaccination Insuffisance des puits pastoraux Insuffisance des BI zotech et BAB	Faible couverture vaccinale Transhumance Rétrécissement d'aires de pâturage Manque d'appui Déficit pluviométrique
Eau et environnement	Existence des mares semi-permanentes Flore et faune Existence de la main-d'œuvre pour les travaux CES/DRS	Insuffisance des moyens pour les travaux CES/DRS Ensablement des mares Diminution faune et flore ravinement des berges des koris Coupe abusive d'arbres Insuffisance d'agents	Insuffisance des pluies ; Vents violents ; Fortes températures Coupe abusive d'arbres Dégradation des terres forestières

Secteurs	Potentialités	Contraintes	Causes
		du service de l'environnement Surpâturage	
Santé hygiène et assainissement	Existence des villages et marchés Existence de la Pharmacopée traditionnelle	Insuffisance d'infrastructures Insuffisance du personnel de santé Exiguïté des locaux des CSI Manque d'ambulance Insuffisance des points d'eau dans les centres de santé Insuffisance matériels et produits les centres de santé Manque d'encadrement et sensibilisation en hygiène et assainissement Maladies liées à l'eau	Eloignement de certains villages des centres de santé Manque des moyens financiers Non-respect des règles élémentaires d'hygiène
Hydraulique	Existence des villages et marchés Existence des animaux	Insuffisance des mini AEP Insuffisance des forages et puits cimentés Tariissement précoce des mares Faible capacité des mini AEP	Fréquence des pannes Insuffisance d'eau potable Profondeur de la nappe phréatique
Education et alphabétisation	Existence D'enfants en âge de scolarisation Existence et prise de conscience d'hommes et de femmes dans	Insuffisance d'infrastructures et matériel scolaires Mauvaise fréquentation Insuffisance d'un personnel qualifié	Insuffisance de sensibilisation des parents d'élèves Contractualisation de l'éducation grèves intempestives

Secteurs	Potentialités	Contraintes	Causes
	les villages ;	Insuffisance d'encadrement (CAPED) Manque d'eau potable dans les écoles Manque de formation pour les COGES	des enseignants
Economie locale et communication	Marchés ruraux Existence des AGR Réseau téléphonique Existence des artisans (réparateurs, forgerons, potières)	Insuffisance de marchés aménagés Manque d'entretien des voies latéritique Non captation de la télé et radio nationale Manque d'électricité dans toute la commune Manque de formation des artisans	Insuffisance des AGR Manque d'octroi des crédits Manque des commerçants grossistes Insuffisance des moyens de transports Manque de route goudronnée Manque de l'entretien des routes
Gouvernance locale	Cohésion sociale Présence des leaders (imam, chefs de village, Présence des élus locaux OSC, ONG, Groupements féminins et autres groupements	Méconnaissance des textes sur la décentralisation Non opérationnalisation des COFO / COFOCOM Faible mobilisation des ressources internes faible implication de la population dans les actions	Manque de sensibilisation des paysans Manque de vulgarisation des textes de la décentralisation Insuffisance d'appui

4.6. PRIORISATION DES CONTRAINTES ET LEURS CAUSES

Malgré les potentialités de la commune rurale de Roumbou1, plusieurs contraintes entravent son développement socioéconomique et retardent l'émancipation des populations plus particulièrement les femmes et les couches les plus vulnérables. Il s'agit : de

- faible encadrement rural
- insécurité alimentaire ;

- dégradation de l'environnement ;
- insuffisance en eau potable ;
- déperdition scolaire

Tableau 6: Priorisation des contraintes majeures de la commune rurale de Roumbou1

Commune	Rang	Problème/contrainte majeur	Causes majeures
Commune rurale de Roumbou 1	1	Faible encadrement rural	▪ Faible ratio agent d'encadrement rural/producteur ; ▪ Manque de moyen logistique ; ▪ Paquet technologique dit souvent inadapté
	2	Insécurité alimentaire	▪ Insuffisance de pluies ; ▪ Attaques parasitaires ; ▪ Manque matériel ; ▪ Dégradation des terres ▪ Baisse de la production agricole ▪ Insuffisance d'aliment bétail ; ▪ Manque d'encadrement ▪ Mauvaise gestion banques d'intrants ▪ Insuffisance des sites maraîchers
	3	Dégradation de l'environnement	▪ Coupe incontrôlée du bois ; ▪ Erosion hydrique et éolienne ▪ vent violent : ▪ Déficit pluviométrique
	4	Insuffisance en eau potable	▪ Faible capacité des mini AEP; ▪ Fréquence des pannes des forages; ▪ Profondeur de la nappe phréatique ▪ Insuffisance d'extension des réseaux d'AEp

	5	Déperdition scolaire	▪ Mauvaise fréquentation ▪ Echec des aînés ▪ Insuffisance d'encadrement pédagogique ▪ Manque de manuels (maîtres et élèves) ▪ Insuffisance des moyens d'Etat
--	---	----------------------	--

4.7. PERCEPTION DES POPULATIONS LOCALES DES RISQUES CLIMATIQUES ET LEURS IMPACTS SUR LES DIFFERENTS SECTEURS D'ACTIVITES AU NIVEAU INDIVIDUEL ET/OU COMMUNAUTAIRE

Sur la base des outils d'analyse de la vulnérabilité et des risques liés aux variabilités et changements climatiques, les enquêtes de terrain effectuées dans la commune rurale de Roumbou1 ont permis de recueillir la perception locale des risques climatiques, d'identifier les secteurs d'activités les plus exposées, de relever les impacts par secteur d'activité et de classer les secteurs suivant leur exposition. Ces enquêtes se sont déroulées sous forme de focus groupe au niveau de trois grappes de villages administratifs que sont Maigochi Jackou, Dan Sarko, Roumbou II, Zangon Roumbou II, Garin Moussa, Sabarou, Daoudawa, Dan Fati, Soké Soké, Garinn Koutou, zangon Indi, Rigué Batague, Sarkin Bindiga, Roumbou I, Garin Mahaman, Zongin Ismaél, Dambéll, Maigochi Saboua, Makérawe, Tako-Tako. Ces villages regroupent une trentaine de sites (hameaux, groupement, villages).

La perception des populations locales sur les changements climatiques et leurs impacts est diverse et variée. Cette perception locale est en parfait accord avec l'étude des données climatiques sur les aspects suivants : baisse de la quantité de pluie tombée, alternance rapprochée entre années humides et années sèches, hausse sans équivoque des températures, démarrage tardif de la saison des pluies ; fin précoce des pluies, réduction de la longueur de la saison humide, l'augmentation des séquences sèches, et dégradation de la qualité de la saison des pluies. Les résultats des enquêtes ont révélé que :

- ❖ la totalité des personnes enquêtées affirme que les risques climatiques connus dans la commune sont les suivants par ordre d'importance suivant les dégâts qu'ils occasionnent : sécheresse, vent violent, perturbation dans la durée des saisons, arrêt précoce de la saison des pluies, séquence sèche durant le cycle des cultures pluviales, pluie localisée, vent de poussière en début de saison pluvieuse, forte chaleur, inondation, et le tarissement précoce des mares.
- ❖ à l'échelle d'une année tous affirment que les risques climatiques courants sont : la perturbation des saisons ; les traces de pluie et les pluies localisées ; les vents de

poussière provoquant l'enfouissement des premiers semis ; les fortes températures; la réduction de l'intensité de la saison froide ; et le tarissement précoce des mares.

La totalité des personnes enquêtées disent que les risques climatiques exceptionnels :

- ✓ à courte échéance (3/5 ans) sont : les vents de poussière en saison froide et en début de saison des pluies ; les fortes précipitations causant des dommages par endroit sur les maisons et les séquences sèches ;
- ✓ à longue échéance (10 ans et plus) sont : sécheresse provoquant des famines et mort du cheptel;
- ❖ 85% des personnes enquêtées disent que les risques climatiques importants depuis 30 à 50 ans sont : sécheresse provoquant des famines en 2004, 1997, 1984, 1974, 1969; inondation des champs de cultures ; tornade violente ;
- ❖ 15% des personnes enquêtées ajoutent les longues séquences sèches au cours des saisons pluvieuses;
- ❖ les appréciations que les populations locales font du climat aujourd'hui et par rapport au climat d'il y a 30-50 ans sont toutes négatives. En général, ils parlent de climat perturbé, rude et très aléatoire. Dans les détails, ils disent que la durée des saisons n'est plus maîtrisée même les signes annonciateurs de saison ne marchent plus et en plus les espèces végétales servant de repère sont en voies de disparition dans la zone. L'arrivée des 1^{ères} pluies est aléatoire, les séquences sèches sont fréquentes durant tout le cycle des cultures pluviales.

Les tableaux ci-après ressort un aperçu de l'appréciation que les populations locales font des saisons d'aujourd'hui par rapport aux saisons d'il y a 30-50 ans

Tableau 7:appréciation que les populations locales font des saisons d'aujourd'hui par rapport aux saisons d'il y a 30-50 ans

Aujourd'hui (2016-2017)	Il y a 30/50 ans	Observations
Saison des pluies		
Retard des 1 ^{ères} pluies (semis localisé et aléatoires)	Installation uniforme de la saison à temps	Il y a 30 ans l'arrivée des cigognes annonce la saison des pluies tout comme les naissances groupées des veaux.
Température élevée	Température assez favorable due à la présence de forte	La disparition de la végétation due aux sécheresses accélère la

Aujourd'hui (2016-2017)	Il y a 30/50 ans	Observations
	végétation qui crée un microclimat dans la zone	désertification de la zone
Poussière et vent violent et tornade	Les vents moins fort et moins poussiéreux dus à la présence de forte végétation qui sert de brise-vent	Il y a 30 50 ans, les vents soufflaient avant les semis ; aujourd'hui ces vents soufflent après les semis ce qui provoquent leur enfouissement.
Pluie localisée	Pluie de grandes envergures	Aujourd'hui on peut assister au semis d'une partie du champ tandis que l'autre partie n'a pas reçu aucune goutte.
Séquence sèche	Pas de séquence sèche et bon développement des cultures pluviales	Bonne récolte et pas de culture irriguée.
Inondation	Bonne répartition de la pluie dans le temps et dans l'espace, présence de forte végétation qui réduit le ravinement	L'ensablement à combler les cours d'eau qui retiennent plus les eaux de ruissellement
Arrêt précoce des pluies	Régularité des pluies et stabilité de la saison des pluies	
Saison sèche froide		
Froid moins intense	Saison plus froide et plus intense	
Réduction de la durée de saison	Durée de 3 à 4 mois	
Présence de jours de chaleur durant le froid	Pas de jours de forte chaleur	
Plus poussiéreuse et forte présence de brouillard	Saison est moins poussiéreuse	L'absence de forte végétation intensifie la vitesse des vents
Saison sèche chaude		
Saison plus chaude	Saison moins chaude et moins longue	
Elle est plus longue		

Tableau 8 : Les signes de changement relevé par les populations

Aujourd'hui (2016-2017)	Il y a 30/50 ans	Observations
Saison des pluies		Le paludisme a augmenté de fréquence surtout chez les enfants en toute saison Le choléra est fréquent (due à la consommation des eaux de surface et le manque de latrine)
Mauvaise répartition	Bonne répartition des pluies	
Pluie accompagnée de vent de poussière		
Retard des pluies	Démarrage au 7 ^{ème} mois de l'année	
Pluies sont localisées	Pluie de grande envergure	
Saison sèche chaude		
Saison moins froide et courte	Saison plus froide et longue	
Perturbation des saisons froide et chaude	Pas de chevauchement entre les saisons	
Saison sèche chaude		
Saison plus chaude (les pluies en avril sont exceptionnelles)	Chaleur modéré due à la présence de forte végétation	
Perturbation des saisons	Les signes annonciateurs des saisons étaient bien connus des populations	

- Les impacts suivant les activités socioéconomiques soulignées par les populations sont :

Tableau 9 : Les impacts des changements climatiques selon les populations

Risques climatiques identifiés	Caractérisation des impacts
Agriculture	
Démarrage tardif de la saison des pluies	Courte saison pluvieuse, hausse des prix des céréales
Arrêt précoce de la saison des pluies	Arrêt du cycle des cultures avant la maturité, faible rendement agricole
Sécheresse	Faiblesse des rendements et crise alimentaire, maladie, exode
Fines pluies	Faible pluviométrie annuelle
Forte chaleur	avortement des semis et des jeunes pousses, faible production agricole
Inondation	Inondation des champs de culture, perte de récolte
Vents de poussière	Enfouissement des premiers semis, perte de récolte

Risques climatiques identifiés	Caractérisation des impacts
Elevage	
Démarrage tardif de la saison des pluies	Faibles production fourragères pâturage, amaigrissement et mort du cheptel.
Arrêt précoce de la saison des pluies	Faibles production fourragères pâturage
Sécheresse	Disparition de certaines espèces fourragères, disparition de l'élevage des chevaux, crise alimentaire
Fines pluies	Faible régénération naturelle des plantes fourragères, non recharge de la nappe et difficulté d'abreuvement des animaux avec les puisards
Forte chaleur	Avortement des femelles et manque d'appétit
Inondation	Mort du cheptel
Vents violent et de poussière	Ensablement des points d'eau, égarement des animaux, feux de brousse
Cultures de contre saison	
Arrêt précoce des pluies	Non recharge des mares, faible production du niébé de décrue
Sécheresse	Tarissement précoce des points avant la maturité des cultures irriguées
Fines pluies	Faible recharge des nappes et difficulté d'irrigation
Forte chaleur	Flétrissement des cultures
Vent de poussière	Ensablement des mares et cours d'eau
Artisanat	
Arrêt précoce des pluies	Non recharge des mares, faible recharge des nappes conduisant à la perte de la diversité floristique (disparition des matières premières pour l'artisanat). Disparition du métier de bucheron.
Sécheresse	
Fines pluies	
Forte chaleur	Faible régénération naturelle
Inondation	Disparition des plantes qui ne supporte pas l'eau

La Hiérarchisation faites par les populations locales des impacts des risques/variabilité/changements climatiques par ordre d'intensité et par activité socioprofessionnelle est :

Tableau 10 : les risques climatiques identifiés et l'intensité de leurs impacts

Rang	Risques climatiques identifiés	Intensité d'impacts
Agriculture		
1 ^{er}	Démarrage tardif/Précoce de la saison des pluies	Importante
2 ^{ème}	Sécheresse	Importante
3 ^{ème}	Arrêt précoce/tardif de la saison des pluies	Importante
4 ^{ème}	Fines pluies	Moyenne
5 ^{ème}	Ravinement	Moyenne
6 ^{ème}	Vent de poussière	Moyenne
7 ^{ème}	Forte chaleur	Moyenne
8 ^{ème}	Inondation	Faible
Elevage		
1 ^{er}	Démarrage tardif /Précoce des pluies	Importante
2 ^{ème}	Arrêt précoce/Précoce de la saison des pluies	Importante
3 ^{ème}	Sécheresse	Importante
4 ^{ème}	Forte chaleur	Moyenne
5 ^{ème}	Vent violent et de poussière	Moyenne
Cultures de contre saison		
1 ^{er}	Démarrage tardif des pluies	Importante
2 ^{ème}	Arrêt précoce de la saison des pluies	Importante
3 ^{ème}	Inondation	Moyenne
4 ^{ème}	Vent de sable	Moyenne
Artisanat		
1 ^{er}	Démarrage tardif de la saison des pluies	Importante
2 ^{ème}	Arrêt précoce de la saison des pluies	Moyenne
3 ^{ème}	Inondation	Faible

- Suivant l'évaluation des populations locales, tous les secteurs d'activités sont impactés 70%. Le tableau suivant donne en fonction des rubriques le pourcentage de coûts d'impact.

Tableau 11 : Evaluation en % des coûts d'impacts risques/variabilité/changements climatiques (en proportion des revenus individuels par catégorie socioprofessionnelle).

Rubriques	0	1- 25%	25- 50%	50- 75%	75- 100%
Agriculture					
Courte saison pluvieuse, hausse des prix des céréales				X	
Arrêt du cycle des cultures avant la maturité				X	
Déficit agricole				X	
Faible pluviométrie annuelle				X	
avortement des semis et des jeunes pousses, faible production agricole				X	
Inondation des champs de culture, perte de récolte		X			
Perte de terre agricole			X		
Enfouissement des premiers semis, perte de récolte					X
Elevage					
Forte pression des animaux sur les terres agricoles					X
Déficit fourrager pour la prochaine année					X
Faible régénération des plantes fourragères			X		
Disparition de certaines espèces fourragères			X		
Faibles production des aires de pâturages				X	
Mort du cheptel			X		
Ensablement des points d'eau				X	
Cultures de contre saison					
Non recharge des mares et de la nappe					X
Difficulté d'irrigation avec les puisards				X	
Décrue tardif du Roubou pour la mise en place de niébé de décrue				X	
Ensablement des mares et cours d'eau				X	
Artisanat					
Perte de diversité floristique (matières premières pour l'artisanat : bucheron)					X
Ensablement des mares (pas d'argile pour la poterie				X	
Conversion des artisans dans l'agriculture					X

Pour faire face au premier impact qui est la baisse de la production agricole les populations pratiquent des stratégies que sont l'exode (efficace, durable et faisable), la pratique des

Activités Génératrices des Revenus (AGR) qui permettent d'avoir des revenus pour acheter des vivres et satisfaire certains besoins primaires et sociaux à savoir baptême, mariage, fêtes ... (efficace, durable et faisable). Elles pratiquent aussi la main d'œuvre agricole (efficace, durable et faisable) en même temps qu'utilisent des semences améliorées pour pallier à l'arrêt brusque des pluies et les ennemis de culture.

Pour ce qui concerne les épizooties les populations utilisent des plantes pour prévenir et soigner certaines maladies. De l'avis de tous, cette stratégie a une efficacité aléatoire même si elle s'avère durable et faisable.

La réponse des populations locales par rapport aux mesures/stratégies couramment développées aujourd'hui (2017) à l'échelle individuelle et communautaire en rapport avec les risques/variabilité/changements climatiques est diverse, variée et fortement individualisé.

Ceci est dû au fait que les stratégies d'adaptation sont subdivisées en trois groupes :

- les adaptations techniques : ce sont des mesures que le producteur prend au jour le jour pour gérer au mieux son activité de production
- les adaptations stratégiques : ce sont des mesures que le producteur ou la communauté de producteur prend à moyen terme pour gérer au mieux son activité de production
- les adaptations institutionnelles : qui sont des mesures que l'Etat, les ONGs, les projets de développement et/ou les producteurs adoptent pour le développement des activités de production

C'est pourquoi, il y a très peu de réponse au niveau des mesures correctives (adaptation) car avec les moyens dérisoires et le peu d'encadrement rural font que les paysans ne peuvent prendre que des mesures au niveau individuel d'où la nécessité pour la commune d'intégrer les risques climatique dans les plans de développement afin d'augmenter la capacité de résiliences des populations locales.

Le tableau suivant présente les mesures préventives et correctives que les populations adoptent en fonction des risques et de leur capacité à réagir.

Tableau 12 : Mesures préventives et correctives adoptées par les populations en fonction des risques et de leur capacité à réagir

Risques identifiés	Mesures préventives	Mesures correctives
Agriculture		
Démarrage tardif de la saison des pluies	Semences adaptées (pratique faible),	Résémis,
Déficit pluviométrique	Prières collectives	Semence améliorées
Arrêt précoce de la saison des pluies	semences adaptées	AGR, cultures maraichères

Risques identifiés	Mesures préventives	Mesures correctives
Sécheresse	Régénération naturelle assistée	BC, warrantage, exode
Ennemis des cultures		Lutte biologique Traitement phytosanitaire
Hausse des températures	Paillage pour réduire les fontes de semis	On ne brûle pas les souches pour réduire la température et les vents au sol
Inondation	Branchage et paillage des ravins Traitement des bassins versants	Branchage et paillage des ravins Gestion de catastrophe
Vents de poussière	Confection des brises vents, paillage des champs	Branchage et paillage
Elevage		
Démarrage tardif de la saison des pluies	Stockage des résidus de cultures,	Déstockage des animaux, transhumance
Arrêt précoce de la saison des pluies	Constitution de stock fourrager	Renforcement des BAB
Séquence sèche	Stockage des résidus de cultures,	Vente du bétail, transhumance
Fines pluies		
Hausse des températures	Suivi régulier du troupeau	Confection d'abris
Inondation	Suivi régulier du troupeau	Suivi régulier du troupeau
Vents de poussière	Confection d'enclos pour les animaux	Suivi régulier du troupeau
Cultures de contre saison		
Démarrage tardif de la saison des pluies		
Arrêt précoce de la saison des pluies	Dotation en moyens d'exhaure	Aménagement des mares
Séquence sèche	Sur creusage des mares	Sur creusage des mares
Fines pluies		Fonçage des puits maraichers
Hausse des températures		

Risques identifiés	Mesures préventives	Mesures correctives
Inondation	Protection des sites	Traitement des koris
Vents de poussière	Confection des brises vents, paillage des champs	Branchage et paillage
Artisanat		
Démarrage tardif de la saison des pluies	Avec la disparition de grands arbres, les bucherons partent vers le Nigéria pour se ravitailler et les forgerons chargent de sources de bois de charbons.	Changement de matières premières pour la confection des produits artisanaux, Disparition des activités artisanales comme les bucherons
Arrêt précoce de la saison des pluies		
Séquence sèche		
Fines pluies		
Hausse des températures		
Inondation		
Vents de poussière		

- Dans les cas sévères, les mesures et stratégies couramment développées à l'échelle individuelle et communautaires en rapport avec les risques/variabilité/changements climatiques sont :
 - Fouille des termitières ;
 - Vente d'objets personnels (bijoux, habits et meubles) ;
 - Vente du bétail ;
 - Vente de bois de chauffe, de la paille, salaria agricole (main d'œuvre familiale) ;
 - Cueillette (feuilles, fleur et jeunes pousses des plantes et herbes) ;
 - Entraide sociale (solidarité) ;
 - Pratique des cultures irriguées ;
 - Diminution du nombre de repas journaliers ;

Cependant, les populations estiment que ces mesures et stratégies mises en œuvre au niveau individuel/communautaire sont peu efficaces car très souvent les impacts sociaux sont très graves comme : les divorces, l'éclatement des grandes familles, le déplacement de population.

Comme mesure préventive de ces crises graves, les populations préconisent : la ventes à prix modéré des denrées alimentaires, le renforcement des stocks des BC, BAB, le déstockage du cheptel, les actions CES/DRS (Cash et Food for Work ou Guina kaci en langue locale).

Selon toujours les populations, ce qui empêche la mise en œuvre desdites mesures et stratégies est le manque de moyen dû à :

- l'insuffisance de l'appui de l'Etat et ses partenaires ;
- et très souvent l'inadaptation des mesures prise par rapport à l'urgence et à l'ampleur de la situation.

4.8. PROJECTION DES IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les projections climatiques sont unanimes sur l'augmentation des températures et des événements extrêmes (inondation sécheresse, canicule, vents violents ...). En revanche, des incertitudes demeurent sur les résultats des projections concernant les précipitations au sahel en général et au Niger en particulier.

Les résultats du modèle Magic Scengen (PANA-Niger 2006) n'indiquent aucune variation significative pour la pluviométrie. Si la tendance actuelle des conditions climatiques se maintient cela se traduira par la poursuite des chocs climatiques sur les secteurs vitaux de la commune rurale de Roumbou1 à l'instar des autres parties du Niger. Ainsi on notera en particulier dans les domaines de :

L'agriculture et l'élevage :

L'augmentation des températures et la variabilité des pluies aura pour conséquence une menace sérieuse pour le développement agricole de la commune et risque de compromettre les efforts déployés par la commune pour atteindre la sécurité alimentaire. Dans le futur, on pourra s'attendre à : une dégradation des sols, une baisse de la productivité des cultures, un déplacement des zones de cultures vers le sud, une augmentation de l'ampleur des attaques phytosanitaires, une modification dans les types exploitations et leur gestion, et une paupérisation continue du monde rural. En lien avec l'élevage et particulièrement les écosystèmes pâturés, déjà la baisse des précipitations constatée au Sahel, a entraîné à la fois un déficit de production fourragère et un manque d'eau pour l'abreuvement du bétail. Il en résultera pour le futur, une baisse de la productivité animale, un déficit d'approvisionnement sur l'ensemble des produits d'élevage et la baisse des revenus des agropasteurs. La recherche effrénée des terres cultivable se traduira par une réduction des enclaves pastorales et une augmentation des conflits agriculteurs éleveurs. Le tarissement des eaux de surface aura pour répercussion des difficultés d'abreuvement du bétail. La hausse des températures augmentera la fréquence des avortements et le taux de mortalités des jeunes animaux.

Ressources en eau, végétales et fauniques :

La fréquence des phénomènes extrêmes prévus par le GIEC comme les sécheresses sévères, aura en général beaucoup d'impacts négatifs sur la dynamique spatiotemporelle des mares, qui occupent une place stratégique dans la définition des axes d'adaptation des populations locales. Dans ces conditions, la satisfaction des besoins en eau des populations,

du bétail, et des cultures pourrait connaître d'énormes difficultés. La pratique des cultures de contre saison qui permet de palier au déficit du bilan céréalier, souffrira particulièrement de l'insuffisance et de la disponibilité de l'eau.

Pour ce qui est de l'environnement en général et des écosystèmes pâturés en particulier, la baisse des précipitations constatée au Sahel, a entraîné à la fois un déficit de production fourragère et un manque d'eau pour l'abreuvement du bétail domestique et sauvage. Ces prévisions climatiques se traduiront par la disparition de certaines espèces (végétales et fauniques) et la migration des espèces vers les zones favorables.

La santé humaine et animale :

L'augmentation des phénomènes extrêmes prévus (la baisse et la forte variabilité de la pluviométrie, les températures extrêmes, les inondations, les vents violents, les sécheresses ...) se traduiront par l'augmentation des maladies climato-sensibles tels que : les infections respiratoires aiguës, le paludisme, la méningite, la rougeole, les asthmes ...). Concernant les animaux, les maladies climato sensibles sont dermatophylose, transmise par des tiques; les dermatoses liées à l'humidité et le ballonnement de ventre qui est la conséquence de la sécheresse. Dans tous les cas, l'insécurité alimentaire amplifiera les problèmes de santé humaines et animales.

4.9. ANALYSE DE LA PERFORMANCE DE LA COMMUNE

4.9.1. L'ADMINISTRATION COMMUNALE

La commune rurale Roumbou¹ est dirigée par un maire élu assisté par un Maire adjoint. Le conseil communal est composé de Onze (11) conseillers et un membre de droit (le chef de canton ou son représentant).

Les services de la municipalité sont constitués par le secrétaire municipale ; le receveur et l'état civil.

Quatre (4) sessions ordinaires de quatre (4) jours chacun sont censées être organisées et deux (2) sessions extraordinaires par an par le conseil municipal respectivement en mars, juin, septembre et décembre. Celle de décembre est dite session budgétaire.

Les sessions extraordinaires peuvent se tenir à tout moment ; elles durent deux (2) jours chacune. La commune en a tenu plusieurs dans la période du précédent PDC.

Les décisions prises lors des conseils sont immédiatement exécutoires ; un compte rendu pour la prochaine session est obligatoire.

La participation du public aux conseils est acceptée uniquement au cours des sessions budgétaires mais droit de parole comme prévu par les textes.

La diffusion des informations se fait par le canal de la radio communautaire et par affichage au niveau du siège de la commune et/ou à la préfecture de Dakoro.

Une femme siège aux conseils et participe activement aux travaux.

Les services techniques de l'Etat (agriculture, élevage, environnement, éducation et santé) présent dans la commune assurent l'encadrement technique.

Le Maire entretient des réunions périodiques avec les services techniques sur tout ce qui assure le développement de la commune.

Trois (3) commissions spécialisées ont été créées pour mener à bien les activités de la commune.

Il s'agit de :

- la commission économique et financière ;
- la commission du développement rural ;
- et la commission des affaires culturelles, sportives et sociales.

Toutes ces commissions assurent pleinement leurs rôles.

V. PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT LOCAL

Le processus de planification et de programmation est participatif au niveau de la commune puisque prenant en compte toutes les couches socio professionnelles.

En termes de planification, la commune rurale de Roumbou1 dispose d'un Plan Local Eau et Assainissement (PLEA- 2017) et un Plan de Développement Communal (PDC) en cours de réactualisation avec l'Intégration de la Dimension Changement Climatique.



Photo 9: L'équipe de l'ONG lors de la planification participative

Cette planification, pour une durée de cinq (5) ans (2017-2021), sera le document de référence pour la commune et ses partenaires dans la conduite des actions de développement.

Du fait de la faible capacité de mobilisation des ressources internes, l'évaluation du PDC 2011-2015 fait ressortir un très faible taux de mise en œuvre et niveau élevé des coûts d'investissement (en lien avec le contexte de mobilisation des ressources de la commune) que requièrent les activités planifiées dans ce PDC, seul un appel aux partenaires permettra

de réunir les fonds nécessaires. D'ores et déjà, la commune dispose d'une gamme assez importante de partenaires. Le tableau ci-dessous donne la liste des partenaires techniques et financiers qui exercent dans la commune.

5.1. ORIENTATIONS STRATEGIQUES ET OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT

5.2. VISION A LONG TERME DE LA COMMUNE

Sur la base de l'explication du contexte actuel de la commune rurale de Roumbou1, ponctuée par les changements et variabilité climatiques et des ressources de la commune, un exercice sur le visionning a été conduit au niveau communautaire et des élus du conseil municipal de Roumbou1. C'est ainsi que la synthèse ressort cette vision de la commune à l'horizon 2035 ci-après libellée.

« D'ici à 2035 : la commune Rurale de Roumbou1 est devenue une commune émergente dans laquelle la croissance économique est perceptible, est équitablement répartie et où les préoccupations des populations en lien avec les changements et variabilité climatiques sont prises en compte et mise en œuvre dans la planification communale à travers un budget réaliste et réalisable ».

5.3. AXES ET OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE

Le diagnostic participatif, après avoir établi l'état des lieux de la Commune, a également reconduit les axes de développement de la commune assortis des stratégies alternatives de mise en œuvre tels que préalablement identifiés dans le PDC antérieur. Il s'agira pour la Commune, à l'horizon temporel du plan (2017-2021), d'envisager des voies et moyens appropriés en vue de procéder au développement socioéconomique. Ainsi, six (6) grands axes stratégiques ont été identifiés :

- Axe 1 : Renforcement du capital physique ;
- Axe 2 : Renforcement du capital naturel ;
- Axe 3 : Renforcement du capital humain et organisationnel ;
- Axe 4 : Renforcement de la base économique locale ;
- Axe 5 : Renforcement de la gouvernance locale ;
- Axe 6 : Renforcement du capital financier.

Les 6 axes stratégiques ci-dessus formulés dans le PDC initial (version 2011-2015), étant encore pertinents en lien avec le contexte de la commune rurale de Roumbou1, l'équipe de l'actualisation (Intégration de la Dimension changement climatique) les a tous reconduit. Pour ce faire, de l'avis de cette même équipe et de l'ONG Groupe pour une citoyenneté Active **GCA Humbasa** ; l'atteinte des objectifs spécifiques ci-dessous issus des axes stratégiques permettra aux populations de la commune de Roumbou1 de faire face aux différentes contraintes de leurs conditions de vie ajoutées aux effets néfastes des variabilités et changements climatiques.

Tableau 13: Axes stratégiques et Objectifs de développement de la Commune

Axe stratégique de développement	Objectif global	Objectifs spécifiques
Axe 1 : Renforcement du capital physique	Contribuer au renforcement du capital physique d'ici 5 ans	1.1. Améliorer la couverture des besoins en eau d'ici 5 ans
		1.2. Améliorer la production agricole et la lutte contre l'insécurité alimentaire
		1.3. Améliorer la production et la santé animale
		1.4. Améliorer la santé humaine
		1.5. Améliorer le secteur éducatif
		1.6. Accroître la couverture en infrastructures économiques d'ici 5 ans
		1.7. Améliorer l'urbanisme et le cadre de vie
		1.8. Améliorer le désenclavement de la commune
Axe 2 : Renforcement du capital naturel	Contribuer au renforcement du capital naturel d'ici 5 ans	2.1. Contribuer à lutter contre la dégradation de l'environnement
Axe 3 : Renforcement du capital humain et organisationnel	Contribuer au renforcement du capital humain et organisationnel d'ici 5 ans	3.1 Renforcer les capacités organisationnelles des communautés
		3.2 Renforcer les formations et la sensibilisation des populations
		3.3 Contribuer à alléger les tâches des femmes
Axe 4 : Renforcement de la base économique	Contribuer au renforcement de la base économique locale d'ici 5 ans	4.1 Assurer la sécurité alimentaire

Axe stratégique de développement	Objectif global	Objectifs spécifiques
locale		4.2 Promouvoir l'agriculture
		4.3 Promouvoir l'élevage
		4.4 Contribuer à la relance des activités commerciales
		4.5 Développer les AGR
Axe 5 : Renforcement de la gouvernance locale	Contribuer au renforcement des capacités structurelles, organisationnelles, opérationnelles et institutionnelles de la commune	5.1 Renforcer les capacités opérationnelles du conseil municipal
		5.2 Renforcer les capacités institutionnelles de la commune d'ici 5 ans
		5.3 Développer de partenariat
Axe 6 : Renforcement du capital financier	Contribuer au renforcement du capital financier d'ici 5 ans	6.1 Améliorer le recouvrement des taxes et impôts
		6.2 Appuyer la création d'une mutuelle d'épargne et de crédits
		6.3 Renforcer la prospection des sources de financements additionnels

5.3.1. RENFORCEMENT DU CAPITAL PHYSIQUE

C'est le premier axe stratégique retenu par le Conseil Consultatif au cours du présent PDC.

Le capital physique est par définition, l'ensemble des réalisations physiques sur lesquelles reposent les principales activités de prestations publiques allant à l'avantage des populations. A cet égard, il sera question, à l'échelle temporelle du plan (2017-2021), de consolider cette base infrastructurelle en vue de l'amélioration de la couverture des besoins en eau, de la production agricole, de la couverture sanitaire et de l'assainissement, de la santé et de la production animale, du taux de scolarité et du désenclavement de la Commune.

5.3.1.1. Amélioration de la couverture des besoins en eau

Au cours du diagnostic participatif, il a été relevé une insuffisance en points d'eau modernes dans la commune. L'amélioration de la couverture des besoins en eau de la population et du cheptel passera au cours de la durée du PDC par l'installation et le renforcement des capacités des MAEP, le fonçage de nouveaux puits cimentés villageois, la réhabilitation le

curage et l'aménagement de surface des puits existants et enfin la mise en place, la formation et le recyclage des comités de gestion de ces points d'eau.

5.3.1.1.1. Installation et renforcement des capacités MAEP

Le bilan par localité en 2016 faisait apparaître un déficit de 40 éqPEM pour 536 personnes. Le niveau d'équipement en point d'eaux modernes de la commune est largement en dessous du niveau de desserte standard de l'éqPEM pour 250 habitants (PLEA 2017)

5.3.1.2. Amélioration de la production agricole et lutte contre l'insécurité alimentaire

C'est l'un des objectifs de développement auxquels le conseil consultatif et toute la population de Roumbou1 accordent une importance capitale. Les actions devant concourir à l'atteinte de cet objectif, telles que définies lors du diagnostic participatif, sont : la constitution des banques d'intrants et banques céréalières, la formation, le recyclage et l'équipement de brigadiers phytosanitaires et des multiplicateurs des semences, l'approvisionnement en semences améliorées, la clôture des pluviomètres, l'achat des charrettes mono bovines, etc.

5.3.1.2.1. Construction et équipement des Banques d'intrants

Cette solution est retenue par le Conseil consultatif en vue d'améliorer la fertilité des sols et de lutter efficacement contre les ennemis de cultures. La Commune se propose ainsi de construire et d'équiper trois BI à raison d'une unité par centre de regroupement (Roumbou, Kombaki et Maikoulaké) pour permettre aux paysans un accès rapide aux intrants. Ces BI comprendront des stocks des produits phytosanitaires et ceux d'engrais chimiques. Les stocks seront régulièrement renouvelés au fur et à mesure de leur épuisement.

5.3.1.2.2. Approvisionnement en semences améliorées

Le diagnostic participatif a fait ressortir que les effets du changement climatique sont ressentis dans toute la Commune avec comme conséquences la baisse de la pluviométrie et la durée de la saison qui devient de plus en plus courte. Cette situation fait que les semences locales n'arrivent pas à boucler leur cycle végétatif avant l'arrêt des pluies. Des stratégies d'adaptation à ces changements doivent être développées et c'est dans ce cadre que le Conseil Consultatif a inscrit l'approvisionnement en semences améliorées comme alternative au déficit pluviométrique constaté. Le choix a porté sur trois variétés : le mil (HKP), le sorgho (Mota) et le Niébé (IT 90 k 372) pour un stock initial de 106 tonnes tenant ainsi compte de la capacité de mobilisation de la commune.

5.3.1.2.3. Achat des charrettes mono bovines

Dans la commune rurale de Roumbou1, le transport de fumier au champ et des récoltes en fin de campagne pose énormément de problème faute de moyens qui sont toujours inaccessibles à la grande majorité des paysans. C'est en considération de tous ces aspects que le Conseil consultatif envisage, la mise en place aux groupements des producteurs, des charrettes mono bovines avec leurs bœufs.

5.3.1.2.4. Création d'un District agricole

Dans le souci d'améliorer l'encadrement de proximité et compte tenu du caractère agro pastoral de la zone, il est prévu au cours de la durée du plan, la création d'un District agricole au niveau du chef-lieu de la Commune.

5.3.1.3. Promotion du warrantage

Afin de protéger et sécuriser les producteurs du bradage de leurs récoltes, le Conseil Consultatif a jugé opportun de promouvoir le système de warrantage particulièrement pour les cultures de rente. Il sera donc installé au niveau de chaque centre de regroupement un magasin de warrantage avec un fonds de démarrage.

5.3.1.3.1. Mise en place des Banques céréalières et renforcement des stocks

Les Banques céréalières constituent une alternative à la lutte contre l'insécurité alimentaire. Au niveau des localités non pourvues, il sera créé et approvisionné des BC. Ces dernières BC dont les stocks sont insuffisants, seront également renforcées après un état des lieux des BC existantes.

5.3.1.4. Clôture grillagée des pluviomètres

La Commune rurale de Roumbou1, est l'une des communes sur lesquelles une attention toute particulière doit être portée sur les aspects liés aux changements climatiques. Un suivi permanent des évolutions pluviométriques est donc nécessaire. C'est dans ce cadre que les pluviomètres implantés dans tous les villages seront clôturés afin de les sécuriser des enfants et du bétail et pour que les relevés soient fiables.

5.3.1.5. Amélioration de la production et de la santé animale

La Commune rurale de Roumbou1 est située dans la zone agropastorale ou zone intermédiaire où l'élevage constitue la seconde activité économique après l'agriculture. Or il est établi que la Commune ne dispose véritablement pas d'infrastructure d'élevage et que les parcours pastoraux s'amenuisent progressivement au profit des champs de cultures. Aux motifs tirés de tous ces constats, le Conseil Consultatif envisage d'améliorer les systèmes de productions animales d'une part et la situation infrastructurelle et zoo-sanitaire d'autre part à travers la construction des parcs de vaccination, la création d'une CIB, la construction des aires d'abattage, la construction des banques aliments bétail et la construction des parcs à bétail.

5.3.1.5.1. Construction des parcs de vaccination

La Commune rurale de Roumbou1 accueille chaque année des éleveurs transhumants qui séjournent longtemps à la recherche de pâturage et des points d'eau pour l'abreuvement de leurs troupeaux. Or, ces rencontres occasionnent des contaminations dont les victimes sont les troupeaux locaux. Pour prévenir cette situation, le Conseil Consultatif envisage de construire des parcs de vaccination afin de renforcer le dispositif existant à Maikoulaké, Sakabal et Kombaki.

5.3.1.5.2. Création d'une cellule d'intervention de base

Dans le souci d'améliorer l'encadrement de proximité, le Conseil Consultatif se propose de créer une cellule d'intervention de base au niveau du chef-lieu de la commune.

5.3.1.5.3 Construction des banques aliments bétail :

La construction des banques d'aliments bétail est retenue par le présent PDC pour répondre aux besoins des éleveurs et faire face à l'insécurité alimentaire. En effet, la commune rurale de Roumbou1 étant une zone de forte concentration de cheptel, la réalisation de ces infrastructures pastorales contribuerait incontestablement à l'amélioration des conditions d'élevage en mettant à la disposition des nomades et des agro - pasteurs les intrants nécessaires. Elles seront implantées à Maikoulaké et Kombaki. Le premier approvisionnement en constituera le fonds de démarrage et les banques seront par la suite réapprovisionnées par les recettes issues de la vente des produits.

5.3.1.5.4. Vaccination du cheptel :

Dès la première année de validation du PDC, plusieurs dizaines de milliers de doses de vaccin seront recherchées et stockées en vue de vacciner les petits et gros ruminants contre les principales maladies rencontrées dans la Commune. Ce stock sera renouvelé au fur et à mesure avec les recettes générées par les campagnes de vaccination de manière à rendre les vaccins toujours disponibles.

5.3.1.5.5. Construction des aires d'abattage d'animaux de boucherie :

Malgré l'existence de deux (2) importants marchés hebdomadaires, la Commune rurale de Roumbou1 ne dispose d'une seule aire d'abattage implantée à Sakabal et qui nécessite d'ailleurs une délocalisation car située à côté des habitations. En plus, cette aire d'abattage ne joue pas pleinement son rôle.

Cette situation n'offre guère à la viande consommée, les conditions d'hygiène minimales. Pour toutes ces raisons, il est prévu et inscrit au présent PDC la construction de deux (2) aires d'abattage à Sakabal et Kombaki.

5.3.1.5.6. Construction parcs à bétail :

Cette activité rentre dans le cadre de l'amélioration des ressources fiscales de la Commune. Le marché de Sakabal est connu grâce entre autres à la vente du bétail sur pieds ; ce qui fait que ce marché est animé deux (2) jours dans la semaine : le dimanche pour les transactions ordinaires et le lundi spécialement pour la vente d'animaux particulièrement les bovins et les camelins. Le seul parc à bétail n'est plus fonctionnel du fait de son exigüité et du délabrement total. C'est pour toutes ces raisons que le Conseil Communal a jugé nécessaire de construire deux (2) parcs à bétail au niveau de ces deux (2) marchés Sakabal et Kombaki.

5.3.1.5.7. Sécurisation des parcours pastoraux (délimitation et balisage de couloirs et aires de pâturage) :

La Commune rurale de Roumbou1 étant une zone agro – pastorale, l'agriculture et l'élevage s'exercent de pressions mutuelles : les aires de pâturages et les couloirs de passage s'amenuisent du fait de la progression du front agricole, les champs de cultures subissent à leur tour des dégâts d'animaux. Toute cette situation conduit parfois à de conflits aux conséquences graves. Pourtant, ces deux (2) principales activités doivent être simultanément développées en vue d'accroître l'économie de la Commune.

Afin donc de concilier les deux objectifs d'atténuation de conflits entre acteurs et de croissance économique, le Conseil Communal a décidé d'inscrire au présent plan la délimitation et le balisage des aires de pâturage et principaux couloirs de passage pendant la période de validité du présent plan. Au total 70 km linéaires seront délimités et balisés au cours du présent plan.

5.3.1.6. Amélioration de la santé humaine:

En vue d'assurer une bonne couverture sanitaire dans la Commune et améliorer le cadre de vie de la population, un certain nombre d'actions sont identifiées au cours du diagnostic participatif par les délégués villageois puis par le Conseil Consultatif. Il s'agit de la construction et de l'équipement d'un CSI et des cases de santé, de la réhabilitation des cases de santé, de la construction et de l'équipements des maternités, la construction d'une salle d'hospitalisation, la construction de la salle de mise en observation, de l'approvisionnement en produits pharmaceutiques des cases de santé, de la dotation du CSI en ambulance, de l'électrification et d'adduction en eau potable du CSI et la promotion des latrines familiales.

5.3.1.6.1 Construction et équipement CSI de type II et cases de santé

Le Conseil Consultatif de la Commune rurale de Roumbou1 a retenu la construction et l'équipement d'un autre CSI à Kombaki compte tenu de l'éloignement du chef-lieu de la Commune et du poids démographique de ce centre de regroupement puis la construction et l'équipement de trois (3) cases de santé à Maikoulaké, Dan Jaoudi et Gomozo non encore dotés de structures sanitaires.

5.3.1.6.2. Construction et équipement de la maternité

L'une des raisons du faible taux de fréquentation du CSI de Roumbou1 et des faibles taux de consultations pré et post natales, c'est le manque d'infrastructures appropriées devant à terme accueillir les accouchements. Conscient de cette situation, le Conseil Consultatif a jugé opportun de construire et équiper dans l'enceinte du CSI de Roumbou, une maternité.

5.3.1.6.3. Appui aux cases de santé en produits pharmaceutiques

Les cases de santé actuellement identifiées dans la Commune rurale de Roumbou1 ne sont pas assez bien fournies en médicaments, malgré l'effectivité du système de recouvrement des coûts. Elles n'arrivent pas toujours à satisfaire les besoins des patients. Du reste, c'est

en raison de l'insuffisance voir dans certains cas du manque de médicaments que la fonctionnalité de ces structures est limitée. Fort donc de toutes ces considérations, le Conseil Consultatif a retenu cette action pour renforcer la dotation en produits pharmaceutiques des cases de santé existantes. Ainsi, dès la première année du plan, des produits pharmaceutiques d'usage courant seront achetés et mis à la disposition des 3 cases de santé.

5.3.1.6.4. Diffusion moustiquaires imprégnées

Pour s'inscrire dans politique nationale en matière de lutte contre le paludisme, le Conseil Consultatif de la Commune rurale de Roumbou1 se propose de procéder à la diffusion des moustiquaires imprégnées aux femmes allaitantes ou en grossesse. Il sera donc distribué des milliers de moustiquaires pendant la durée du plan. ::

5.3.1.6.5. Electrification et adduction d'eau potable du CSI de Roumbou1

Les prestations de service des structures sanitaires sont fortement limitées si elles sont dépourvues d'eau et d'électricité. Le centre commercial de la Commune où est implanté le CSI de Roumbou1 dispose déjà d'une MAEP, il suffit juste d'étendre le réseau de desserte à ce centre. La seconde nécessité pour ce dernier reste sans doute l'électrification. Le Conseil Consultatif a donc inscrit ces deux actions pour être réalisées au cours de la période de validation du plan. La première action sera couplée avec le renforcement des capacités de la MAEP tandis que la seconde a opté pour l'achat des panneaux solaires qui alimenteront le CSI.

5.3.1.6.6. Dotation du CSI en ambulance

Pour assurer l'évacuation des malades présentant un état grave et des femmes en difficulté d'accouchement vers Dakoro, le Conseil Consultatif de la Commune rurale de Roumbou1 se propose de doter le CSI en ambulance. Un tel investissement, en raison de l'éloignement de la zone et des difficultés inhérentes de transport, répond ainsi à une exigence à la fois morale et sociale. Etant donné que pour l'instant la Commune n'a pas de ressources suffisantes, la réalisation de cette action est prévue au cours de la troisième année du plan.

5.3.1.7. Amélioration du secteur éducatif

En vue d'améliorer le taux de scolarité et d'alphabétisation des adultes à travers l'amélioration des conditions de travail et d'apprentissage, le Conseil Communal de Roumbou1 a retenu une série d'actions qu'il entend mettre en œuvre d'ici les cinq (5) années à venir.

5.3.1.7.1. Construction et équipement de classes :

Le Conseil Consultatif de Roumbou1 se propose de construire et équiper une cinquantaine de classes en priorisant d'abord les anciennes écoles qui en sont dépourvues avant de satisfaire les besoins nouveaux à l'horizon temporel du plan, c'est-à-dire d'ici 2021.

5.2.1.6. 2.Réhabilitation des classes et dortoir

Au cours du diagnostic participatif, il a été relevé un certain nombre de classes et dortoir en mauvais état. Ces infrastructures doivent être réhabilitées. Au total, 6 classes et 2 dortoirs sont prévus d'être remis en état.

5.3.1.6. 3. Construction magasin pour cantine scolaire

Dans toutes les quatre cantines scolaires de la Commune, il n'existe aucun magasin pour sécuriser les rations. Afin donc de mettre ces vivres dans les meilleures conditions de conditionnement, il est prévu la construction de 4 magasins au niveau de chacun des cantines identifiées.

5.3.1.6.4. Ouverture des centres d'alphabétisation :

Dans la Commune, il a été ouvert par le passé 10 centres d'alphabétisation destinés aux adultes et pour la plupart aux femmes. Conscient que le taux d'analphabétisme est très élevé dans la Commune et qu'aucun développement n'est possible avec l'ignorance et l'analphabétisme, le Conseil Consultatif se propose reconduire la création de 44 centres durant toute la période de validité de plan actualisé (2017-2021). Ce faisant, chaque village administratif sera doté de deux (2) centres d'alphabétisation des adultes (féminin et masculin).

5.3.1.8. Urbanisation et amélioration du cadre de vie

La Commune rurale de Roumbou1 évolue toujours de façon traditionnelle. Il n'existe aucun plan de lotissement au niveau de son chef-lieu et dans les gros villages. Or, la vision à long terme est d'aboutir à une commune répondant au moins aux normes semi urbaine. Partant de ce vœu, le Conseil Consultatif se propose de reconduire la réalisation d'un certain nombre d'actions pour atteindre les objectifs préalablement fixés. Ces actions s'énumèrent comme suit :

5.3.1.8.1. Lotissement du chef-lieu de la Commune et de certains gros villages

Afin de donner une certaine image à la commune, son chef-lieu Roumbou1 ainsi que trois (3) gros villages (Kombaki, Sabarou et Maigochi Jackou) seront lotis au cours du présent plan.

5.3.1.8.2 Traitement des ravins

Le chef-lieu de la Commune est traversé d'est en ouest par une série de ravins qui collectent les eaux de ruissellement et alimentent la mare aux environs du puits de Sakabal. Ces ravins menacent aussi les habitations et dont les conséquences les plus visibles sont l'effondrement des murs et maisons. Conscient de cette menace, le Conseil Consultatif a décidé d'inscrire cette action dans le présent plan.

5.3.1.8.3 Mise en place des charrettes asines pour transport des ordures

Dans le cadre du renforcement de l'hygiène et de l'assainissement au niveau des villages et marchés, des charrettes et des ânes seront placées au niveau de l'ensemble des villages.

Au cours du diagnostic participatif, il a été relevé que la Commune est dépourvue d'infrastructures sportives devant assurer l'épanouissement de la jeunesse. C'est dans ce cadre que le conseil Consultatif a reprogrammé un certain nombre d'actions à savoir la

création d'une aire de jeux, la construction et l'équipement de la MJC et la construction d'un terrain omnisport secondaire. Toutes ces infrastructures seront créées au niveau du chef-lieu de la Commune.

5.3.1.8.4. Construction d'un centre de formation des jeunes

Le chômage massif des jeunes constaté dans la Commune rurale de Roumbou1 est dû en grande partie au manque de qualification professionnelle de cette frange active de la population. Cette situation porte préjudice à une jeunesse en quête d'emplois pour son bien-être. C'est en considération de cette préoccupation majeure que le Conseil Consultatif de Roumbou1 envisage de construire un centre de formation des jeunes dans les principaux secteurs porteurs de la commune.

5.3.1.8.4. Désenclavement de la commune

Dans l'immédiat, le Conseil Consultatif réenvisage de programmer la construction de la portion de la route qui relie la route latéritique traversant la Commune d'est en ouest à Sakabal. De par sa position stratégique, la réalisation de cette route est capitale pour le développement des activités commerciales.

Ce Conseil prévoit aussi comme moyens de désenclaver la Commune, l'installation des antennes cellulaires et des télévisions communautaires.

5.3.2. RENFORCEMENT DU CAPITAL NATUREL

En vue du renforcement du capital naturel, le Conseil Consultatif de la Commune rurale de Roumbou1 a retenu ce troisième axe stratégique et a inscrit sept (7) actions au présent PDC à savoir la création des pépinières et production des plants, la plantation, la fixation des dunes, la récupération des terres de glaci, la surveillance et l'éducation environnementale, l'ouverture des bandes de pare – feu et la vulgarisation des foyers améliorés. Ces actions seront suivies de la formation des pépiniéristes, la formation, le recyclage et l'équipement de brigadiers anti- feux, la formation des paysans sur les techniques de la Régénération Naturelle Assistée (RNA) et de la Sensibilisation des populations sur les changements climatiques. L'objectif étant de contribuer à lutter contre la dégradation de l'environnement en général et des ressources en terres en particulier. Ces actions complémentaires seront développées dans la partie relative au renforcement du capital humain.

5.3.2.1. Création et/ou renforcement des pépinières

Pour le besoin de la production des plants destinés à la récupération des dunes, à la fixation des dunes et aux plantations dans les villages, il sera créé et/ou renforcés six (6) pépinières villageoises à Kombaki, Roumbou, Maikoulaké, Sabarou, Maigochi Saboua et Dan Jaoudi. Il est prévu également la production et la plantation de 150 000 plants au titre de ce PDC.

5.3.2.2. Fixation des dunes

Au cours du diagnostic participatif, il a été relevé la formation des dunes de sables sur environ 100 ha. Ces formations dunaires évolueront si aucune mesure n'est prise à leur

encontre. Pour fixer définitivement ces dunes, le présent PDC a prévu la réalisation des claies périmétrales et croisées (fixation mécanique) et la plantation (fixation biologique) sur 100 ha.

5.3.2.3. Récupération des terres de glacis

Comme mis en évidence par le diagnostic participatif, il existe par endroits dans la Commune des terres suffisamment dégradées du fait de l'érosion éolienne et hydrique. Elles sont constituées par des glacis devenus impropres à toute production agro-sylvo pastorale. Si dans l'immédiat des mesures adéquates de restauration ne sont pas prises, la situation risque fort d'être irréversible à terme. Suffisamment averti des questions environnementales, le Conseil Consultatif a inscrit au présent plan la récupération de 160 ha de terres de glacis à travers la confection des ouvrages anti érosifs et la plantation.

5.3.2.4. Surveillance environnementale

Cette action s'inscrit dans le cadre de la lutte contre le déboisement intensif et le braconnage constatés dans la Commune. Du diagnostic participatif, il est ressorti que la Commune renferme deux principales strates ligneuses : arbustive et arborée, dominées par des peuplements d'*Acacia raddiana*, de *Balanites aegyptiaca*, d'*Acacia albida* et de *Calotropis procera*. Ces espèces subissent cependant des coupes frauduleuses pour la satisfaction des besoins en bois de service, de feu et même d'œuvre. Cette situation risque de faire disparaître les dernières reliques si aucune mesure n'est prise. C'est donc pour contrecarrer ces actions néfastes de l'homme sur les ressources naturelles en général et les ressources ligneuses en particulier que le Conseil Consultatif a décidé de mettre en place un système efficace de surveillance de l'environnement de façon participative. La stratégie à mettre en œuvre consistera à créer des comités villageois de surveillance de l'environnement qui seront en même temps des conseillers en matière de protection et de gestion de l'environnement. Ce plan a prévu de doter l'ensemble des villages de son propre comité.

5.2.2.5. Ouverture de bandes pare - feu

Aux fins de prévenir les dégâts des feux de brousse sur les pâturages, le Conseil Consultatif envisage d'ouvrir chaque année 100 km de bandes pare-feux au niveau des zones à hautes potentialités fourragères et à haute concentration du cheptel.

5.2.2.6. Vulgarisation des foyers améliorés

Dans la Commune rurale de Roumbou, le bois de feu est devenu une denrée rare. Le peu de bois acquis à grand frais est mal géré par les femmes.

Il est difficile en milieu rural d'interdire le bois de feu, mais des stratégies d'utilisation rationnelle de cette ressource existe. Il s'agit entre autres le recours aux moyens d'économie de bois comme les foyers améliorés. C'est cette alternative que le Conseil Consultatif envisage développer en en vulgarisant 420 foyers améliorés sur l'ensemble des villages de la Commune. Ces foyers améliorés seront mis à la disposition des groupements féminins qui

à leur tour organiseront la distribution. L'objectif visé ici est que cette action fasse tâche d'huile dans la Commune.

5.3.3. RENFORCEMENT DU CAPITAL HUMAIN ET ORGANISATIONNEL

C'est le quatrième axe stratégique sur lequel doivent se reposer toutes les interventions car l'homme est à la fois acteur principal et bénéficiaire des toutes les actions de développement.

Ainsi, le présent plan a identifié un certain nombre d'objectifs autour desquels s'ordonneront toutes les actions relatives au renforcement du capital humain et organisationnel.

5.3.3.1. Création des cadres de concertation et formation/sensibilisation des populations

- Mise en place d'un cadre de concertation sur la gestion des risques et catastrophes
- En vue de prévenir et de gérer les risques et catastrophes naturels, il sera mis en place au niveau de la Commune, un cadre de concertation composé des représentants de tous les acteurs intervenants dans ladite Commune (représentants des partenaires techniques et financiers, population locale).
- Mise en place des comités de suivi de vulnérabilité au niveau communal et communautaire

Les comités de suivi de vulnérabilité sont appelés à jouer un rôle très important dans la transmission des informations relatives à la vulnérabilité au niveau communal et communautaire. C'est pour cette raison que, après avoir créé un cadre de concertation au niveau communal, il sera relayé au niveau village par des comités locaux qui suivront toutes les situations liées à la vulnérabilité. Vingt deux (22) comités (dont un au niveau communal) seront mis en place au titre de ce plan.

5.3.3.2. Formation des paysans en techniques de compostage

Il a été constaté que l'utilisation des engrais chimiques constitue un danger pour la nature en général et pour l'environnement en particulier. L'objectif est de tendre aujourd'hui vers des produits qui nuisent moins l'environnement. C'est fort de ce constat et étant donné que les terres s'appauvrissent, le Conseil Consultatif a retenu cette action qui doit tendre vers la valorisation et l'utilisation des produits locaux. La formation en techniques de compostage s'adressera pour l'instant à deux paysans pilotes par villages qui à leur tour transmettront les connaissances à leurs pairs.

5.3.3.3. Formation, recyclage et équipement de brigadiers phytosanitaires

La Commune ayant déjà envisagé de créer trois (3) banques d'intrants pour entre autres faire face aux pressions parasitaires, il est nécessaire de compléter ces infrastructures par la formation des brigadiers phytosanitaires. C'est à cette fin que durant la phase d'exécution de ce plan, il a été prévu de former et recycler 46 brigadiers

5.3.3.4. Formation et suivi des multiplicateurs des semences

Afin de rendre disponible les semences améliorées dans la Commune et avec l'expérience initiée par certains partenaires comme le FEM à travers l'ONG AGIR et ALAD, des multiplicateurs de semences seront formés et suivis localement. Cette initiative rentre dans le cadre de l'adaptation aux changements climatiques. Au total, 160 paysans seront formés à cet effet.

5.3.3.5. Formation et recyclage des paysans sur la collecte des données pluviométriques

L'installation des pluviomètres au niveau de chacun des 22 villages de la Commune a pour but de collecter les données relatives aux quantités de pluies tombées et de se renseigner sur leur répartition dans le temps et dans l'espace. Cet enregistrement des données nécessite une certaine maîtrise de la part du releveur. C'est dans ce cadre qu'il a été prévu dans le PDC, la formation, le recyclage et le suivi des paramètres pluviométriques par des paysans à raison de deux personnes par village soit au total 44 paysans.

5.3.3.6. Formation, recyclage et équipement des auxiliaires d'élevage

La Commune rurale de Roumbou est une zone de forte concentration de grands troupeaux qui y séjournent pendant plusieurs mois. De même, plusieurs couloirs internationaux de transhumance la traversent du Sud au Nord et d'Est en Ouest. Or, cette entité administrative ne dispose pas actuellement d'une cellule d'intervention de base (CIB) pour assurer un encadrement de proximité des éleveurs. Dans toute la Commune, les auxiliaires d'élevage au nombre de 2 ne peuvent pas satisfaire toute la demande des éleveurs. C'est pourquoi, le Conseil Consultatif a décidé de rehausser ce nombre en formant deux «(2) autres auxiliaires dès la première année du plan.

5.3.3.7. Formation des producteurs sur les nouvelles techniques d'élevage, de récolte et conservation de fourrages

Dans la Commune rurale de Roumbou¹, l'élevage constitue la deuxième activité socio économique après l'agriculture. Ce secteur doit être développé à travers l'amélioration des techniques d'élevage. C'est dans ce cadre et pour faire face à l'insécurité alimentaire que le présent plan a retenu la formation des producteurs en nouvelles techniques d'élevage, de récolte et de conservation des foin. Cette série de formation s'adresse sur toute l'étendue de la Commune.

5.3.3.8. Mise en place des COFOB et COFOCOM et sensibilisation des populations sur la prévention et la gestion des conflits

La gestion des conflits est un axe très stratégique sur lequel la Commune compte beaucoup. En vue de prévenir les conflits qui pourraient surgir entre les différents usagers des ressources naturelles, le plan prévoit la mise en place et l'équipement d'une (1) COFCOM et de vingt et une (21) COFOB.

Cette mise en place sera suivie d'une série de fora relatif à la prévention et la gestion des conflits (sensibilisation sur la libération des champs, la descente précoce des animaux, etc.) et à la vulgarisation des textes du code rural.

5.3.3.9. Formation, recyclage et équipement des matrones

A l'issue du diagnostic participatif, il a été relevé un faible taux d'encadrement de proximité des populations en général et de la femme en particulier dans le domaine sanitaire. Le Conseil Consultatif, en prospectant les voies et moyens alternatifs, a retenu le principe de la formation, le recyclage et l'équipement des matrones comme solution transitoire.

Ainsi, pour assurer les premiers soins de proximité et assister les femmes en travail dans les villages et hameaux, quarante quatre (44) matrones seront formées et équipées au cours de la durée du présent PDC.

5.3.3.10. Formation et équipement de pépiniéristes

La production des plants s'avère de plus en plus une activité porteuse et bénéfique pour les producteurs en raison de l'accroissement de la demande de plants. Plusieurs intervenants et partenaires au développement s'orientent davantage vers ces producteurs pour acheter directement les plants. Dans le souci de développer des filières porteuses et de créer l'emploi, le Conseil Consultatif a prévu la formation de trente (30) pépiniéristes repartis au niveau des six (6) pépinières qui seront installées.

5.3.3.11. Formation et équipement de brigadiers anti- feux

La lutte préventive contre les feux de brousse passe entre autres par l'ouverture des bandes pare-feux, la sensibilisation et la formation des brigadiers anti-feu. Cette dernière action a été aussi retenue par le Conseil Consultatif pour sécuriser les ressources naturelles en dégradation continue. Ainsi, il a été prévu dans ce plan la formation, le recyclage et l'équipement de 44 brigadiers anti-feux sur toute l'étendue de la Commune.

5.3.3.12. Formation des paysans sur la pratique de la Régénération Naturelle Assistée

Il a été constaté une forte régénération naturelle à plusieurs endroits de la Commune. Or, les paysans, au moyen des préparatifs des champs ne prennent pas le soin d'épargner ces jeunes plants qui poussent naturellement. Pourtant, cette technique de repérage et de sélection des jeunes pousses est la mieux indiquée au Sahel où la pluviométrie est aléatoire. Il suffit donc que les paysans apprennent à épargner les sujets dans leurs champs sans concurrencer les cultures. C'est cette technique qui a été retenue par le Conseil Consultatif pour intéresser 110 paysans au cours de l'exécution de ce PDC. Il sera donc formé 5 paysans par village en technique de RNA et du défrichement amélioré.

5.3.3.13. Formation des meuniers

Les meuniers ont pour métier la réparation des moulins tombés en panne. Pour assurer localement la réparation d'une dizaine de moulins dans la Commune, le Conseil Consultatif a jugé plus opportun de former les meuniers sur place. Les communautés en général et les groupements féminins en particulier peuvent ainsi à tout moment faire recours à eux pour

procéder au dépannage de ces équipements. De ce fait, le coût de la prestation serait plus abordable comparativement au prix d'une prestation venant d'ailleurs. Par ailleurs, une telle formation aura comme avantage additionnel, la création d'emplois rémunérés au profit d'une jeunesse qui en a tant besoin.

Ainsi, au titre du présent PDC, il sera formé vingt (20) meuniers dans la Commune.

5.3.3.14. Création d'un cadre de concertation des organisations de la jeunesse

La jeunesse constitue la couche la plus importante dans la Commune rurale de Roumbou. Malheureusement cette jeunesse est mal organisée et manque de cadre de concertation en vue de mûrir des réflexions pour leur épanouissement. Conscient de cette situation de désœuvrement, le Conseil Consultatif a prévu dans ce plan, la création d'un cadre de concertation des organisations de la jeunesse.

5.3.3.15. Mise en place et formation des COGES spécifiques

Dans le PDC de la Commune rurale de Roumbou, il a été prévu la mise en place et la formation des comités de gestion des infrastructures spécifiques. Ces infrastructures concernent entre autres les BC, les BAB, les BI, les PE, les infrastructures sanitaires, les moulins, etc.

5.3.3.16 . Sensibilisation des parents sur la scolarisation des enfants :

L'objectif général visé à travers l'amélioration du secteur éducatif est de rehausser significativement le taux de scolarité dans l'enseignement de base pour tendre vers les objectifs fixés par les OMD et la SDRP. La présente action vient en complément aux investissements programmés dans ce secteur au titre du présent plan quinquennal. C'est fort de cela que le Conseil Consultatif de la Commune rurale de Roumbou se propose de mener de vastes campagnes de sensibilisation pour la scolarisation des enfants et particulièrement de la jeune fille en vue de la parité de sexes, conformément à la SDRP. Au total dix (10) campagnes sont prévues à l'échelle quinquennale du plan, soit deux (2) campagnes par an, dont une en début d'année et la seconde au milieu de l'année.

5.3.3.17. Sensibilisation des populations sur la lutte contre l'incivisme fiscal

Aucune Commune dans le monde ne peut se développer tant que ses filles et fils ne payent pas leurs taxes et impôts. Aussi, tout partenaire au développement qui compte appuyer une entité administrative doit d'abord analyser sa performance sur le plan de la mobilisation des ressources internes. Or, il a été relevé au cours du diagnostic participatif que le problème de l'incivisme fiscal est très préoccupant dans la Commune rurale de Roumbou. Conscient de ce handicap, le Conseil Consultatif s'est engagé à asseoir une stratégie visant à convaincre les populations sur la nécessité de s'acquitter de leurs devoirs. Il entend ainsi mener une campagne de sensibilisation à l'endroit de ces populations sur la lutte contre l'incivisme fiscal.

5.3.3.18. Allégement des tâches aux femmes et renforcement de leur pouvoir d'achat

Il est établi que les femmes, dans la commune rurale de Roumbou en plus de leurs contraintes quotidiennes (travaux domestiques et ménagers), participent au développement de leur entité administrative au même titre que les hommes. C'est donc dire que celles-ci sont suffisamment vêtues par l'ampleur des tâches qui les assaillent. Afin d'alléger les souffrances des femmes, le Conseil Consultatif a envisagé de les soutenir à travers un certain nombre d'actions. Il s'agit de la mise en place des moulins à grains et des moyens d'exhaure, l'appui en machine à coudre, Moulinex, Tricotage, l'octroi fonds de roulement aux groupements féminins et de leur organisation.

5.3.3.19.1. Mise en place des moulins à grains :

C'est la solution retenue pour alléger la femme du pilage. Cette installation de moulins à grains permettra de libérer un peu de temps aux femmes pour le consacrer au repos personnel ou à d'autres activités rentables. Ainsi, il est envisagé au titre de ce PDC la mise en place de dix (10) moulins à grains repartis sur 4 ans à raison de 3 moulins par an et un seul la quatrième année.

5.3.3.19.2. Mise en place des moyens d'exhaure

Cette action tout comme la précédente s'inscrit dans le cadre de l'allégement des tâches et en particulier la corvée d'eau. Il est prévu la mise en place de 24 moyens d'exhaure aux groupements féminins.

5.3.3.19.3. Appui en machine à coudre, Moulinex et tricotage

Le Conseil Consultatif a retenu cette action pour d'accroître les revenus des femmes à travers la réalisation des petits métiers. Il est prévu au titre de ce plan, l'acquisition de 110 machines à coudre, 110 Moulinex et 22 lots de matériels de tricotage destinés aux groupements féminins.

5.3.3.19.4. Octroi fonds de roulement

Pour permettre aux femmes de conquérir leur indépendance économique par la pratique d'activités économiquement rentables, notamment les activités génératrices de revenus, le Conseil Consultatif de la Commune rurale de Roumbou entend soutenir les groupements féminins par un appui en capitaux. Ainsi, un fonds de 500 000 F par village sera placé sous forme de crédit à rembourser pour passer à d'autres bénéficiaires.

5.3.3.19.5 Organisation des femmes

Il a été constaté que les femmes ne sont pas suffisamment organisées en structures dynamiques à même de prendre en charge leurs intérêts spécifiques. Les organisations féminines présentement identifiées sont en général en état de léthargie. Afin de répondre au souhait exprimé par les femmes, le Conseil Consultatif a retenu entend mettre en œuvre cette action au cours du présent PDC.

5.3.4. RENFORCEMENT DE LA BASE ECONOMIQUE LOCALE

Au cours du diagnostic participatif, il a été relevé que l'agriculture, l'élevage, le commerce et les AGR sont les principaux piliers de la croissance économique locale et de lutte contre l'insécurité alimentaire, identifiés dans la Commune rurale de Roumbou.

Ces activités ont plus que jamais besoin d'un soutien pour leur promotion.

C'est de cet impératif que dépendra la vie des communautés. Aussi, la lutte contre la pauvreté dans cette Commune passe la promotion de cette base qui, une fois réalisée, consolidera de solides fondements à l'économie locale.

En analysant cette situation, le Conseil Consultatif a décidé d'envisager des mesures propres à garantir un système de production et d'échange performant à l'intérieur de cette jeune Commune rurale.

5.3.4.1. Promotion de l'agriculture

Comme indiqué dans l'analyse diagnostique, la Commune rurale de Roumbou recèle d'importantes potentialités agricoles en termes de superficies cultivables, de la diversification des cultures et de main d'œuvre.



Photo 10:Appui de l'i3N en tracteur a la commune de Roumbou 1

L'exploitation optimale de ces potentialités dans la Commune, placera véritablement cette agriculture au rang de moteur de la croissance et du développement économique. Ces mesures consisteront entre autres à lever les contraintes structurelles et conjoncturelles maîtrisables en vue d'augmenter significativement les rendements et pourvoir en conséquence aux besoins alimentaires d'une population en croissance constante. C'est à ce titre que toutes les actions précédemment décrites ont été retenues par le Conseil Consultatif pour améliorer significativement la production agricole et lutter efficacement contre l'insécurité alimentaire. Elles portent essentiellement sur la modernisation des techniques culturales, l'amendement humique, la lutte contre les ennemis de cultures, et la promotion de la culture de manioc. Cette dernière activité a été retenue par le Conseil

Consultatif car les délégués villageois ont insisté sur l'importance de cette spéculation et surtout sur sa contribution inestimable à la lutte contre l'insécurité alimentaire. Des producteurs isolés s'estiment heureux avec les retombées tirées de la culture du manioc. Partant de toutes ces idées convaincantes, le Conseil Consultatif se propose de promouvoir cette culture sur l'ensemble des villages de la Commune. Des boutures de manioc seront achetées et mises à la disposition des producteurs.

Dans le cadre de l'atténuation des crises alimentaires liées aux variabilités et changement climatiques, l'Etat a initié un panel d'activités en vue d'accompagner la résilience des populations ; il s'agit entre autres des opérations vente à prix modérés (Mil ; Maïs, sorgho, le sucre etc), la distribution gratuite Ciblée (DGC) au profit des ménages les plus vulnérable, les opérations de Cash For Work (CES/DRS), la distribution des semences améliorées. L'Etat a aussi initié la construction d'une maison de paysans au niveau de la commune de Roumbou I afin d'alléger les tâches aux populations en lien avec les activités de production (agriculture, élevage etc.



Photo 11: Magasin de stockage de 200T dans le cadre de la « maison du paysan » de la commune de Roumbou 1

5.3.4.2. Promotion de l'élevage

La Commune rurale de Roumbou1 est une zone d'élevage par excellence.

Paradoxalement, les infrastructures pastorales pouvant assurer le développement de ce secteur font cruellement défaut. Pour corriger cette insuffisance, le Conseil Consultatif a d'ores et déjà identifié et retenu un certain nombre d'actions en faveur de l'élevage au titre du présent PDC. Il s'agit principalement des actions de renforcement des infrastructures pastorales et de maîtrise de la situation sanitaire. A ces mesures concourant au développement de cet élevage, il faut ajouter d'autres actions relatives au renforcement de l'encadrement de proximité des éleveurs et la reconstitution du cheptel ou l'embouche.

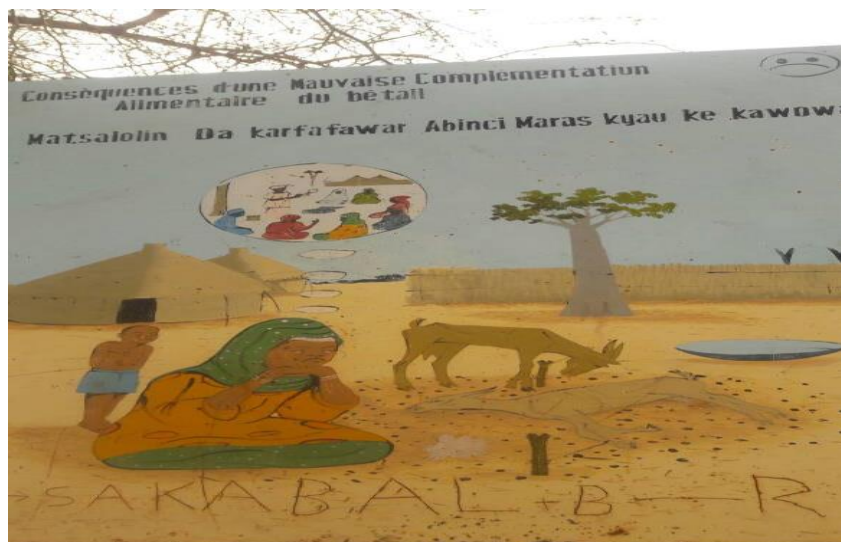


Photo 12: Panneau de sensibilisation
5.3.4.3. Reconstitution du Cheptel :

Suite à la dernière crise alimentaire de 2009, aux sécheresses récurrentes et aux épizooties, la majorité des éleveurs ont perdu leur capital bétail. Les ménages et particulièrement les femmes sont de ce fait devenus plus vulnérables car ne disposant plus de quoi faire face à l'insécurité alimentaire. Afin donc de soutenir ces vulnérables éleveurs, le Conseil Consultatif a bien voulu reconduire au titre du présent PDC la reconstitution du cheptel. Il sera essentiellement question de réintroduire la chèvre rousse dans les ménages ayant tout perdu. Il sera ainsi placé au niveau de ces ménages des têtes de bétail et ce, à partir de la première jusqu'à la cinquième année d'exécution du plan.



Photo 13: Reconstitution du cheptel
5.3.4.4. Embouche :

Compte tenu de l'importance des 2 marchés hebdomadaires particulièrement pour la vente d'animaux, l'embouche présenterait une grande opportunité économique et commerciale fort porteuse. C'est à ce titre que le Conseil Consultatif épousant le souhait des délégués villageois, a placé cette activité au cœur des principales activités génératrices de revenus. Portant à la fois sur les bovins et les ovins, elle sera exécutée dès la première année du plan

5.3.4.5. Soutien aux activités génératrices de revenus

Un certain nombre d'activités génératrices de revenus ont été identifiées à l'issue du diagnostic participatif par les femmes. Ces activités génèrent des revenus substantiels aux femmes qui deviennent économiquement indépendantes. Mais, ces activités, pour être développées véritablement ont besoin soutien à travers des financements additionnels conséquents. C'est pourquoi, le Conseil Consultatif de la Commune rurale de Roumbou, après avoir organisé les groupements féminins, entend stimuler ces structures féminines par le renforcement du réseau actuel de micro-finance et la recherche de nouveaux partenaires financiers.

5.3.5. RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE LOCALE

« Quel que soit la pertinence des actions retenues et la qualité du PDC, sans un véritable renforcement des capacités du Conseil Municipal et la création d'un cadre adéquat de travail, la mise en œuvre des actions sera une problématique ». En vue donc de satisfaire ces exigences, le Conseil Consultatif a retenu cinq (5) actions principales qu'il a inscrites au présent plan. Il s'agit de l'équipement d'un siège pour la Mairie, l'organisation des voyages d'études, le renforcement des capacités des conseillers municipaux sur la bonne gouvernance, la formation des conseillers communaux et autres acteurs en matière d'analyse des risques climatiques et le développement du partenariat.

5.2.5.1. Renforcement des capacités des conseillers municipaux sur la bonne gouvernance

Pour jouer convenablement le rôle qui leur est dévolu, conseils communaux ont plus que jamais besoin de renforcement des capacités sur la bonne gouvernance et autres thèmes aussi vastes que variés comme :

- La gestion administrative et financière de la Commune ;
- La fiscalité communale et la mobilisation des ressources municipales ;
- La prévention et la gestion des conflits.

C'est dans cet esprit que le Conseil Consultatif a initié et inscrit cette activité dans le présent PDC. Ces formations pourront être dispensées en première et troisième année du plan.

5.3.5.2. Formation des conseillers communaux et autres acteurs en matière d'analyse des risques climatiques

La Commune rurale de Roumbou fait partie des communes sur lesquelles une attention toute particulière doit être portée notamment en ce qui concerne les aspects liés aux changements climatiques. C'est pourquoi, il est nécessaire que les élus et les autres acteurs sachent comment analyser les risques climatiques. C'est dans ce cadre que le Conseil Consultatif a jugé opportun d'inscrire cette action dans le présent PDC.

5.3.5.3. Développement du partenariat

Plusieurs partenaires au développement commencent à s'intéresser déjà à la Commune rurale de Roumbou et les communautés à la base dans leurs efforts quotidiens de lutte

contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Ils apportent leurs appuis techniques et financiers à cette jeune entité administrative. Conscients du rôle de ces partenaires dans le développement local et sachant que la mise en œuvre de ce plan ne saurait effective sans le soutien extérieur, le Conseil Consultatif, entend consolider et renforcer les relations avec ces partenaires actuels et prospecter avec eux toutes les possibilités de financement éligibles à leur agenda. Aussi, entend-il élargir l'éventail de ce partenariat en engageant une véritable offensive dans ce sens en vue d'attirer des financements additionnels indispensables à l'exécution du présent PDC.

5.3.6. RENFORCEMENT DU CAPITAL FINANCIER

C'est le cinquième axe stratégique d'intervention retenu au titre du présent PDC car l'exécution réussie de ce plan ne sera véritablement possible que dans la mesure où les objectifs qui concourent au renforcement du capital financier de la Commune auront été préalablement et nécessairement atteints. Autrement dit, la mise en œuvre du présent plan reste conditionnée par la mobilisation des ressources financières. Ces ressources, sans doute d'origine diverse, proviendront non seulement des dotations du budget propre de la Commune, mais aussi et surtout de la mobilisation de financements externes additionnels. Aussi, le Conseil Consultatif doit-il envisager l'amélioration du recouvrement des impôts et taxes locaux d'une part, le renforcement des structures émergentes de la micro-finance d'autre part et enfin la prospection des sources de financements additionnels.

5.3.6.1. Amélioration du recouvrement des impôts et taxes

Les impôts et taxes locaux constituent l'essentiel des ressources budgétaires internes de la Commune. L'exécution du budget de fonctionnement et celui des investissements dépend des produits qu'ils génèrent. C'est pourquoi, le Conseil Consultatif doit d'abord et avant tout compter sur les ressources propres de la Commune pour réaliser les objectifs de développement.

Malheureusement, force est de constater que ces ressources internes ne sont pas véritablement mobilisées à cause de l'incivisme fiscal.

Pour ce faire, le Conseil Consultatif est tenu d'asseoir une stratégie efficace de mobilisation des ressources internes avant de prétendre à une quelconque aide extérieure. C'est dans ce cadre qu'il a été inscrit dans le présent PDC, de vastes campagnes de sensibilisation des populations sur la lutte contre l'incivisme fiscal.

5.3.6.2. Création d'une mutuelle d'épargne et de crédit

Dans toute la Commune de Roumbou, il n'existe aucune d'institution de micro-finance qui puisse soutenir les différentes organisations socio professionnelles qui émergent. Or, la présence d'une telle institution est capitale dans une entité administrative pour son développement.

En raison de l'importance des modes de financements pour les petites activités génératrices de revenus, le Conseil Consultatif entend d'une part encourager la reconnaissance des

organisations locales et d'autre part créer une mutuelle d'épargne et de crédits et chercher des financements à leur profit au titre du présent PDC.

5.3.6.3. Prospection de sources de financements additionnels

La mise en œuvre du présent PDC dépendra inévitablement de la mobilisation des ressources tant internes qu'externes.

S'agissant singulièrement des ressources externes, leur part dans le financement de ce plan est très capitale du moment où les contributions locales (celles de la Commune et celles des populations) ne sauraient permettre d'atteindre les objectifs de développement retenus.

C'est pourquoi, le Conseil Consultatif s'engage non seulement à consolider les rapports avec les partenaires techniques et financiers actuels, mais également à prospecter d'autres voies en vue d'attirer d'autres partenaires au développement.

5.4. COHERENCE AVEC LES ODD ET LES STRATEGIES NATIONALES DE DEVELOPPEMENT

5.4.1. COHERENCE DES AXES STRATEGIQUES ET OBJECTIFS DU PDC AVEC LES ODD, LE PDES ET L'INITIATIVE 3N

Les objectifs de développement du PDC sont en harmonie avec les orientations stratégiques au plus haut à savoir celles des Objectifs de développement Durable (ODD), du Plan de Développement Economique et Social (PDES) et de l'Initiative 3N « *les nigériens nourrissent les nigériens* »

❖ **Cohérence des objectifs du PDC avec les ODD**

Tableau 14 : Cohérence des objectifs du PDC avec les ODD

Objectifs PDC	Objectifs ODD
Augmenter la production agricole et améliorer la résilience climatique du secteur : Axe : Amélioration des productions agrosylvopastorales et renforcement de la résilience climatique du secteur rural	• ODD1 : Eliminer l'extrême pauvreté et la faim • Assurer un environnement durable
Rehausser les productions animales et réduire les effets néfastes du changement climatique : Axe : Amélioration des productions agrosylvopastorales et renforcement de la résilience climatique du secteur rural	
Restaurer et préserver les ressources naturelles et inverser leur tendance à la dégradation : Axe : Amélioration des productions agrosylvopastorales et renforcement de la résilience climatique du secteur rural	
Augmenter le taux de scolarisation : Axe : Amélioration de l'accès des populations aux services sociaux de base	• ODD4 : Assurer une éducation primaire pour tous
Rehausser le taux de couverture sanitaire ainsi que la qualité des soins : Axe : Amélioration de l'accès des populations aux services sociaux de base	• ODD3 : Améliorer la santé maternelle • ODD3 : Combattre le VIH/Sida, le paludisme et autres maladies
Rehausser le taux de desserte en eau potable : Axe : Amélioration de l'accès des populations aux services sociaux de base	
Augmenter les revenus monétaires des populations : Axe : Promotion des activités économiques et développement des infrastructures de communication	• ODD5 : Promouvoir l'égalité des sexes et faire la promotion de l'autonomisation des femmes
Promouvoir la gouvernance locale et la décentralisation :	• Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

❖ **Cohérence des axes stratégiques du PDC avec le PDES**

Tableau 15 : Cohérence des axes stratégiques du PDC avec le PDES

Axe du PDC	Axe du PDES
Amélioration des productions agrosylvopastorales et renforcement de la résilience climatique du secteur rural	Axe 3 : Sécurité alimentaire et développement agricole durable
Amélioration de l'accès des populations aux services sociaux de base	Axe 5 : Promotion du développement social
Promotion de la gouvernance locale et la décentralisation	
Promotion des activités économiques et développement des infrastructures de communication	Axe 1 : Promotion d'un développement durable, équilibré et inclusif

❖ **Cohérence des axes stratégiques du PDC avec l'initiative 3N**

Tableau 16 : cohérence avec les axes stratégiques du PDC avec l'initiative 3N

Axe du PDC	Axe de la stratégie 3N
Amélioration des productions agrosylvopastorales et renforcement de la résilience climatique du secteur rural	• Accroissement des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques • Amélioration de la résilience des groupes vulnérables face aux changements climatiques, aux crises alimentaires et catastrophes naturelles
Promotion des activités économiques et développement des infrastructures de communication	
Promotion de la gouvernance locale et la décentralisation	
Amélioration de l'accès des populations aux services sociaux de base	Améliorer l'état nutritionnel des nigériens

Comme on le constate, les ODD et les stratégies/Politiques nationales se recoupent. Il est aussi aisé de remarquer que les objectifs de développement définis dans ce PDC sont bien en cohérence avec toutes ces stratégies.

VI. PROGRAMME D’ACTIONS ET D’INVESTISSEMENTS

6.1- PROGRAMME D’INVESTISSEMENTS PLURIANNUEL (PIP) DE LA COMMUNE

Réaliser la vision de la Commune Rurale de Roumbou1, c’est atteindre des résultats et des objectifs spécifiques préalablement fixés.

Le PIP est l’ensemble des investissements publics que la Commune se propose de réaliser au titre du présent PDC à l’horizon temporel de 5 ans (2017-2021). Il se rapporte aux objectifs quantifiés du plan assortis de leurs coûts et de leur localisation. Il est détaillé dans le tableau ci-après

Tableau 17 : Plan d'investissement Pluriannuel (2017-2021) de la Commune rurale de Roumbou (Département de Dakoro) (Coût x 1000 FCFA)

SECTEUR	ACTIVITES	UNITE	QTITLE	COUTOTAL	ANNEES										SOURCE DE FINANCEMENT			LOCALISATION
					2 017		2 018		2 019		2 020		2021		POP	MAIRIE	PT F	
					QTE	COUT	QTE	COUT	QTE	COUT	QTE	COUT	QTE	COUT				
Agriculture	Approvisionnement en semences améliorées	Mil (t)	47	47000	7	8000	10	10000	10	10000	10	10000	10	10000			X	Tous les
		Sorgho (t)	32	32000	4	4000	7	7000	7	7000	7	7000	7	7000			X	villages
		Niébé (t)	27	88000	3	40000	6	12000	6	12000	6	12000	6	12000			X	
	Recyclage des brigadiers	Brigadier	160	2840	20	40	35	700	35	700	35	700	35	700			X	Roumbou, Kombaki, Maikoulaké
	Mise en place Banque d'intrants	BI	2	13000	0	0	1	6500	0	0	1	6500	0	0		X	X	
	Mise en place des charrettes mono bovines	Charrette, Bœuf	75	1800	0	0	35	840	40	960	0	0	0	0	X		X	Tous les villages
	Formation des paysans en technique de compostage	Paysans	40	40	0	0	20	20	20	20	0	0	0	0			X	Tous les villages
	Formation des multiplicateurs des semences	Paysans	100	2500	0	0	100	2500	0	0	0	0	0	0			X	Tous les villages
	Suivi des multiplicateurs	Suivi	100	10	0	0	100	10	0	0	0	0	0	0			X	Tous les villages
	Création d'un District agricole	District	1	25000	0	0	1	25000	0	0		0	0	0		X	X	Chef lieu de la Commune
	Promotion du Warrantage	centres	2	20000	0	0	1	10000	1	10000	0	0	0	0			X	Tous les centres de regroupement
	Mise en place desBC	BC	4	16800	0	0	0	0	4	16800	0	0	0	0	X		X	Maigochi
																		saboua, Garin Mahaman
																		, Roumbou II, Dambé, Dan Sarko.

																	Kombaki II,
																	Kombaki III,
																	Garin Bouzou
Mise en place et formation des COGES	BC	8	1600	0	0	4	800	4	800	0	0	0	0			X	"
Etat des lieux des BC et redynamisation des structures de gestion	BC	1	2000	0	0	1	2000	0	0	0	0	0	0			X	13 villages
Renforcement de stock des BC	BC	11	12100	0	0	3	3300	3	3300	3	3300	2	2200	X		X	14 villages
Promotion de la culture de manioc	Paysans	50	220	0	0	50	220	0	0	0	0	0	0			X	Tous les villages du centre de Kombaki
Mise en place des comités de suivi de vulnérabilité au niveau communal et communautaire	Comité	22	0	22	0	0	0	0	0	0	0	0	0			X	Toute la commune
Clôture grillagée des pluviomètres installés	Pluviomètres	20	540	0	0	20	540	0	0	0	0	0	0			X	Tous les villages
Formation et équipement des paysans sur la collecte des données pluviométriques	Paysans formés	44	100	0	0	44	100	0	0	0	0	0	0			X	Tous les villages
Recyclage des paysans sur la collecte des données pluviométriques	Paysans formés	44	1000	0	0	0	0	44	1000	0	0	0	0			X	Tous les villages

	Appui en équipement pour le suivi des paramètres météorologiques	Moto, unité informatique	0	0	0	0											X	Commune
	Suivi paramètres météorologiques	Suivi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			X	Commune
	Mise en place d'un cadre de concertation sur la gestion des risques et catastrophes	Cadre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			X	Commune
Elevage	Construction parc de vaccination	Parc	2	6000	0	0	1	3000	1	3000	0	0	0	0		X	X	Sakabal, Maikoulaké , Kombaki
	Vaccination du cheptel	Dose de vaccin	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			X	Tous les villages
	Construction parc à bétail	Parc à bétail	2	40000	0	0	1	20000	1	20000	0	0	0	0		X	X	Sakabal, Kombaki
	Construction aires d'abattage	Aires d'abattage	1	3000	0	0	0	0	1	3000			0	0		X	X	Sakabal, Kombaki
	Création d'une CIB	CIB	1	25000	0	0	1	25000	0	0	0		0	0	X	X	X	Sakabal
	Formation et équipement des Auxiliaires d'élevage	Auxiliaires	2	600	0	0	2	600	0	0	0	0	0	0			X	Maikoulaké, Dan Jaoudi
	Construction et approvisionnement t BAB	BAB	2	20000	0	0	1	10000	1	10000	0	0	0	0		X	X	Kombaki, Maikoulaké
	Formation des COGES BAB	COGES	2	1000	0	0	1	500	1	500	0	0	0	0			X	"

	Formation des producteurs sur les nouvelles technologies d'Elevage	Producteurs	44	1320	0	0	44	1320	0	0	0	0	0	0			X	Tous les villages de la commune
	Formation des producteurs en techniques de récolte et de conservation de fourrages	Producteurs	44	1320	0	0	44	1320	0	0	0	0	0	0			X	Tous les villages
	Reconstitution du cheptel	Tête de bétail	2 475	61875	0	0	825	20625	825	20625	825	20625	0	0	X		X	Tous les villages
	Embouche bovine	Tête de bovins	110	19800	0	0	50	9000	30	5400	30	5400	0	0	X		X	"
	Embouche ovine	Tête d'ovins	1 600	56000	0	0	600	21000	500	17500	500	17500	0	0	X		X	"
	Prévention des conflits (sensibilisation sur descente précoce, etc.)	Forum	26	20000	2	2000	6	4500	6	4500	6	4500	6	4500			X	Toute la Commune
	Vulgarisation des textes	Forum	7	2500	1	1000	2	500	2	500	2	500	0	0			X	Tous les villages
	Mise en place des structures du code rural	COFOCOM	1	4000	0	0	1	4000	0	0	0	0	0	0			X	Commune
		COFOB	22	7350	0	0	12	3850	0	0	10	3500	0	0			X	Tous les villages
	Sécurisation foncière	Titre	350	11200	0	0	70	2240	100	3200	130	4160	50	1600			X	Tous les villages
Commerce/Artisanat	Sécurisation des parcours pastoraux	km Couloir de passage, Aires de pâturage	45	11250	0	0	25	6250	20	5000	0	0	0	0		X	X	Commune
	Appui à la structuration et formation des corps de métiers	Corps de métier	4	1000	0	0	4	1000	0	0	0	0	0	0			X	Chef lieu Commune
	Formation entrepreneuriat jeunesse	Jeune	3	600	0	0	3	600	0	0	0	0	0	0			X	Centre de Sakabal, Maikoulaké et Kombaki

	Mise en place fonds de roulement et Equipement des artisans ruraux	Corps de métier	4	8000	0	0	4	8000	0	0	0	0	0	0			X	Toute la Commune
Promotion de la femme	Mise en place des moulins	Moulin/Abri	7	7000	0	0	3	3000	3	3000	1	1000	0	0	X		X	Atoulé, Dadin Kowa, Dan Jaoudi, Dan Fati, Dawdawa, Garin Gado, Gomozo, Kombaki, Maigochi Jakou Maigochi Saboua
	Mise en place et formation COGES	COGES	7	1050	0	0	3	450	3	450	1	150					X	"
	Formation Meuniers	Meunier	14	700	0	0	6	300	6	300	2	100					X	"
	Appui en machine à coudre, Moulinex, Tricotage, Fabrication des savons et pommade	Machine à coudre, Moulinex,	#VALUE !	1760	0	0	0	0	110 machine s à coudre, 110 Moulinex , 22 lots matériels tricotage	1760	0	0	0	0	X		X	Tous les villages
	Mise en place des moyens d'exhaure	Moyens d'exhaure	5	1000	0	0	2	400	2	400	1	200			X		X	Tous les puits
	Formation des groupements féminins en couture et tricotage	Femmes formées	315	9450	0	0	0	0	315	9450	0	0	0	0			X	"
	Octroi fonds de roulement aux groupements féminins	fonds	1	10500	0	0	0	0	1	10500	0	0	0	0			X	"

Education	Création des écoles	Ecole	6	0	0	0	2	0	2	0	2	0	0	0			X	Dan Sarko, Dadin Kowa, Garin Mahaman, Garin Bouzou
	Construction et équipements classes	Classe	20	100000	0	0	5	25000	10	50000	5	25000	0	0	X		X	Toutes les écoles
	Réhabilitation classes	Classe	3	3000	0	0	0	0	3	3000	0	0	0	0	X		X	Maikoulaké, Sabarou, Roumbou I, Kombaki
	Constructions des latrines scolaires	Latrine	12	1200	0	0	6	600	6	600	0	0	0	0	X		X	Toutes les écoles sauf Kombaki
	Construction magasin vivres	Magasin	4	16000	0	0	2	8000	2	8000	0	0	0	0	X		X	Roumbou I, Maikoulaké, Kombaki , Sabarou
	Réhabilitation dortoir	Dortoir	2	2000	0	0	2	2000	0	0	0	0	0	0	X		X	Roumbou I
	Clôture école	Mur de clôture	1	5000	0	0	1	5000	0	0	0	0	0	0	X		X	Kombaki
	Appui des écoles en fournitures scolaires	Kit	4	2000	0	0	2	1000	2	1000							X	Toutes les écoles
	Réparation des tables bancs	Table banc	80	800	0	0	20	200	20	200	20	200	20	200		X	X	Toutes les écoles
	Formation /Recyclage des COGES	COGES	4	400	0	0	2	200	2	200	0	0	0	0			X	Toutes les écoles
	Appui mise en œuvre du plan d'action des COGES	Plan d'action	4	400	0	0	2	200	2	200	0	0	0	0			X	Toutes les écoles
	Appui aux CAPED	CAPED	12	6000	0	0	3	1500	3	1500	3	1500	3	1500			X	Toutes les écoles
	Appui à l'encadrement pédagogique	Enseignants	8	4000	0	0	2	1000	2	1000	2	1000	2	1000			X	Toutes les écoles
	Création CEG et construction classes	CEG	1	25000	0	0	1	25000	0	0	0	0	0	0	X	X	X	Sakabal

	Sensibilisation sur la scolarisation des enfants	Séances	8	2000	0	0	2	500	2	500	2	500	2	500			X	Toute la Commune
	Ouverture centres alpha	centre	74	69600	0	0	24	22600	20	19000	20	19000	10	9000	X		X	Tous les villages
	Création bibliothèques alpha	bibliothèque	16	8000	0	0	4	2000	4	2000	4	2000	4	2000			X	Tous les villages
Environnement	Création des mini pépinières	Pépinière	12	1000	0	0	12	1000	0	0	0	0	0	0			X	Kombaki, Roumbou, Maikoulaké, Sabarou , Maigochi, Dan Jaoudi
	Formation des pépiniéristes	Pépiniériste	30	1500	0	0	30	1500	0	0	0	0	0	0			X	Kombaki, Roumbou, Maikoulaké, Sabarou, Maigochi , Dan Jaoudi
	Production des plants	Plants	120 000	18000	0	0	3000 0	4500	30000	4500	3000 0	4500	3000 0	4500			X	Kombaki, Roumbou, Maikoulaké, Sabarou, Maigochi , Dan Jaoudi
	Plantation		120 000	7800	0	0	3000 0	1950	30000	1950	3000 0	1950	3000 0	1950	X	X	X	Tous les villages
	Fixation des dunes	Dune fixée	80	9600	0	0	20	2400	20	2400	20	2400	20	2400	X		X	Centre de Sakabal et Kombaki
	Récupération des terres de glaci	Terres récupérées	128	23040	0	0	32	5760	32	5760	32	5760	32	5760	X		X	Centre de Sakabal et Kombaki
	Formation des paysans sur la RNA	Paysans	75	2250	0	0	35	1050	40	1200	0	0	0	0			X	Tous les villages
	Ouverture bandes pare-feux	Kml	400	17200	0	0	100	4300	100	4300	100	4300	100	4300	X		X	Tous les villages
	Formation et	Brigadiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			X	Tous les

	équipement des brigadiers anti feu																	villages
	Recyclage brigadiers	Brigadiers	44	2640	0	0	0	0	0	0	44	2640	0	0			X	Tous les villages
	Vulgarisation des foyers améliorés	foyers améliorés	200	500	0	0	200	500	0	0	0	0	0	0			X	Tous les villages
	Sensibilisation des communautés sur les aspects liés au changement climatique et stratégies d'adaptation	Séances	36	18000	0	0	9	4500	9	4500	9	4500	9	4500			X	Tous les villages
	Mise en place et formation des comités de surveillance de l'environnement	Comité	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			X	Tous les villages
	Education environnementale	Séance	12	3000	0	0	3	750	3	750	3	750	3	750			X	Toutes les écoles
Jeunesse/sport/Loisir	Création aire de jeux traditionnels	Aire de jeux	1	10000	0	0	1	10000	0	0	0	0	0	0		X	X	Sakabal
	Construction et équipement MJC	MJC	1	20000	0	0	0	0	0	0	0	0	1	20000		X	X	"
	Construction centre de formation des jeunes	Centre	1	30000	0	0	1	30000	0	0	0	0	0	0		X	X	Chef lieu Commune
	Construction terrain omnisport secondaire	terrain omnisport	1	1000	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1000		X	X	Chef lieu Commune
	Création cadre de concertation des organisations de jeunesse	Cadre	1	1000	1	1000	0	0	0	0	0	0	0	0			X	Chef lieu Commune
Hydraulique	Réalisation des MAEP	MAEP	1	60000	0	0	0	0	0	0	1	60000	0	0	X		X	Kombaki
	Renforcement capacité MAEP et Extension de réseaux	MAEP	1	40000	0	0	0	0	1	40000	0	0	0	0	X		X	Maigochi
																		Saboua

	Adduction d'eau au CSI	1 adduction	1	1000	0	0	0	0	1	1000	0	0	0	0		X	X	CSI Roumbou
	Fonçage puits	Puits	5	70000	0	0	2	28000	2	28 000	1	14000	0	0	X		X	Dambé, Roumbou II, Mairakouma, Maikoulaké, Dan Jaoudi, Sabarou, Garin Gado
	Réhabilitation puits	Puits	5	1500	0	0	5	1500	0	0	0	0	0	0	X		X	Roumbou I, Maigochi Saboua
	Achèvement puits	Puits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	X		X	Atoulé
	Curage puits	Puits	5	500	0	0	5	500	0	0	0	0	0	0	X		X	Dan Jaoudi, Dadin Kowa, Garin Mahaman, Dan Sarko, Garin Gado
	Aménagement de surface	Puits	17	34000	0	0	5	10000	4	8000	4	8000	4	8000	X		X	Tous les puits existants
	Mise en place, Formation et Recyclage COGES	COGES	7	960	0	0	2	240	3	360	2	360	0	0			X	Tous les puits et MAEP
	Construction et équipement des cases de santé	Case de santé	2	14000	0	0	1	7000	0	0	1	7000	0	0	X		X	Maikoulaké, Dan Jaoudi, Gomozo
	Réhabilitation Case de santé	Case de santé	1	2000	0	0	1	2000	0	0	0	0	0	0	X		X	Sabarou
	Construction et équipement CSI de type II	CSI	1	40000	0	0	0	0	1	40000	0	0	0	0	X		X	Kombaki
Santé	Construction et équipement maternité	Construction et équipement maternités	1	15000	0	0	1	15000	0	0	0	0	0	0	X	X	X	Roumbou, Kombaki
	Sensibilisation des populations sur la vaccination, CPN, IST/VIH/SIDA, etc	Séances	12	3600	0	0	3	900	3	900	3	900	3	900			X	Toute la Commune

	Appui au CSI en PEV de routine	PEV	4	2000	0	0	1	500	1	500	1	500	1	500			X	Commune
	Formation et équipement des ma trônes	Matrone	44	100	0	0	44	100	0	0	0	0	0	0			X	Tous les villages
	Recyclage matrones	Matrone	88	100	0	0	0	0	44	50	44	50	0	0			X	Tous les villages
	Formation des tradi praticiens sur les IST/VIH/SIDA	Tradi praticiens	44	1320	44	1320	0	0	0	0	0	0	0	0			X	Tous les villages
	Dotation CSI en ambulance	Ambulance	1	20000	0	0	0	0	1	20000	0	0	0	0			X	Roumbou I
	Construction et équipement des salles d'hospitalisation	Salle	1	8000	0	0	0	0	0	0	1	8000	0	0		X	X	Roumbou I
	Electrification CSI	Electrification CSI	1	3000	0	0	1	3000	0	0	0	0	0	0		X	X	Roumbou I
	Appui aux cases de santé en produits pharmaceutiques	Case	3	1500	0	0	3	1500	0	0	0	0	0	0			X	Kombaki, Dawdawa, Sabarou
	Construction salle de mise en observation	Salle	1	4000	0	0	0	0	1	4000	0	0	0	0		X	X	Roumbou I
	Redynamisation des coges	Coges	3	450	0	0	1	150	1	150	1	150	0	0			X	Maikoulaké, Dan Jaoudi, Gomozo, Sabarou, Kombaki, Daoudawa, Roumbou I
	Diffusion moustiquaire imprégnées	Moustiquaire s	3 616	18080	0	0	904	4520	904	4520	904	4520	904	4520			X	
Urbanisme et cadre de vie	Lotissement du chef lieu de la commune et certains gros villages	Villages	4	2500	1	1000	1	500	1	500	1	500	0	0		X		Sakabal, Kombaki, Sabarou, Maigochi Jakou

Aménagement marchés	Marchés	2	30000	0	0	1	15000	1	15000	0	0	0	0		X	X	Sakabal, Kombaki
Construction auto gare	Auto gare	1	2000	0	0	0	0	0	0	0	0	1	2000		X	X	Sakabal, Kombaki
Construction piste latéritique	Km	5	35000	0	0	5	35000	0	0	0	0	0	0	X	X	X	Sakabal
Construction des canaux d'évacuation des eaux	ml	100	2000	0		100	2000	0	0	0	0	0	0		X	X	Sakabal
Traitement des ravins	Traitement de ravins	1	10000	0	0	0	0	1	10000	0	0	0	0		X	X	Sakabal
Promotion des latrines familiales	Latrines familiales	220	4400	40	800	40	800	40	800	40	800	60	1200	X		X	Tous les villages
Construction latrines et douches publiques	Bloc latrines et douches publiques	2	5000	0	0	1	2500	1	2500	0	0	0	0		X	X	Sakabal et Kombaki
Construction de dépotoirs	Dépotoirs	5	2500	0	0	2	1000	3	1500	0	0	0	0		X	X	Sakabal et Kombaki
Mise en place charrettes asines pour transport ordures	Charrette	110	12100	0	0	60	6600	50	5500	0	0	0	0		X	X	Tous les villages
Sensibilisation de la population sur la salubrité	Séance	189	3402	21	42	42	840	42	840	42	840	42	840			X	Tous les villages
Electrification des villages	Villages	3	0	0	0	1	0	1	0	1	0	0	0			X	Sakabal, Kombaki, Sabarou
Création parc d'agrément	Parc	2	2000	0	0	2	2000	0	0	0	0	0	0		X	X	Sakabal et Kombaki
Installation antenne réseau cellulaire	Antenne	3	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0			X	Centre de Sakabal, Maikoulaké et Kombaki
Installation télévision communautaire	Télévision	4	2000	0	0	1	500	1	500	1	500	1	500			X	Sakabal, Kombaki, Dawdawa, Sabarou, Dan Jaoudi

Administration et gouvernance locale	Equipement d'un siège à la commune	Siège	1	15000	0	0	1	15 000	0	0	0	0	0	0		X	X	Chef lieu Commune
	Organisation voyages d'études	Voyage	4	4000	0	0	2	2000	0	0	2	2000	0	0			X	
	Renforcement des capacités des conseillers municipaux sur la bonne gouvernance	Séance	2	660	0	0	0	0	2	660	0	0	0	0			X	Commune
	Formation des conseillers communaux et autres acteurs en matière d'analyse des risques climatiques	Séance	4	5370	0	0	1	1260	1	1590	1	1260	1	1260			X	Conseillers communaux et tous les villages
	Création d'une mutuelle d'épargne et de crédit	Mutuelle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			X	Sakabal
	Recrutement agents municipaux	Agent	8	3200	0	0	2	800	2	800	2	800	2	800		X		Commune
	Sensibilisation des populations sur l'incivisme fiscal	Séance	9	2250	1	250	2	500	2	500	2	500	2	500		X		Toute la Commune
	Recensement administratif	Recensement	1	2000	0	0	0	0	1	2000	0	0	0	0		X		Toute la Commune

	Sensibilisation des populations sur l'établissement des actes d'état civil	Séance	9	4500	1	500	2	1000	2	1000	2	1000	2	1000		X	X	Tous les villages
	Création des centres de déclaration et audiences foraines	Centre	3	1500	0	0	1	500	1	500	1	500	0	0		X	X	Sakabal, Kombaki, Maikoulaké
	Suivi-Evaluation	SE	0	1000		200		200		200		200		200				
	Réactualisation du PDC	PDC	1	3000									1	3000			X	
	Total			1509247		60152		554905		486095		285515		122580				

6.2- PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS ANNUEL DE LA COMMUNE RURALE DE ROUMBOU1

Tableau 18 : Plan d'investissement Annuel (PIA) 2017-2018 (Coût x 1000)

SECTEUR	ACTIVITES	UNITE	QTITE TLE	COUT TOTAL	ANNEES													SOURCE DE FINANCEMENT		LOCALISA- TION
					T3 2017		T4 2017		T12018		T2 2018		T3 2018		T4 2018		POP	COM	PART	
					QTITE	COUT	QTITE	COUT	QTITE	COUT	QTITE	COUT	QTITE	COUT						
Agriculture	Approvisionnement en semences améliorées	Mil (t)	17	17 000	0	0	0	0	0	0	17	17 000	0	0					X	Tous les villages
		Sorgho (t)	11	11 000	0	0	0	0			11	11 000	0	0					X	
		Niébé (t)	9	52 000	0	0	0	0			9	52 000							X	
	Recyclage des brigadiers	Brigadier	55	740	0	0	9	140	18	260	14	170	14	170	0	0			X	Roumbou, Kombaki, Maikoulaké

Mise en place Banque d'intrants	BI	1	6 500	0	0	1	6 500	0	0	0	0	0	0	0	0		X	X	
Mise en place des charrettes mono bovines	Charrette, Bœuf	35	1 750	0	0	5	250	10	500	10	500	10	500			X		X	Tous les villages
Formation des paysans en technique de compostage	Paysans	20	620	0	0	5	200	5	200	5	20	5	200	5	200			X	Tous les villages
Formation des multiplicateurs des semences	Paysans	130	1 300	0	0			50	500	50	500	30	300	30	300		300	X	Tous les villages
Suivi des multiplicateurs	Suivi	30	600	0	0			10	200	10	200	10	200	10	200		200	X	Tous les villages
Création d'un District agricole	District	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		X	X	Chef lieu de la Commune
Promotion du Warrantage	Centres	2	20 000	0	0	1	10 000	0	0	1	10 000	0	0	1	1 000			X	Tous les centres de regroupement
Mise en place des BC	BC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	X		X	Maigochi saboua, Garin Mahaman, Roumbou II, Dambé, Dan Sarko, Kombaki II, Kombaki III, Garin Bouzou
Mise en place et formation des COGES	BC	7	800	0	0	4	200	1	200	1	200	1	200	1	200			X	"
Etat des lieux des BC et redynamisation des structures de	BC	1	2 000	0	0							1	2 000					X	13 villages

gestion																			
Renforcement de stock des BC	BC	3	3 300	0	0	0	0	1	1 100			1	1 100	1	1 100	X		X	14 villages
Promotion de la culture de manioc	Paysans	50	220	0	0	50	220	0	0	0	0	0	0	0	0			X	Tous les villages du centre de Kombaki
Mise en place des comités de suivi de vulnérabilité au niveau communal et communautaire	Comité	22	0	22	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			X	Toute la Commune
Clôture grillagée des pluviomètres installés	Pluviomètres	15	540	0	0	5	135	5	135	5	135	0	0	5	135			X	Tous les villages
Formation et équipement des paysans sur la collecte des données pluviométriques	Paysans forms	22	100	0	0	0	0	5	25	5	25			5	25	7	25	X	Tous les villages
Recyclage des paysans sur la collecte des données pluviométriques	Paysans forms	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		X	Tous les villages
Appui en équipement pour le suivi des paramètres météorologiques	Moto, unité informatique	0	0	0	0			0	0	0	0	0	0	0	0	0		X	Commune
Suivi paramètres	Suivi	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		X	Commune

	météorologiques																			
	Mise en place d'un cadre de concertation sur la gestion des risques et catastrophes	Cadre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		X	Commune
Elevage	Construction parc de vaccination	Parc	1	3 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	3 000	X	X	Sakabal, Maikoulaké, Kombaki
	Vaccination du cheptel	Dose de vaccine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			X	Tous les cvillages
	Construction parc à bétail	Parc à bétail	1	20 000	0	0	1	20 000	0	0	0	0	0	0	0	0		X	X	Sakabal, Kombaki
	Construction aires d'abattage	Aires d'abattage	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		X	X	Sakabal, Kombaki
	Création d'une CIB	CIB	1	25 000	0	0	0	0			1	25 000					X	X	X	Sakabal
	Formation et équipement des Auxiliaires d'élevage	Auxiliaires	2	600	0	0	2	600											X	Maikoulaké, Dan Jaoudi
	Construction et approvisionnement BAB	BAB	1	10 000	0	0	0	0			1	10 000						X	X	Kombaki, Maikoulaké
	Formation des COGES BAB	COGES	1	500	0	0	0	0					1	500					X	"
	Formation des producteurs sur les nouvelles technologies d'Elevage	Producteurs	44	1 320	0	0	11	330			11	340	11	325	11	325	0	0	X	Tous les villages de la commune

	Formation des producteurs en techniques de récolte et de conservation de fourrages	Producteurs	44	1 320	0	0	11	330			11	340	11	325	11	325	0	0	X	Tous les villages
	Reconstitution du cheptel	Tête de bétail	825	20 625	165	4 125	165	4 125	165	4 125	165	4 125	165	4 125	165	4 125	X		X	Tous les villages
	Embouche bovine	Tête de bovins	50	9 000	0	0	10	1 800	10	1 800	10	1 800	10	1 800	10	1 800	X		X	"
	Embouche ovine	Tête d'ovins	600	21 000	100	3 500	100	3 500	100	3 500	100	3 500	100	3 500	100	3 500	X		X	"
	Prévention des conflits (sensibilisation sur descente précoce, etc.)	Forum	6	6 000	0	0	0	0	2	2 000			2	2 000	2	2 000			X	Toute la Commune
	Vulgarisation des textes	Forum	3	1 500	0	0	1	500	1	500			1	500					X	Tous les villages
	Mise en place des structures du code rural	COFOCOM	1	4 000	0	0	0	0			1	4 000							X	Commune
		COFOB	12	3 840	2	640	2	640	2	640	2	640	2	640	2	640			X	Tous les villages
	Sécurisation foncière	Titre	70	1 792	0	0	14	448	14	448	14	448	14	448	14	448			X	Tous les villages
Commerce/Artisanat	Sécurisation des parcours pastoraux	km Couloir de passage, Aires de pâturage	25	6 250	0	0	5	1 250	5	1 250	5	1 250	5	1 250	5	1 250		X	X	Commune
	Appui à la structuration et formation des corps de métiers	Corps de métier	4	1 000	0	0	1	250	1	250	1	250			1	250			X	Chef lieu Commune

	Formation entrepreneuriat jeunesse	Jeune	3	600	0	0	1	200			1	200			1	200			X	Centre de Sakabal, Maikoulaké et Kombaki
	Mise en place fonds de roulement et Equipement des artisans ruraux	Corps de métier	4	8 000	0	0	2	4 000					2	4 000					X	Toute la Commune
Promotion de la femme	Mise en place des moulins	Moulin/Abri	3	3 000	0	0	1	1 000			1	1 000			1	1 000	X		X	Atoulé, Dadin Kowa, Dan Jaoudi, Dan Fati, Dawdawa, Garin Gado, Gomozo, Kombaki, Maigochi Jakou, Maigochi Saboua
	Mise en place et formation COGES	COGES	3	450	0	0	1	150			1	150			1	150			X	"
	Formation Meuniers	Meunier	6	300	0	0	6	300											X	"
	Appui en machine à coudre, Moulinex, Tricotage, Fabrication des savons et pommade	Machine à coudre, Moulinex,	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	X		X	Tous les villages
	Mise en place des moyens d'exhaure	Moyens d'exhaure	2	400	0	0	1	200			1	200					X		X	Tous les puits
	Formation des groupements féminins en couture et	Femmes formées	0	0	0	0	0	0											X	"

	tricotage																			
	Octroi fonds de roulement aux groupements féminins	Fonds	0	0	0	0	0	0											X	"
Education	Création des écoles	Ecole	2	0	0	0	1	0			1								X	Dan Sarko, Dadin Kowa, Garin Mahaman, Garin Bouzou
	Construction et équipements classes	Classe	5	25 000	0	0	3	15 000	0	0	2	10 000	0	0	0	0	X		X	Toutes les écoles
	Réhabilitation classes	Classe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	X		X	Maikoulaké, Sabarou, Roumbou I, Kombaki
	Constructions des latrines scolaires	Latrine	6	600	0	0	2	200	2	200	0	200	2	0	0	0	X		X	Toutes les écoles sauf Kombaki
	Construction magasin vivres	Magasin	2	8 000	0	0	1	4 000	0	0	1	4 000	0	0	0	0	X		X	Roumbou I, Maikoulaké, Kombaki, Sabarou
	Réhabilitation dortoir	Dortoir	2	2 000	0	0	1	1 000	0	0	1	1 000	0	0	0	0	X		X	Roumbou I
	Clôture école	Mur de cloture	1	5 000	0	0	1	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	X		X	Kombaki
	Appui des écoles en fournitures scolaires	Kit	2	1 000	0	0	2	1 000	0	0	0	0	0	0	0	0			X	Toutes les écoles
	Réparation des tables bancs	Table banc	20	200	0	0	20	200	0	0	0	0	0	0	0	0		X	X	Toutes les écoles
	Formation /Recyclage des	COGES	2	200	0	0	2	200	0	0	0	0	0	0	0	0			X	Toutes les écoles

	COGES																			
	Appui mise en œuvre du plan d'action des COGES	Plan d'action	2	200	0	0	2	200		0	0	0	0	0	0	0			X	Toutes les écoles
	Appui aux CAPED	CAPED	3	1 500	0	0	1	500	0	0	1	500	0	0	1	500			X	Toutes les écoles
	Appui à l'encadrement pédagogique	Enseignants	2	1 000	0	0	2	1 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0		X	Toutes les écoles
	Création CEG et construction classes	CEG	1	25 000	0	0	1	25 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	X	X	Sakabal
	Sensibilisation sur la scolarisation des enfants	Séances	2	500	0	0	1	250	0	0	1	250	0	0	0	0			X	Toute la Commune
	Ouverture centres alpha	Centre	20	18 825	4	3 765	4	3 765	4	3 765	4	3 765	4	3 765	4	3 765	X		X	Tous les villages
	Création bibliothèques alpha	bibliothèque	4	2 000	0	0	1	500			1	500	1	500	1	500			X	Tous les villages
Environnement	Création des mini pépinières	Pépinière	9	990	0	0	3	330	3	330	0	0	3	330	0	0			X	Kombaki, Roumbou, Maikoulaké, Sabarou, Maigochi, Dan Jaoudi
	Formation des pépiniéristes	Pépiniériste	30	1 500	0	0	10	500	10	500	0	0	10	500	0	0			X	Kombaki, Roumbou, Maikoulaké, Sabarou, Maigochi, Dan Jaoudi

Production des plants	Plants	30 000	4 500	0	0	10 000	1 500	#####	1 500	0	0	###	1 500	0	0			X	Kombaki, Roumbou, Maikoulaké, Sabarou, Maigochi, Dan Jaoudi
Plantation		30 000	1 950	0	0	10 000	650			#####	650	###	650			X	X	X	Tous les villages
Fixation des dunes	Dune fixée	20	2 400	0	0	5	600	5	600	5	600	5	600	0	0	X		X	Centre de Sakabal et Kombaki
Récupération des terres de glaciés	Terres récupérées	32	5 760	0	0	8	1 440	0	0	8	1 440	8	1 440	8	1 440	X		X	Centre de Sakabal et Kombaki
Formation des paysans sur la RNA	Paysans	35	1 150	0	0	7	230	7	230	7	230	7	230	7	230			X	Tous les villages
Ouverture bandes pare-feux	Kml	100	4 300	0	0	25	1 075	0	0	25	1 075	25	1 075	25	1 075	X		X	Tous les villages
Formation et équipement des brigadiers anti feu	Brigadiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			X	Tous les villages
Recyclage brigadiers	Brigadiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			X	Tous les villages
Vulgarisation des foyers améliorés	foyers améliorés	200	500	0	0	40	100	40	100	40	100	40	100	40	100			X	Tous les villages
Sensibilisation des communautés sur les aspects liés au changement climatique et stratégies d'adaptation	Séances	9	7 950	1	750	2	2 100	1	750	2	1 500	1	750	2	2 100			X	Tous les villages

	Mise en place et formation des comités de surveillance de l'environnement	Comité	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			X	Tous les villages
	Education environnementale	Séance	3	750	0	0	1	250	0	0	1	250	1	250	0	0			X	Toutes les écoles
Jeunesse/sport/Loisir	Création aire de jeux traditionnels	Aire de jeux	1	10 000	0	0	1	10 000	0	0	0	0	0	0	0	0		X	X	Sakabal
	Construction et équipement MJC	MJC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		X	X	"
	Construction centre de formation des jeunes	Centre	1	30 000	0	0	0	0	0	0	0	0	1	30 000	0	0		X	X	Chef lieu Commune
	Construction terrain omnisport secondaire	terrain omnisport	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		X	X	Chef lieu Commune
	Création cadre de concertation des organisations de jeunesse	Cadre	1	1 000	1	1 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			X	Chef lieu Commune
Hydraulique	Réalisation des MAEP	MAEP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	X		X	Kombaki
	Renforcement capacité MAEP et Extension de réseaux	MAEP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	X		X	Maigochi Saboua
	Adduction d'eau au CSI	1 adduction	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		X	X	CSI Roubou

	Fonçage puits	Puits	2	28 000	0	0	1	14 000	0	0	1	14 000	0	0	0	0	X		X	Dambé, Roumbou II, Mairakouma, Maikoulaké, Dan Jaoudi, Sabarou, Garin Gado
	Réhabilitation puits	Puits	5	1 500	0	0	2	600	0	0	0	0	3	900	0	0	X		X	Roumbou I, Maigochi Saboua
	Achèvement puits	Puits	0	0	0	0	0	0									X		X	Atoulé
	Curage puits	Puits	5	500	0	0	2	200	1	100	1	100	1	100	0	0	X		X	Dan Jaoudi, Dadin Kowa, Garin Mahaman, Dan Sarko, Garin Gado
	Aménagement de surface	Puits	5	10 000	0	0	5	10 000	0	0	0	0	0	0	0	0	X		X	Tous les puits existants
	Mise en place, Formation et Recyclage COGES	COGES	2	240	0	0	2	240	0	0	0	0	0	0	0	0			X	Tous les puits et MAEP
Santé	Construction et équipement des cases de santé	Case de santé	1	7 000	0	0	0	0	0	0	0	0	1	7 000	0	0	X		X	Maikoulaké, Dan Jaoudi, Gomozo
	Réhabilitation Case de santé	Case de santé	1	2 000	0	0	1	2 000	0	0	0	0	0	0	0	0	X		X	Sabarou
	Construction et équipement CSI de type II	CSI	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	X		X	Kombaki
	Construction et équipement maternité	Construction et équipement maternités	1	15 000	0	0	1	15 000	0	0	0	0	0	0	0	0	X	X	X	Roumbou, Kombaki
	Sensibilisation des populations sur la vaccination, CPN,	Séances	3	630	0	0	1	300	0	0	1	300	0	0	1	30			X	Toute la Commune

IST/VIH/SIDA, etc																			
Appui au CSI en PEV de routine	PEV	1	500	0	0	1	500											X	Commune
Formation et équipement des ma trônes	Matrone	44	100	0	0	22	50	0	0	22	50	0	0	0	0			X	Tous les villages
Recyclage matrones	Matrone	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			X	Tous les villages
Formation des tradi praticiens sur les IST/VIH/SIDA	Tradi praticiens	44	1 320	22	660	0	0	0	0	22	660	0	0	0	0			X	Tous les villages
Dotation CSI en ambulance	Ambulance	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			X	Roumbou I
Construction et équipement des salles d'hospitalisation	Salle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		X	X	Roumbou I
Electrification CSI	Electrification CSI	1	3 000	0	0	1	3 000	0	0	0	0	0	0	0	0		X	X	Roumbou I
Appui aux cases de santé en produits pharmaceutiques	Case	3	1 500	0	0	3	1 500	0	0	0	0	0	0	0	0			X	Kombaki, Dawdawa, Sabarou
Construction salle de mise en observation	Salle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		X	X	Roumbou I
Redynamisation des coges	Coges	1	150	0	0	1	150	0	0	0	0	0	0	0	0			X	Maikoulaké, Dan Jaoudi, Gomozo, Sabarou, Kombaki, Daoudawa, Roumbou I

	Diffusion moustiquaire imprégnées	Moustiquaires	900	4 500	0	0	300	1 500	300	1 500	300	1 500	0	0	0	0			X	
Urbanisme et cadre de vie	Lotissement du chef lieu de la commune et certains gros villages	Villages	2	1 500	1	1 000	1	500	0	0	0	0	0	0	0	0		X		Sakabal, Kombaki, Sabarou, Maigochi Jakou
	Aménagement marchés	Marchés	1	15 000	0	0	1	15 000	0	0	0	0	0	0	0	0		X	X	Sakabal, Kombaki
	Construction auto gare	Auto gare	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		X	X	Sakabal, Kombaki
	Construction piste latéritique	Km	50	35 000	0	0	10	7 000	10	7 000	10	7 000	10	7 000	10	7 000	X	X	X	Sakabal
	Construction des canaux d'évacuation des eaux	MI	100	2 000	0		100	2 000	0	0	0	0	0	0	0	0		X	X	Sakabal
	Traitement des ravins	Traitement de ravins	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		X	X	Sakabal
	Promotion des latrines familiales	Latrines familiales	80	1 600	40	800	40	800	0	0	0	0	0	0	0	0	X		X	Tous les villages
	Construction latrines et douches publiques	Bloc latrines et douches publiques	1	2 500	0	0	1	2 500	0	0	0	0	0	0	0	0		X	X	Sakabal et Kombaki
	Construction de dépotoirs	Dépotoirs	2	1 000	0	0	2	1 000	0	0	0	0	0	0	0	0		X	X	Sakabal et Kombaki
	Mise en place charrettes asines pour transport ordures	Charrette	50	5 500	0	0	10	1 100	10	1 100	10	1 100	10	1 100	10	1 100		X	X	Tous les villages

	Sensibilisation de la population sur la salubrité	Séance	66	840	11	140	11	140	11	140	11	140	11	140	11	140			X	Tous les villages
	Electrification des villages	Villages	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0			X	Sakabal, Kombaki, Sabarou
	Création parc d'agrément	Parc	2	2 000	0	0	1	1 000	0	0	1	1 000	0	0	0	0		X	X	Sakabal et Kombaki
	Installation antenne réseau cellulaire	Antenne	3	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			X	Centre de Sakabal, Maikoulaké et Kombaki
	Installation télévision communautaire	Télévision	1	500	0	0	1	500	0	0	0	0	0	0	0	0			X	Sakabal, Kombaki, Dawdawa, Sabarou, Dan Jaoudi
Administration et gouvernance locale	Equipement d'un siège à la commune	Siège	1	15 000	0	0	1	15 000	0	0	0	0	0	0	0	0		X	X	Chef lieu Commune
	Organisation voyages d'études	Voyage	2	2 000	0	0	1	1 000	0	0	1	1 000	0	0	0	0			X	
	Renforcement des capacités des conseillers municipaux sur la bonne gouvernance	Séance	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			X	Commune
	Formation des conseillers communaux et autres acteurs en matière d'analyse des risques	Séance	1	1 260	0	0	1	1 260	0	0	0	0	0	0	0	0			X	Conseillers communaux et tous les villages

	climatiques																		
	Création d'une mutuelle d'épargne et de crédit	Mutuelle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		X	Sakabal
	Recrutement agents municipaux	Agent	2	800	0	0	1	400			1	400	0	0	0	0	X		Commune
	Sensibilisation des populations sur l'incivisme fiscal	Séance	3	750	1	250	2	500	0	0	0	0	0	0	0	0	X		Toute la Commune
	Recensement administratif	Recensement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	X		Toute la Commune
	Sensibilisation des populations sur l'établissement des actes d'état civil	Séance	3	1 500	1	500	2	1 000	0	0	0	0	0	0	0	0	X	X	Tous les villages
	Création des centres de déclaration et audiences foraines	Centre	1	500	0	0	1	500	0	0	0	0	0	0	0	0	X	X	Sakabal, Kombaki, Maikoulaké
	Suivi-Evaluation	SE	0	400		200		200	0	0	0	0	0	0	0	0			
	Réactualisation du PDC	PDC	0	0					0	0	0	0	0	0	0	0		X	
	Total			605546		17330		234298		35448		199303		82013		37154			

VII. CADRE INSTITUTIONNEL DE MISE EN ŒUVRE

La mise en œuvre du PDC pose de nombreux problèmes au nombre desquels on peut citer :

- la mobilisation des ressources financières nécessaires ;
- la gestion et la coordination des activités contenues dans le PDC ;
- le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des plans annuels et du PDC en général.

La réussite de cette mise en œuvre du PDC nécessitera par conséquent l'intervention de tous les acteurs concernés à différents niveaux.

7.1. *ROLE DES DIFFERENTS ACTEURS*

Les différents acteurs ont, chacun à son niveau un rôle à jouer dans le processus de la mise en œuvre du PDC.

En termes de dispositif institutionnel, le Conseil Communal est le maître d'ouvrage des investissements réalisés dont le Maire assure la présidence. Il est le chef de fil et coordonne toutes les activités aussi bien au niveau de l'élaboration, l'exécution que du suivi et de l'évaluation du PDC. Ce Conseil est appuyé principalement par les différents services communaux existants (ou à créer) et les autres partenaires au développement.

7.1.1. *CONSEIL COMMUNAL*

Le Conseil Communal est le principal acteur de la mise en œuvre du PDC et intervient à tous les niveaux du cycle : élaboration, exécution et suivi et l'évaluation.

Il comporte en principe une organisation interne pour répondre aux différentes sollicitations du PDC et dont l'opérationnalité nécessite la mise en place de certaines commissions spécialisées :

- Commission planification, suivi et l'évaluation ;
- Commission de Développement Rural et Environnement ;
- Commission finance ;
- Commission des affaires sociales.

Le Conseil municipal a les principales attributions suivantes :

- la recherche et la mobilisation des financements nécessaires à la mise en œuvre des actions et projets;
- la maîtrise d'ouvrage des investissements réalisés;
- l'attribution des marchés et le suivi des procédures d'exécution ;
- le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des actions/projets et programmes.

7.1.2. SERVICES COMMUNAUX

Les services communaux appuient le Conseil Communal dans l'exécution et le suivi-évaluation des actions de développement.

A ce titre, ils appuient :

- l'élaboration des TDR et Dossiers d'Appel d'Offre ;
- le contrôle des prestations en termes de fournitures et de travaux dans le cadre de la mise en œuvre ;
- le suivi et l'évaluation de l'exécution des opérations et des projets ;
- la production des rapports circonstanciés.

7.1.3. SERVICES ETATQUES

Tout comme les précédents, les services déconcentrés de l'Etat participent activement à la mise en œuvre du PDC. A ce titre :

- Ils élaborent les fiches d'opérations relatives à l'exécution du PDC ;
- Ils participent aux contrôles et informent le Conseil sur le respect des normes techniques dans l'exécution des actions ;
- Ils participent au suivi-évaluation du PDC.

7.1.4. SECTEUR PRIVE

Le rôle essentiel du secteur privé est de participer et exécuter les marchés de travaux et fournitures. Il peut aussi être associé à des cadres de concertations qui peuvent être créés.

7.1.5. ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE

Les ONG et Associations participent entre autres à la mobilisation des populations et facilitent l'intermédiation entre celles-ci et le Conseil. Elles peuvent aussi exécuter certaines activités en tant que prestataires ou de façon bénévole.

7.1.6. AUTORITES ADMINISTRATIVES ET COUTUMIERES

Ces acteurs, dont le rôle essentiel est de donner des conseils au Maire et aux élus, participent à la vie de la Commune à travers :

- la gestion des conflits qui peuvent résulter de la mise en œuvre des actions de développement ;
- des avis consultatifs dans la répartition et l'exécution des actions de développement.

7.1.7. PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

Les partenaires techniques et financiers appuient la Commune dans la mobilisation des fonds et le financement des actions et participent au suivi et à l'évaluation de la mise en œuvre du PDC.

7.2. MECANISME DE FINANCEMENT

Le financement de l'exécution du PDC incombe prioritairement à la Mairie qui doit coûte que coûte procéder à sa publicité afin d'attirer le maximum de partenaires financiers. Ensuite, la population de son côté va aider à l'accomplissement non seulement de ce travail mais également contribuer physiquement et/ou financièrement à la réalisation des actions de développement retenues.

L'essentielle du financement du PDC proviendrait absolument des partenaires éventuels qui peuvent être l'Etat, les projets et programmes, les ONG internationales, les bailleurs de fonds, etc. Pour se faire, un travail de lobbying et de large diffusion du PDC doit se faire et c'est là où intervient le rôle des conseillers municipaux et de tout l'appareil exécutif de la commune.

7.3. SUIVI/EVALUATION DU PDC

Il sera mis en œuvre un système de suivi-évaluation du PDC à trois niveaux principalement et dont le rôle et attributions des acteurs sont consignés dans le tableau ci-après.

Tableau 19 : les acteurs qui interviennent dans la mise en œuvre du PDC acclimaté de la commune Rurale de Roumbou1

NIVEAUX DU SUIVI EVALUATION	ORGANES	THEMES	ATTRIBUTIONS
Département	Préfecture	Tutelle	Contrôle de la légalité des actes communaux et conseils
Commune	Le Maire et le Secrétaire Général	S+E de la planification et d'exécution	Fait exécuter le PDC S+E des impacts
	Le Conseil Communal (Commission S E)	Contrôle l'exécution du PDC	Suivi de l'exécution du plan d'action annuel et du PDC Evaluation du PIA et du PDC
Populations à la base (société civile)	Société civile (organisations de base et/ou leurs unions)	Suivi des réalisations sur le terrain	Suivi, contestation Lobbying Pression

Au niveau communal et comme il a été mentionné, le Conseil Communal est l'acteur central de la mise en œuvre du PDC. A ce titre, la commission planification et suivi évaluation se chargera du suivi des réalisations. D'une manière pratique, le rôle de cette commission sera de rassembler toutes les informations, en temps utile, par rapport à l'exécution de toutes les activités inscrites dans le PDC. Elle pourra ainsi relever le cas échéant, les insuffisances ou imperfections et le notifier aux différents acteurs afin que les corrections nécessaires y soient apportées.

Le cadre logique du PDC qui représente un instrument de référence (annexe tableau N°20) fournit des indicateurs qui peuvent servir pour le suivi évaluation car il contient des informations sur toutes les actions qui seront réalisées (quantité, coût, conditions de réalisation) et les résultats à attendre.

CONCLUSION

Le présent Plan de Développement Communal (PDC) qui couvre la période temporelle 2017-2021 a été actualisé dans le but de prendre en compte la dimension sur la variabilité et changements climatiques afin de prendre en compte les préoccupations des populations en lien avec leurs effets néfastes sur les conditions de vie dans le contexte souvent hostile de la commune. Il devient de ce fait, un outil précieux de travail non seulement pour les gestionnaires de la Commune rurale de Roumbou1 notamment le Maire, le Conseil Communal, les STD communaux mais aussi et surtout pour tous les intervenants dans le développement de cette entité administrative.

Ce document a été conçu sur le précédent plan qui couvrait la période de 2011-2015 élaboré avec l'appui technique du Groupement d'Intérêt Economique d'Appui au Développement Local et Ingénierie (GIE-ADLI), sur financement du Programme d'Actions Communautaires (PAC) deuxième Phase.

Cette phase d'actualisation avec l'intégration de la dimension changement climatique est intervenue avec l'appui financier du Projet « **Régionalisation de l'Adaptation à Base Communautaire (P/ABC)** au Niger » et technique de l'ONG **Groupe pour une citoyenneté Active GCA Humbasa** accompagné des services techniques déconcentrés du département de Dakoro. Cette actualisation s'est basée sur les résultats du diagnostic communautaire au niveau de trois (3) centres de regroupement. Elle a respecté une démarche participative et a largement pris en compte les préoccupations des populations. Le diagnostic participatif, complété par les données secondaires recueillies auprès de la commune et des services techniques a permis en plus de faire une évaluation de la mise en œuvre du précédent PDC (2011-2015). Il a aussi permis de dégager les potentialités de façon participative et inclusive, les opportunités et contraintes de la commune et de proposer des solutions aux problèmes identifiés. Ces derniers sont inhérents aux effets néfastes de la variabilité et changements climatiques qui rendent difficile la vie des populations de la commune.

La mise en œuvre des actions identifiées et planifiées obéit impérativement aux principes et à la nécessité de mobilisation des ressources financières tant internes qu'externes qui découlera de l'offensive et la perspicacité des autorités communales auprès de partenaires techniques et financiers et des communautés elles-mêmes avec une organisation rigoureuse des services de recouvrement communaux sur la période 2017-2021.

Toutefois, certaines situations peuvent constituer des dangers ou des risques dans la mise en œuvre efficiente du PDC. Il s'agit notamment de :

- la poursuite des querelles politiciennes sans précédentes que la commune a connues dans la mise en œuvre du précédent plan
- la mauvaise gestion des ressources internes et externes,

- la forte politisation du Conseil Communal ;
- la faible ouverture de la Commune sur l'extérieur ;
- la non prise en compte des intérêts des groupes minoritaires ;
- la défaillance au niveau des organes de contrôle et de suivi de la mise en application du PDC.

En effet, tous les acteurs véritablement impliqués dans la mise en œuvre de cet important outil, doivent se mettre résolument au travail pour la réussite de la décentralisation de cette jeune Commune.

En vue d'aider à relever les défis et éviter les dangers qui pourraient survenir, il est recommandé de :

- élaborer et de mettre au début de chaque année le plan annuel communal à la disposition de tous les acteurs de la commune ;
- organiser chaque année une journée de concertation des différents acteurs pour présenter le plan d'actions annuel de la Commune et les résultats de l'année précédente.

La prise de conscience des populations par rapport aux défis majeurs, aux contraintes, aux dangers et la mise en application des présentes recommandations constituent certainement un gage de succès pour un développement durable de la Commune rurale de Roumbou1.

ANNEXE

Tableau 20 : cadre logique

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
Objectif général : Amélioration des conditions de vie de la population			
Objectif spécifique 1 : Améliorer la couverture des besoins en eau de la commune d'ici 5 ans			
RA1 : La couverture des besoins en eau est améliorée d'ici 2015			
A1.1 Installer une MAEP	Une MAEP est installée	Rapport d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité politique
A1.2 Renforcer la capacité MAEP	Une MAEP renforcée	Rapport d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité politique
A1.3 Foncer des puits cimentés	7 puits sont foncés	Rapport d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité politique
A1.4 Réhabiliter les puits	2 puits réhabilités	Rapport d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité politique
A1.5 Curer les puits	5 puits sont cures	Rapport d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité politique
A1.6 Aménager les surfaces des puits	17 puits ont vu leur surface aménagées	Rapport d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité politique

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
A1.7 Achever le puits	1 puits achevé		
Objectif spécifique 2 : Améliorer la production agricole et de sécurité alimentaire			
RA 2.1 : La production agricole est améliorée			
A2.1.1 Construire et équiper des BI	3 BI construite et équipées	Rapport d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité politique
A2.1.2 : Approvisionner les paysans en semences améliorées	180 t de mil, 90 t de sorgho et 108 t de niébé sont approvisionnées	Rapport d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité politique
A2.1.3 : Acheter les charrettes mono bovines	105 charrettes sont achetées	Rapport d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité politique
A2.1.4 : Créer un District agricole	1 District agricole est créé	Rapport d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité politique
A2.1.5 : Clôturer les pluviomètres installés au niveau village	21 pluviomètres sont clôturés	Rapport d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité politique
RA 2.2 : La sécurité alimentaire est améliorée			
A2.2.1 : Promouvoir le warrantage	3 centres de warrantage sont promus	Rapport d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité politique
A2.2.2 : Mettre en place les BC	8 BC sont mises en place	Rapport d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité politique
A2.2.3 : Renforcer les BC	14 BC sont renforcées	Rapport	Ressources

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
		d'activités, PV de réception	financières disponibles, stabilité politique
A2.2.4 : Réaliser l'état de lieux des BC	1 état de lieux des BC est réalisé	Rapport d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité politique
Objectif spécifique 3 : Améliorer la production et la santé animale			
RA 3.1 : La production et la santé animale sont améliorées			
A3.1.1 : Construire les parcs de vaccination	Trois (3) parcs de vaccination sont construits	Rapports d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité
A3.1.2 : Créer une CIB	Une (1) CIB est créée	Rapports d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité
A3.1.3 : Construire des BAB	Deux (2) BAB sont construites	Rapports d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité
A3.1.4 : Acquérir des doses de vaccin pour vaccination du cheptel	20000 doses de vaccin sont acquises	Bon de livraison	Ressources financières disponibles, stabilité
A3.1.5 : Construire des aires d'abattage	Deux (2) aires d'abattage construites	Rapports d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité
A3.1.6 : Construire parcs à bétail	Deux (2) parcs à bétail construits	Rapports d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
RA 3.2 : Les parcours pastoraux sont sécurisés			
A3.2.1 : Délimiter et baliser les couloirs de passage	70 km de couloirs de passage sont délimités et balisés	Rapports d'activités	Ressources financières disponibles, stabilité
Objectif spécifique 4 : Améliorer la santé humaine			
RA 4 : La santé humaine est améliorée			
A4.1 : Construire et équiper CSI	Un CSI est construit et équipé	Rapports d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité
A4.2 : Construire et équiper les cases de santé	Trois (3) cases de santé sont construites	Rapports d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité
A4.3 : Réhabilitation cases de santé	Une case de santé est réhabilitée	Rapports d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité
A4.4 : Construire maternité	Une maternité est construite	Rapports d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité
A4.5 : Construire et équiper une salle d'hospitalisation	Une salle d'hospitalisation est construite et équipée	Rapports d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité
A4.6 : Appuyer les cases de santé en produits pharmaceutiques	3 cases de santé sont appuyées en produits pharmaceutiques	PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité
A4.7 : Diffuser les moustiquaires imprégnées	4520 moustiquaires sont diffusées	PV de réception	Ressources financières

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
			disponibles, stabilité
A4.8 : Electrifier et alimenter en eau le CSI	1 CSI électrifié et alimenté en eau potable	Rapports d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité
A4.9 : Doter le CSI en ambulance	1 CSI est doté en ambulance	Rapports d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité
A4.13 : Appuyer le CSI en PEV de routine	5 appuis sont apportés	Rapports d'activités	Ressources financières disponibles, stabilité
Objectif spécifique 5 : Améliorer le secteur éducatif			
RA 5 : le secteur éducatif est amélioré			
A5.1 : Créer les écoles	4 écoles sont créées		Ressources financières disponibles, stabilité
A5.2 : Construire et équiper les classes	25 classes sont construites et équipées	Rapports d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité
A5.3 : Réhabiliter les classes	6 classes sont rehabilitées	Rapports d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité
A5.4 : Construire des latrines scolaires	16 latrines scolaires sont construites	Rapports d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité
A5.5 : Construire des	4 magasins sont construits	Rapports	Ressources

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
magasins vivres cantines scolaires		d'activités, PV de réception	financières disponibles, stabilité
A5.6 : Réhabiliter les dortoirs	2 dortoirs sont réhabilités	Rapports d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité
A5.7 : Clôturer l'école	Une école est cloture	Rapports d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité
A5.8: Appuyer les écoles en fournitures scolaires	17 kits sont placés	Bon de livraison	Ressources financières disponibles, stabilité
A5.9: Réparer les tables bancs	100 tables bancs sont repartees	PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité
A5.10: Créer un CEG	Un CEG est créé	Rapports d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité
A5.11: Sensibiliser les parents sur la scolarisation des enfants	10 séances de sensibilisation sont tenues	Rapports d'activités	Ressources financières disponibles, stabilité
A5.12: Ouvrir les centres alpha	42 centres alpha sont ouverts	Nombre d'apprenants recensés, PV réception équipements	Ressources financières disponibles, stabilité
Objectif spécifique 6: Accroître la couverture en infrastructures économiques d'ici 5 ans			

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
RA 6 : La couverture en infrastructures économiques est accrue			
A6.1 : Aménager les marchés	Deux (2) marchés sont aménagés		Ressources financières disponibles, stabilité
A6.2 : Construire les autos gares	Une auto gare est construite		Ressources financières disponibles, stabilité
A6.3 : Construire les douches et latrines publiques	2 douches et latrines publiques sont construites		Ressources financières disponibles, stabilité
Objectif spécifique 7 : Contribuer à lutter contre la dégradation de l'environnement			
RA 7.1 : Les terres dégradées sont récupérées			
A7.1.1 : Récupérer les terres de glaci	160 ha de terres de glaci sont récupérés		Ressources financières disponibles, stabilité
A7.1.2 : Fixer les dunes	10à ha de dunes sont fixés		Ressources financières disponibles, stabilité
A7.1.3 : Créer les pépinières	6 pépinières sont créées		Ressources financières disponibles, stabilité
A7.1.5 : Produire et planter les plants	150 000 plants sont produits et plantés		Ressources financières disponibles, stabilité
RA 7.2 : La biodiversité est préservée			
A7.2.1 : Ouvrir les bandes	500 km de bandes pare-		Ressources

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources et de moyens de vérification	Hypothèses
pare-feux	feux sont ouverts		financières disponibles, stabilité
A7.2.2 : vulgariser les foyers améliorés	420 foyers améliorés sont vulgarisés		Ressources financières disponibles, stabilité
Objectif spécifique 8 : Renforcer les capacités organisationnelles des communautés			
RA 8.1 : Les capacités organisationnelles des communautés sont renforcées			
A 8.1.1 : Mettre en place les COGES spécifiques	Nombre de COGES mis en place		Ressources financières disponibles, stabilité
A 8.1.2 : Mettre en place les comités de suivi de vulnérabilité au niveau communal et communautaire	21 comités sont mis en place		Ressources financières disponibles, stabilité
A 8.1.3 : Mettre en place le cadre de concertation sur la gestion des risques et catastrophes	1 cadre de concertation est mis en place		Ressources financières disponibles, stabilité
A 8.1.4 : Appuyer la mise en œuvre plan COGES	17 plans des COGES sont appuyés	Rapports d'activités	Ressources financières disponibles, stabilité
A 8.1.5 : Appuyer l'organisation des CAPED	15 CAPED sont appuyées	Rapports d'activités	Ressources financières disponibles, stabilité
A 8.1.6 : Appuyer l'encadrement	2 encadrements sont appuyés chaque année	Rapports d'activités	Ressources financières

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources et de moyens de vérification	Hypothèses
pédagogique			disponibles, stabilité
A 8.1 .7 : Mettre en place et former les comités de surveillance de l'environnement	21 comités de surveillance de l'environnement sont mis en place et formés		Ressources financières disponibles, stabilité
A 8.1 .8 : Organiser des fora sur la gestion des ressources naturelles	60 fora sont organisés sur la gestion des ressources naturelles	Rapports d'activités	Ressources financières disponibles, stabilité
A 8.1 .9 : Mettre en place des COFOCOM	Une (1) COFOCOM est mise en place	Rapports d'activités	Ressources financières disponibles, stabilité
A 8.1 .10 : Mettre en place des COFOB	21 COFOB sont mises en place	Rapports d'activités	Ressources financières disponibles, stabilité
RA 8.2 : Les formations et la sensibilisation des populations sont renforcées			
A8.2.1 : Former les paysans en technique de compostage	42 paysans sont formés en techniques de compostage	Rapports d'activités	Ressources financières disponibles, stabilité
A8.2.2 : Former les multiplicateurs des semences	160 multiplicateurs de semences sont formés	Rapports d'activités	Ressources financières disponibles, stabilité
A8.2.3 : Former et recycler les paysans sur la collecte des données pluviométriques	21 paysans sont formés et recyclés sur la collecte des données pluviométriques	Rapports d'activités	Ressources financières disponibles, stabilité
A8.2.4 : Appuyer en moto pour le suivi	Une moto DT est mise en place	Bon de livraison, PV de réception	Ressources financières

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources et de moyens de vérification	Hypothèses
pluviométrie			disponibles, stabilité
A8.2.5 : Former et équiper les auxiliaires d'élevage	2 auxiliaires d'élevage sont formés et équipés	Rapports d'activités, bon de livraison	Ressources financières disponibles, stabilité
A8.2.6 : Former les producteurs en techniques de récolte et de conservation des fourrages	42 producteurs sont formés en techniques de récolte et de conservation des fourrages	Rapports d'activités	Ressources financières disponibles, stabilité
A8.2.7 : Former les jeunes en entrepreneuriat jeunesse	6 jeunes sont formés en entrepreneuriat jeunesse	Rapports d'activités	Ressources financières disponibles, stabilité
A8.2.8 : Former/recycler et équiper les ma trônes	42 matrones sont formées, recyclées et équipées	Rapports d'activités, bon de livraison	Ressources financières disponibles, stabilité
A8.2.9 : Former, recycler et équiper les matrones	42 matrones sont formées, recyclées et équipés	Rapports d'activités, bon de livraison	Ressources financières disponibles, stabilité
A8.2.10 : Former les tradi praticiens	42 tradi-praticiens sont forms	Rapports d'activités, bon de livraison	Ressources financières disponibles, stabilité
A8.2.11 : Vulgariser des textes du code rural	Nombre de textes vulgarizes	Rapports d'activités	Ressources financières disponibles, stabilité
A8.2.12 : Former les pépiniéristes	30 pépiniéristes sont forms	Rapports d'activités	Ressources financières disponibles,

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources et de moyens de vérification	Hypothèses
			stabilité
A8.2.13: Former les paysans sur les techniques de la RNA	105 paysans pilotes sont formés sur la RNA	Rapports d'activités	Ressources financières disponibles, stabilité
A8.2.14 : Former/recycler et équiper les brigadiers anti feux	42 brigadiers anti-feux sont formés/recyclés et équipés	Rapports d'activités, bon de livraison	Ressources financières disponibles, stabilité
A8.2.15 : Former/recycler les COGES	17 COGES sont formés/recycles	Rapports d'activités	Ressources financières disponibles, stabilité
A8.2.16 : Sensibiliser les communautés sur les aspects liés aux changements climatiques	45 séances de sensibilisation sur les CC sont tenues	Rapports d'activités	Ressources financières disponibles, stabilité
A8.2.17 : Sensibilisation sur la scolarisation des enfants	10 de sensibilisation sont tenues	Rapports d'activités	Ressources financières disponibles, stabilité
A8.2.18 : Sensibilisation de la population sur la salubrité		Rapports d'activités	Ressources financières disponibles, stabilité
A8.2.19 : Sensibiliser les populations sur les IST/VIH/SIDA et autres maladies endémo-épidémiques	15 séances de sensibilisation sont tenues	Rapports d'activités	Ressources financières disponibles, stabilité
A8.2.20 : Former les meuniers	20 meuniers sont formés	Rapports d'activités	Ressources financières disponibles,

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
			stabilité
RA 8.3 : Les tâches des femmes sont allégées			
A 8.3.1 : Mettre en place les moulins	10 moulins sont mis en place	Bon de livraison, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité
A 8.3.2 : Appuyer les groupements féminins en machines à coudre, Moulinex et tricotage	105 machines à coudre, 105 Moulinex et 21 lots de tricotage sont mis à la disposition des groupements féminins	Bon de livraison, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité
A 8.3.3 : Mettre en place les moyens d'exhaure	24 moyens d'exhaure sont mis en place	Bon de livraison, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité
A 8.3.4 : Octroyer fonds de roulement aux femmes	Un fonds de roulement est octroyé aux femmes	Rapports d'activités	Ressources financières disponibles, stabilité
Objectif spécifique 9: Améliorer l'urbanisme et le cadre de vie			
RA 9 : L'urbanisme et le cadre de vie sont améliorés			
A 9.1 : Lotir le chef lieu de la commune et certains gros villages	4 villages sont lotis	Rapports d'activités, plan de lotissement	Ressources financières disponibles, stabilité
A 9.2 : Construire les caniveaux	1000 ml de caniveaux sont construits	Rapports d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité
A 9.3: Traiter les ravins	Un ravin est traité	Rapports d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources et moyens de vérification	Hypothèses
A 9.4: Promouvoir les latrines familiales	210 latrines familiales sont promues	Rapports d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité
A 9.5: Construire les dépotoirs	5 dépotoirs sont construits	Rapports d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité
A 9.6: Electrifier les villages	3 villages sont électrifiés	Rapports d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité
A 9.7: Créer un parc d'agrément	Un parc d'agrément est créé	Rapports d'activités	Ressources financières disponibles, stabilité
Objectif spécifique 10: Améliorer le désenclavement de la commune			
RA10 : Le désenclavement de la commune est amélioré			
A10 .1: Construire route latéritique	Une route latéritique longue de 5 km est construite	Rapports d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité
A10.2 : Installer antenne réseau cellulaire	3 antennes sont installées	Rapports d'activités	Ressources financières disponibles, stabilité
A10.3 : Installer télévision communautaire	5 télévisions communautaires sont installées	Rapports d'activités	Ressources financières disponibles, stabilité
Objectif spécifique 11 : Assurer la sécurité alimentaire			
RA 11 : La sécurité alimentaire est assurée			
A11.1 : Promouvoir la	La culture du manioc est	Rapports	Ressources

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources et de moyens de vérification	Hypothèses
culture du manioc	promue	d'activités	financières disponibles, stabilité
A11.2 : Promouvoir l'embouche bovine	105 têtes de bovins mises en place	Rapports d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité
A11.3 : Promouvoir l'embouche ovine	2100 têtes d'ovins mises en place	Rapports d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité
Objectif spécifique 12 : Contribuer à la relance des activités commerciales			
RA 12 : les activités commerciales sont relancées			
A12.1 : Mettre en place fonds de roulement et Equipement des artisans ruraux	Un fonds de roulement mis en place pour 7 corps de métier	Rapports d'activités	
Objectif spécifique 13 : Développer les AGR			
RA 13 : Les AGR sont développées			
Objectif spécifique 14 : Renforcer les capacités opérationnelles du conseil municipal			
RA 14 : Les capacités opérationnelles du conseil municipal sont renforcées			
A 14.1 : Organiser des voyages d'études	10 voyages d'études sont organisés	Rapports d'activités	Ressources financières disponibles, stabilité
A 14.2 : Renforcer les capacités des conseillers municipaux sur la bonne gouvernance	4 séances de renforcement des capacités des conseillers tenues	Rapports d'activités	Ressources financières disponibles, stabilité
A 14.3 : Former les conseillers communaux et autres acteurs en matière d'analyse des risques	5 séances de formation sont tenues	Rapports d'activités	Ressources financières disponibles, stabilité

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources et de moyens de vérification	Hypothèses
climatiques			
A 14.4 : Développer le partenariat	Un partenariat est développé	Rapports d'activités	Ressources financières disponibles, stabilité
A14.5 : Construire siège	Un siège est construit	Rapports d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité
A14.6 : Recruter agents municipaux	4 agents municipaux sont recrutés	Rapports d'activités	Ressources financières disponibles, stabilité
Objectif spécifique 15: Contribuer au renforcement du capital financier d'ici 5 ans			
RA15.1 : Le recouvrement des taxes et impôts est amélioré			
A15.1.1 : Sensibiliser les populations sur l'incivisme fiscal	10 séances de sensibilisation sont tenues	Rapports d'activités	Ressources financières disponibles, stabilité
RA15.2 : la création d'une mutuelle d'épargne et de crédit est appuyée			
A15.2.1 : Créer une mutuelle d'épargne et de crédit	Une mutuelle d'épargne et de crédit est créée	Rapports d'activités, PV de réception	Ressources financières disponibles, stabilité
RA15.3 : la prospection des sources de financements est renforcée		Rapports d'activités	Ressources financières disponibles, stabilité
A15.3 .1: Prospecter les sources de financements	Les sources de financements sont prospectées	Rapports d'activités	Ressources financières disponibles, stabilité

REALISATION DES PARTENAIRES DE LA COMMUNE
RURALE DE ROUMBOU 1 2011- 2017

ANNEXES 21:

Partenaires	Réalisations	Nbres/Qté	Année	Coût
ABC	Bande pare- feu		2015	7 995 630
		1 (90 km)	2016	6 343 490
	Reconstruction du cheptel	1	2015	4 520 124
		1	2016	4 048 810
		1	2016	4 243 418
		1	2017	3 936 520
	Appui à l'artisanat	1	2016	3 146 680
	Centre artisanal	1	2017	2 565 539
	alphabétisation	1	2015	3 059 542
	Appui en charrette asine	1	2016	2 080 640
	Equipement scolaire à Kombaki	-	2017	-
	Pluviomètre	5	2017	-
	Diffusion/Utilisation de l'information agro météorologique	-	2017	-
	Banque Intrants Agricole	1	2015	5 958 948
PHRASEA	BC	15	2011-2016	
	Puits	6	2014-2016	
	Latrines	-	-	
	PLEA	-	-	
PAC 2	Abattoir	2	2013-2014	
	Marché à bétail	1	2013	
	Bande par feu			
	AGR			
	Magasin central	1	2013	
	Construction Siège de laMairie	1		
Filets Sociaux	Appui financier aux femmes	15 villages	2014-2016	10000 frcs/fme
	Organisation des femmes en groupement		2013-2016	

PANA	BC			
	Banque Intrants Agricole	1	2013	3 853 124
	Banque Aliments Bétail	2	2011/2014	12 171 903
	Semences améliorées	4	2011/2014	6 631 000
	Achats intrants agricole	1	2014	633 500
	Extraction d'huile	2	2013	4 216 600
	Reconstruction sociale du cheptel	4	2011	13 701 794
		3	2014	14 852 819
		2	2015	13 859 540
	Moulin à grain	2	2012/2014	3 997 892
	Embouche	6	2011/2013/2014	35 932 882
	Couture	1	2011/2013	8 434 575
	Récupération des terres			
	Bande pare-feu	250 km	2011	11 879 700
	Foyers améliorés			
	Mini - AEP	1	2015	100 000 000
	Equipements solaires			
	Equipements Agro météorologiques		2011	
	Diffusion/Utilisation de l'Information Agro météorologiques		2014	
ALP	Reconstruction sociale du cheptel	60	2013	5.795.000
	Reconstruction sociale du cheptel	20	2015	1.747.750
	Pluviomètre	3	2011	559850
	SCAP/RU	3	2012	967950
PDRD	Puits		2013	
	BAB			
	Charrettes bovines / asines		2013-2014	
PASEL	Couloirs de passages			
	Parc de vaccination			
SAREL	BAB			
	BIZ			
	Bande par feu			
Etat	Distributions gratuite ciblée	2040 tonnes	2011-2017	
	Vente à prix modéré	2040 tonnes	2011-2017	
	Vente sucre à prix modéré (Ramadan)			
Commune	Équipements classes	120 tables-	2017	

		bancs		
	Réhabilitation puits		2017	

Annexes 22:

TABLEAU RECAPITULATIF DE REALISATIONS PHYSIQUES 2011-2014 du Projet PANA-
Résilience (FEM et Canada)

Libellé	Année de Réalisation	Quantité	Coût (FCFA)	Région	Bénéficiaires
Banques céréalières					
Banques à Intrants Agricoles					
BIA Garin Gado	2013	1	3.853.124	Maradi	Roumbou
Banques à Aliments Bétail					
BAB Sabarou	2011	1	7.062.545	Maradi	Roumbou
BAB Gomozo	2014	1	5.109.358	Maradi	Roumbou
Maraîchage					
Semences Agricoles					
Achat semences	2011	1	4.207.000	Maradi	Roumbou
Achat semences	2012	1	1.443.500	Maradi	Roumbou
Achat semences	2013	1	980.500	Maradi	Roumbou
Achat semences	2014	1		Maradi	Roumbou
Achat intrants agricoles	2014	1	633.500	Maradi	Roumbou
Embouche/reconstitution					
Reconstitution du cheptel	2011	4	13.701.794	Maradi	Roumbou
Embouche Gomozo	2011	2	12.277.562	Maradi	Roumbou
Embouche Daoudawa	2014	1	5.004.254	Maradi	Roumbou
Embouche Maikoulaké	2013	1	5.873.322	Maradi	Roumbou
Reconstitution du cheptel Sakabal	2014	1	3.385.851	Maradi	Roumbou
Reconstitution du cheptel Guidan Toukai	2014	1	3.824.478 FCFA	Maradi	Roumbou
Embouche Dan Jaoudi	2014	1	7.766.514	Maradi	Roumbou

Reconstitution du cheptel ovin Kombaki	2015	1	7 185 845	Maradi	Roumbou
Reconstitution du cheptel ovin Dembé	2015		6 673 695	Maradi	Roumbou
Reconstitution du cheptel caprin Dan Fati	2014		7 642 490	Maradi	Roumbou
Embouche Garin Mahaman	2014	1	5 011 230	Maradi	Roumbou
Extension embouche Gomozo	2014	1	5147 373 FCFA	Maradi	Roumbou
Reconstitution du cheptel ovin Maigochi Jackou	2015		6 906 965	Maradi	Roumbou
Unités de Transformation					
Moulin garin gado	2012	1	2.004.552	Maradi	Roumbou
Extraction d'huile d'arachide de Dadin kowa	2013	1	2 108 300	Maradi	Roumbou
Extraction d'huile d'arachide de Sabarou	2013	1	2 108 300	Maradi	Roumbou
Moulin Sakabal	2014	1	1.993.340	Maradi	Roumbou
Couture					
Mise en place centre de couture Sakabal	2011	1	4.252.815	Maradi	Roumbou
Construction du Local de Centre de Couture de Sakabal	2013	1	4.181.760	Maradi	Roumbou
Récupération de Terres/Plantations					
Bandes Pare-feu	2011	250 km	11.879.700	Maradi	Roumbou
Foyers améliorés					
Mini-AEP	2015	1	100 000 000	Maradi	Roumbou
Equipements solaires (panneau solaire pour atelier de couture)		VOIR UGP			
Equipements Agro météorologiques (20 pluviomètre SPIEA)	2011	VOIR UGP			

Diffusion/Utilisation de l'Information Agro météorologiques (formation et dotation en téléphone portable des paysans observateur	2014	VOIR UGP			

Réalisation du Projet ABC 2015-2017

Libellé	Année de Réalisation	Quantité	Coût	Bénéficiaires
Banques à Intrants Agricoles				
BIA ZANGON ISMAGUIL	2015	1	5 958 948	Zangon Ismaguil
Reconstitution du cheptel				
Reconstitution du cheptel caprin Dan Sarko	2015	1	4 520 124	Groupeement Mouna Niyya
« APPUI à LA RECONSTITUTION DU CHEPTEL A travers LA PRATIQUE DU PETIT ELEVAGE OVINS DANS LE VILLAGE DE GUIDAN MOUSSA	2016	1	4 048 810	Groupeement kama Mu Kama
<i>Contribution à l'amélioration des revenus des populations VULNERABLES à travers l'APPUI A LA RECONSTITUTION DU CHEPTEL CAPRIN DANS LE VILLAGE DE ROUMBOU I</i>	2016	1	4 243 418	Groupeement féminin Amintchi Allah du village de Roumbou I
<i>Contribution à l'amélioration des revenus des populations VULNERABLES à travers l'APPUI A LA RECONSTITUTION DU CHEPTEL CAPRIN DANS LE VILLAGE DE DADIN KOWA</i>	2017	1	3 936 520	Groupeement féminin Zaman Lahiya
Bandes Pare-feu				
Garin Kalla, Zongon Maissadjé, Sarkin Bindiga et Maikoulaké	2015		7995630	Garin Kalla, Zongon Maissadjé, Sarkin Bindiga et Maikoulaké
Appui à la sécurisation du pâturage à	2016	1	6 343 490	Appui à la

travers l'ouverture de 90 Km de bandes pare-feu dans les villages Sarkin Bindiga, Attoulé Jimaraou, Guidan Dada et Garin Kalla				sécurisation du pâturage à travers l'ouverture de 90 Km de bandes pare-feu dans les villages Sarkin Bindiga, Attoulé Jimaraou, Guidan Dada et Garin Kalla
Appui à l'artisanat	2016	1	3 146 680	Groupeement Ismin Naguil
Appui à la construction d'un atelier artisanal	2017	1	2 565 539	Groupeement Ismin Naguil
Alphabétisation	2015	1	3 059 542	COGES BIA Zangon Ismaguil
APPUI A L'ALLEGEMENT DES CORVEES D'EAU DES FEMMES A TRAVERS LA MISE A DISPOSITION DES CHARETTES ASINES DANS LE VILLAGE DE KOMBAKI	2016	1	2 080 640	COGES MINI AEP Kombaki
Equipements solaires (Borne charge solaire à Komaki)	2017	VOIR UGP		COGES MINI AEP Kombaki
Equipements Agro météorologiques (5 pluviomètres SPIEA)	2017	VOIR UGP		
Diffusion/Utilisation de l'Information Agro météorologiques (formation et dotation en téléphone portable des paysans observateur	2017	VOIR UGP		